

« Radio-Télévision » : sciences et télé

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14844 7 F

- DIMANCHE 18 - LUNDI 19 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

Les conclusions du conseil européen de Birmingham

## Les Douze veulent une Communauté plus transparente et plus proche des citoyens

L'ombre de la crise

Le conseil européen extraordinaire de Birmingham, convoqué au lendemain du référendum français, en pleine tempête monétaire, par M. John Major a rempli la mission que lui assignait la grande majorité des Douze : réaffirmer, à l'intention des marchés financiers, comme de l'opinion, leur attachement à la construction européenne et au bon achèvement du processus de ratification du traité de Maastricht. Toute idée de renégociation du traité demeure proscrite.

Il s'agissait, pour l'heure, de lever les incertitudes, d'indiquer que, dans l'esprit des Douze, la voie était tracée avec clarté et suivie avec détermination. Au plus fort de la tourmente, M. Major avait un instant imaginé entraîner la Communauté dans une réforme du système monétaire européen (SME), projet qui aurait compromis la mise en œuvre du programme d'union économique et monétaire (UEM). Avec ménagements, les Douze l'ont pris de remonter à la source des erreurs, ce à quoi il s'est rapidement résigné.

DES vérités fondamentales du premier ministre britannique il ne reste plus sur le table que le débat sur le « subside-réité » : une tentative de réécriture du partage des responsabilités entre les États et les institutions de la CEE. Tout en souhaitant éviter l'échec d'une Europe trop technocratique, la majorité des États membres - cela a été confirmé à Birmingham - entend éviter une remise en cause inéluctable du pouvoir d'initiative de la Commission européenne, convaincue qu'une telle évolution, souhaitée à Londres, conduirait à une Communauté sans imagination et sans idées. Là aussi, la stratégie européenne de M. Major semble en passe d'échouer, au point que la perspective d'un débat de ratification très difficile aux Communautés prend de plus en plus corps.

La prolongation de la récession et les souffrances qu'elle entraîne donnent des atouts aux adversaires de M. Major. Comment croire aux bienfaits de l'aventure européenne alors que la crise s'aggrave sans être traitée ni même évoquée dans l'enceinte d'un conseil européen ? Plus encore que des explications, l'opinion publique, pour être mobilisée, a besoin d'élén. Croit-on en effet que la perspective d'une prospérité promise pour l'an 2000, grâce à une politique des « petits pas », peut satisfaire ceux-là, toujours plus nombreux, qui subissent les dégrés de la crise ? M. Jacques Delors dénonce en privé comme dangereux pour la cause européenne ce décalage entre les attentes du présent et les promesses d'avenir.

A l'est, la situation est délicate : l'économie américaine n'échappe pas à la léthargie ; l'Europe, plus que jamais, a besoin d'initiative pour retrouver par ses propres moyens la voie de la croissance. Mais l'engourdissement n'a pas vraiment cédé la place, à Birmingham, à une véritable audace créatrice. L'Europe manque de « leadership ».

M0146 - 1019 0 - 7.00 F



Les Douze, réunis à Birmingham, vendredi 18 octobre, ont voulu montrer aux opinions publiques qu'ils avaient entendu leur message. Tout en réaffirmant hautement la validité et le caractère inaltérable du traité de Maastricht, ils ont, détaillé les voies à explorer, avant le sommet d'Edinbourg en décembre, pour progresser sur le chemin d'une meilleure répartition

des responsabilités entre les États et la Communauté. Ils ont souhaité une plus grande transparence du processus de décision et un contrôle démocratique plus efficace. M. François Mitterrand a souhaité que cet agglomérat des méthodes communautaires permette de passer de la carcan qui pèse sur les peuples.

### Convaincre les opinions

BIRMINGHAM

de nos envoyés spéciaux

La tonalité de ce conseil européen extraordinaire devait être consensuelle et, grâce aux efforts accomplis dans ce sens par chacun des participants, cet objectif a été atteint. Le souci prioritaire des chefs d'État et de gouvernement des Douze est en effet aujourd'hui de faciliter la ratification du traité de Maastricht, là où l'opinion n'a pas encore été menée à son terme, en particulier bien sûr en Grande-Bretagne. Il reste à voir si l'exercice de cohésion et d'assimilation auquel viennent de se livrer, un peu laborieusement, les Douze aident

efficacement M. John Major à convaincre son opinion publique, puis le Parlement de Westminster.

L'union économique et monétaire, pierre angulaire du traité de Maastricht, la stabilité et la prospérité qu'elle est supposée susciter, leur paraissent peut-être bien lointaines au regard de la crise économique inextricable dans laquelle se débat la Grande-Bretagne. C'est sans doute ce que voudraient signifier les mineurs, frappés par une vague de licenciements, qui ont manifesté dans les rues de Birmingham (voir l'article de Laurent Zecchini).

Pour être probablement utile, la thérapie de « patrouille »

(transparence, visibilité, pédagogie...) que les Douze se proposent de mettre en œuvre pour soigner le malaise de l'opinion publique à l'égard de la construction européenne permettra difficilement, on le devine, de surmonter cette impression de décalage entre un quotidien souvent désespéré et des promesses de lendemains qui chantent.

En outre, la cohésion qu'ont tenu à affirmer les chefs d'État et de gouvernement demeure fragile et masque même des divergences persistantes.

PHILIPPE LEMAITRE et PIERRE SERVANT

Lire la suite et l'article de LAURENT ZECCHINI page 3

## La revanche de l'Indienne

Lauréate du Nobel de la paix, Rigoberta Menchu symbolise les souffrances et les espoirs des descendants des Mayas au Guatemala

SAN-JOSÉ (Costa-Rica)

de notre correspondant

Indienne dans une société raciste, femme dans un pays machiste, militante révolutionnaire face à une oligarchie ultra-conservatrice qui n'a pas hésité à éliminer physiquement des dizaines de milliers de paysans pour maintenir sa domination sur les descendants des Mayas d'Amérique centrale (près de 60 % des neuf millions d'habitants du Guatemala), la lauréate du prix Nobel de la paix, la Guatémaltèque Rigoberta Menchu, avait toutes les raisons de séduire le jury d'Oslo, qui a fait connaître son

choix vendredi 16 octobre dans la capitale norvégienne.

Un choix qui, pour les organisations latino-américaines de défense des droits de l'homme et pour les sympathisants de la lutte des Indiens contre les oppresseurs issus de la « conquête » espagnole, allait de soi en cette année du cinquantième anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb sur le continent américain. La décision du jury d'Oslo va, en revanche, provoquer des grincements de dents chez les autorités civiles et militaires du Guatemala, qui avaient manifesté leur mauvaise humeur, il y a quelques mois, en présentant une con-

tre-candidate dans l'espoir, tout à fait vain, de barrer la route à Rigoberta Menchu.

La classe dirigeante guatémaltèque, et plus particulièrement l'armée, considère en effet cette Indienne de trente-trois ans, dont les parents et le frère de seize ans ont été atrocement torturés avant d'être assassinés au début des années 80 par des militaires, comme un élément-clé de la propagande de la guérilla à l'étranger.

BERTRAND DE LA GRANGE

Lire la suite et l'article d'HENRI TINOQ page 6

Grâce à l'abstention des élus communistes

## Les députés ont adopté la loi anti-corruption

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture samedi matin 17 octobre, le projet de loi sur la prévention de la corruption et la transparence de la vie économique, grâce aux voix socialistes et à l'abstention des députés communistes. Les polémiques auxquelles avaient donné lieu les dispositions relatives à la publicité se sont apaisées car le gouvernement a accepté de maintenir, « de facto », une forme de commission d'agence pour l'achat d'espaces publicitaires.



Lire page 7 les articles de MICHEL COLONNA D'ESTRIA et GILLES PARIS

### Le décryptage du génome humain

La récente découverte française, réalisée grâce aux fonds privés du « Téléthon », va obliger les pays étrangers, notamment les États-Unis, à bouleverser leurs stratégies de recherche.

page 9

### Les obsèques, à Berlin, de Willy Brandt

L'hommage de l'Europe à l'ancien chancelier.

page 20

### Violent séisme en Colombie

Un tremblement de terre d'une magnitude de six degrés sur l'échelle de Richter s'est produit, samedi 17 octobre, dans le nord-ouest de la Colombie. Le séisme aurait détruit environ 90 % de la ville de Morinda (5 000 habitants). - (A.F.P.)

### M. Alphandéry

au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Edmond Alphandéry, député CDS de Maine-et-Loire, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche à 18 h 30.

## Programme commun du rire

S'unir pour faire du drôle avec du triste c'est le pari gagné de Guy Bedos et Muriel Robin

par Danièle Heymann

Faire rire ses contemporains, à l'heure qu'il est ? Il faut être fous. Ou bien drôles. C'est le cas de Bedos et Robin. Ils sont ensemble à l'Olympia pour plusieurs mois et c'est déjà presque complet. On veut les voir, les entendre, on est des dizaines de milliers. On se sent comme appelés. C'est un mystère, cet appétit, ce désir. Une confiance d'emblée, une approbation préalable et tacite. Ils ont eu raison, le petit brun nocturne et la grande blonde solaire, d'abandonner la glorieuse solitude de leurs égo-shows. One man, one woman, ça ne fait pas forcément un duo. Là, si. Et c'est beau.

On sait qu'à l'occasion de la cérémonie des Molières, l'année dernière, il y a ce joli coup de

foudre professionnel, on donne un sketch ensemble pour amuser les camarades, et c'est la France entière qui se marre. Ça aurait pu s'arrêter là. Mais non. Quand on a su que c'était plus sérieux, qu'ils allaient s'unir pour la bonne cause d'un programme commun, on s'est inquiété, faux jetons : ne vont-ils pas tirer chacun la couverture ? Guy Bedos répondait : « C'est le meilleur moyen pour que le lit soit bien bordé ».

A l'Olympia, il l'est. Deux jolis monstres de scène, deux comédiens, marchent l'un vers l'autre, s'apprivoisent, s'éloignent, se rejoignent. On craint un peu parfois qu'ils se lâchent la main, que l'un soit tenté de manger l'autre, mais le spectacle se rattrape bien sur le tréteau volant du rire.

Lire la suite page 14

ÊTES-VOUS SÛR D'AVOIR DE SÉRIEUSES RÉFÉRENCES ?...

Voir page 3

DATES	
Il y a soixante-quinze ans : l'exécution de Metis Hari.	page 2
LOIN DES CAPITALES	
El Maiten, haute de l'Old Patagonien Express.	page 6
HEURES LOCALES	
Les grands chantiers de Chambéry. « Départements dans la tourmente. » Une vitrine pour la Chine. « Une nouvelle liaison transalpine. »	page 11 à 13
CHRONIQUE DES MARCHÉS	
« Devises et or. » « Marché monétaire. » « Matières premières. » « Marché international des capitaux. »	page 19
Le sommaire complet se trouve page 20	



مركزنا من الامم

2 Le Monde • Dimanche 18 - Lundi 19 octobre 1992 •

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99  
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94552 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10  
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1844.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

### PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Dupuis,  
Isabelle Tardif  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Téléc : MONDOPUB 634 128 F  
Tél. : 46-83-78-71 - Société Générale  
de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde Europe SA.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, rue M.-Gambetta  
94552 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 51 437  
ISSN : 0393-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements aux abonnés et lecteurs  
Index du Monde au (1) 40-85-25-25

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

### TÉLÉMATIQUE

Compresse 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry  
94552 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-80-32-90  
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non monnaies cfr
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 568 F
1 an	1 898 F	2 066 F	2 968 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

#### DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris 19P 221 MQ 02

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne : gérant  
Bruno Pappant  
directeur de la rédaction  
Jacques Guin  
directeur de la gestion  
Manuel Luchini  
secrétaire général

Rédacteurs en chef  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)

Vices-Présidents  
Jacques Fauriol  
Thomas Ferenzi  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur  
des relations internationales)

Anciens directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Lemaire (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

## DATES

Il y a soixante-quinze ans

# L'exécution de Mata Hari

par Christiane Chombeau

UNE petite brume automnale enveloppe le polygone de Vincennes. Douze soldats du quatrième régiment de zouaves se mettent en position, en ligne de six. Devant eux, une femme qui refuse qu'on lui attache les mains et qu'on lui bande les yeux. Elle porte une robe gris perle et un manteau bordé de fourrure, un chapeau de paille avec un voile et des souliers signés Paquin. Juste avant que l'officier lève son sabre pour commander le feu, elle envoie de sa main gantée un ultime baiser en direction des curieux, venus assister à ses derniers moments. Une salve retentit enfin, suivie du coup de grâce. Il est 6 h 15 du matin, et le soleil s'est levé quatre minutes plus tôt.

Ce lundi 15 octobre 1917, Margaretha Zelle, plus connue sous le nom de Mata Hari, vient d'être exécutée. La célèbre danseuse-croqueuse d'hommes avait été, le 25 juillet, reconnue coupable d'intelligence avec l'ennemi allemand. Son procès n'avait duré qu'une journée et demie, et les sept jurés appartenant au troisième conseil de guerre permanent du gouvernement militaire de Paris s'étaient prononcés sur un dossier jugé bien maigre aujourd'hui. Tandis que le corps de Margaretha Zelle, abandonné de tous (personne ne le réclamait), était confié à la science, la légende de Mata Hari commençait à fleurir.

Tout a été dit sur cette femme. Tout et n'importe quoi. Sa vie, où se mêlent sexe, officiers et espions, possédait tous les ingrédients qui stimulent les imaginations. Tout ce délire sur sa vie n'aurait pas été pour déplaire à Margaretha Zelle, qui était une pure mythomane. Elle était née le 7 août 1876 à Leeuwarden, dans la Frise, dans le nord des Pays-Bas, et avait été adulée par son père, Adam Zelle, un riche chapelier, baron dans ses rêves. Le jour de ses six ans, celui-ci lui offrit une voiture à quatre places tirée par des chèvres, et, bien évidemment, plus tard, il l'inscrivit dans le pensionnat le plus huppé de la région. Près de cinquante ans après, un écrivain, Sam Waageenaar, l'auteur de *Mata Hari* (1), a rencontré d'anciennes camarades de Margaretha qui se souvenaient encore de cette petite fille dont le teint était rose et les cheveux noirs contrastaient avec leurs peaux de blonde, et qui osait venir à la pension en robe de velours rouge tandis qu'elles portaient l'uniforme.

### Une seule solution : le mariage

Cette vie de conte de fées s'écroula soudainement en 1889 avec la ruine du commerçant, qui abandonna son foyer. La mère en mourut deux ans plus tard, et les enfants furent répartis dans la famille. Margaretha étant douée pour les études, on l'inscrivit à l'école normale pour devenir institutrice, mais le directeur de l'éta-

blissement abuse d'elle. Elle n'a pas dix-sept ans. Elle s'enfuit de l'école. On la confie à un oncle habitant La Haye.

Margaretha décide alors de prendre son sort en main. Elle veut partir de chez son oncle, et pour cela il n'y a qu'une seule solution : le mariage. Nous sommes en mars 1895. Elle tombe sur une petite annonce indiquant qu'un capitaine de l'armée hollandaise, basé aux Indes néerlandaises (l'Indonésie actuelle), en convalescence dans son pays, cherche une épouse. Le 13 juillet 1895, Margaretha Zelle, dix-neuf ans, se marie avec John Rudolf MacLeod qui, certes, a quarante et un ans, mais porte magnifiquement l'uniforme. L'uniforme auquel, dirait-elle plus tard, elle n'a jamais su résister.

Les premières querelles éclatèrent dès le voyage de noces. La vie aux Indes néerlandaises ne fera qu'envenimer leurs relations. Lui souhaitait une femme d'intérieur, économe (sa solde est plutôt maigre), dévouée à son mari et à ses enfants. Elle voudrait que son mari la sorte plus souvent, elle s'habille comme les femmes du pays, et se moque éperdument des cancanes qu'elle déclenche dans le microcosme colonial.

La mort accidentelle de leur fils à l'âge de trois ans et demi, en juin 1899, finit de les séparer. Quand le couple revient en Europe, le tribunal confie la garde de Jeanne Louise, née en 1899, à la mère, et lui accorde une pension. John n'accepte pas le jugement, enlève sa fille, et refuse de payer la pension.

### Devenir danseuse

Margaretha Zelle-MacLeod se retrouve à vingt-six ans seule, sans fortune et sans métier. Un rêve obsède : Paris, et surtout le Paris nocturne. Elle veut s'amuser, briller et connaître le luxe. Elle a appris le français en pension et se débrouille bien. Elle fait un premier voyage en 1903, pose pour des peintres. Mais elle est très grande, sa poitrine est plate, les artistes la boudent. Elle retourne aux Pays-Bas. Quand elle reviendra l'année suivante, ce sera pour conquérir les salons parisiens.

Lors de son premier voyage en France, elle a observé que les ballets exotiques (interprétés notamment par Isadora Duncan ou Lola Fuller) étaient à la mode. Elle décide de devenir à son tour danseuse. Elle raconte qu'elle a passé son enfance dans les temples de Siva, que sa mère était prêtresse et qu'elle a été initiée aux danses sacrées. Elle mise sur la crédulité des journalistes et des snobs qui fréquentent les salons. Elle gagne.

Très vite le tout-Paris se bat pour s'assurer le spectacle de cette « Lady ». Son secret tient en peu de mots : exotisme et érotisme. Elle attire beaucoup d'importance au décor, à la musique, et n'hésite pas à donner mille explications mystérieuses aux voiles qu'elle arrache de son corps pour les lancer au dieu Siva. Quand elle enlève le dernier voile, seules deux coquilles en



Mata Hari.

perles cachent sa poitrine. Il lui manque un nom. Elle le trouve : ce sera Mata Hari, ce qui veut dire « œil du jour » ou « soleil » en malais.

1905 sera l'année de sa consécration. Emile Guimet, un industriel lyonnais qui a fait fortune avec le bleu de lessive, l'invite à se produire le 13 mars, dans le musée qu'il a fondé et qui porte son nom. Fred Kupferman, dans son *Mata Hari*, raconte : « Mata Hari a demandé et obtenu 1000 francs-or pour se produire. Un ouvrier gagne alors 3 francs-or par jour. Pour ce même cachet, elle mime, en dansant tous ses voiles dans le salon nationaliste de M<sup>me</sup> de Loyne, mécène de l'Action française, l'éveil des serpents sacrés. Il y a là un cénacle d'intellectuels de droite autour de Jules Lemaitre et du jeune Léon Daudet. Mata Hari les embaillie et ils vont faire son succès. »

Ils entraîneront aussi sa perte car, pour l'heure, ils vont ensemble les Anglais (ils souhaitent la victoire des boers en Afrique du Sud) et la république maçonnique, demain le cosmopolitisme de Mata Hari leur deviendra suspect. Le même Léon Daudet, confondant journalisme et délation, fera une chasse effrénée aux étrangers et aux espions, réels ou supposés, dont elle fera les frais.

Avant, elle rencontrera Colette (qui l'initiera plus tard dans l'art de l'effeuillage, aux Folies-Bergère), Cécile Sorel, Gaston Mézier, le roi du chocolat, et dansera chez la princesse Murat, Henri de Rothschild, la poétesse Nathalie Barney, René Viviani... Un de ses amants, l'avocat Edouard Clunet (son défenseur lors de son procès), lui présente le courtier Gabriel Astruc, qui devient, pour dix ans,

son impresario, et lui décroche immédiatement un contrat à l'Olympia. Elle devient le sujet de cartes postales, on fabrique des cigarettes et des galettes à son nom !

A partir de 1906, sa célébrité dépasse l'Hexagone, elle se produit à Madrid (où elle rencontre l'ambassadeur Jules Cambon, qui sera, lors de son procès, le seul à témoigner en sa faveur), Monte-Carlo, Berlin, Vienne et Rome... La liste de ses amants s'allonge. Elle est courtisée par Mastenot, Pucol, mais aussi par des diplomates, des hommes politiques. En Allemagne, elle raconte qu'elle a rencontré le fils de Guillaume II, le Kronprinz. Mais, plus elle élargit le cercle de ses admirateurs, plus elle est seule.

Elle est insouciant, vit au jour le jour et dépense sans compter. Lorsqu'elle est amoureuse, elle disparaît. En 1910-1911, elle se terre en Tunisie avec le banquier Roussseau. Pendant ce temps, le public l'oublie. Gabriel Astruc a de plus en plus de mal à lui trouver des contrats. Elle dépend plus que jamais de ses amants. Quand la guerre éclate, elle est en Allemagne en compagnie du chef de la police, Griebel. Elle renonce à jouer au théâtre Métropole à Berlin, et cherche à regagner les Pays-Bas. Comme on lui a saisi ses fourrures et ses bijoux, c'est un compatriote fortuné qui lui paie le voyage.

Paris, en 1916, fourmille d'officiers de toutes nationalités qu'elle ne demande qu'à connaître. Elle s'entiche d'un jeune lieutenant russe, Vadim Masloff. Cette rencontre sera capitale. Lors de son arrestation, en 1917, Mata Hari racontera que c'est parce qu'elle avait besoin d'argent pour se venger qu'elle a accepté, en 1916, de travailler pour le capitaine Ladoux, le chef du service d'espionnage et de contre-espionnage. Ladoux, avoir eu nié, lors du procès, avoir embauché Mata Hari, reconnaîtra, dans une autobiographie, avoir passé un accord tacite avec elle : elle devait se rendre aux Pays-Bas et attendre qu'on la contacte pour une mission.

### Le jeu du chat et de la souris

Mata Hari avait choisi de passer par l'Espagne et de prendre le bateau. Celui-ci fut intercepté par les Anglais, qui la prirent pour l'espionne allemande Klara Bendix, danseuse également et qui lui ressemblait vaguement. Il fallut plusieurs jours à Mata Hari pour persuader le chef de la Special Branch, Basil Thomson, de son erreur. Elle a la naïveté de lui dire qu'elle travaille pour Ladoux, qui, interrogé par ses collègues anglais, n'approuve pas et envoie un câble disant qu'il ne comprend rien et qu'il faut renvoyer la personne en Espagne. Ce qui est fait.

Naïve et têtue, la danseuse se précipite à l'ambassade d'Allemagne. Son plan, dira-t-elle au capitaine Bouchardon, chargé de l'instruction, était de séduire le capitaine von Kalle pour en soutirer des renseignements qu'elle se hâterait de transmettre aux Français. Elle séduit en effet von Kalle. Elle rapporte également tout ce qu'elle en obtient au colonel Den-  
vignes, le chef du renseignement français, qui en profite pour lui faire la cour.

Malheureusement pour elle, si le

colonel Denvignes rapporte à Paris les informations, il ne dit pas comment il les a obtenues. Mata Hari ne cesse d'envoyer des messages directement à Ladoux. On peut difficilement agir avec aussi peu de discrétion. Ladoux ne répond pas. Ce jeu du chat et de la souris s'arrête le 13 février 1917, quand la justice militaire vient chercher Mata Hari à l'hôtel Piazza.

Le magistrat chargé de l'affaire, le capitaine Bouchardon, n'a pas grand-chose dans son dossier, mais, en 1917, on condamne et on fusille, même des femmes, pour peu. Le pouvoir politique est faible, le moral des troupes au plus bas, on voit des espions partout. Ladoux sera lui-même arrêté (il sera ensuite acquitté).

### L'argent de l'Allemagne

Il est reproché à Mata Hari d'avoir fréquenté l'ennemi et de lui avoir donné des renseignements. Aucune précision ne sera apportée sur ces renseignements. On l'accuse également d'avoir reçu de l'argent de l'Allemagne par le truchement de la légation allemande à Berlin. Ce n'est que le 23 avril 1917 que Ladoux transmet à Bouchardon toute une série de télégrammes que ses services ont interceptés et décodés depuis un bon moment déjà. Ces télégrammes, échangés entre la représentation allemande à Madrid et les services à Berlin parlent d'une rencontre avec l'agent H 21, et de l'argent qu'il faut lui envoyer. Ils s'étendent aussi sur les activités de cette femme qui « a feint d'accepter des offres du service de renseignement français et d'accepter de voyager pour ce service ». Le contenu de ces messages identifie clairement Mata Hari.

Le 21 mai, Mata Hari, que les conditions de détention à la prison Saint-Lazare font craquer, demande à rencontrer Bouchardon. Pensant probablement l'ammadouer en lui « parlant vrai », elle avoue avoir été contactée en 1916 par le consul d'Allemagne à Amsterdam, M. Cramer. Celui-ci lui aurait donné une avance de 2000 francs et lui aurait confié des encres secrètes. Mais, en même temps, Mata Hari affirme avoir jeté les encres, et ne jamais avoir donné une information secrète aux Allemands. Les juges n'acceptèrent pas ses explications, et se prononcèrent pour la peine capitale.

Dans les années 50, Sam Waageenaar a eu accès à certains documents allemands rassemblés après la deuxième guerre par les Américains. Il a découvert un rapport du commandant Roepell qui, en 1916, dirigeait le bureau de renseignement du front ouest à Düsseldorf. Ce rapport montre que Mata Hari a été plus impliquée qu'elle ne l'a dit dans les services de renseignement allemands. Elle aurait suivi une très brève formation lors d'un de ses séjours en Allemagne. Mais Roepell précise aussi que l'agent H 21 n'a jamais livré quoi que ce soit d'important, et se demande s'il n'a pas été payé un peu trop cher...

(1) Deux ouvrages méritent d'être signalés. Celui de Sam Waageenaar paru chez Fayard en 1983, *Mata Hari ou la danse macabre*. Et *Mata Hari* de Fred Kupferman, La mémoire du siècle, éditions Complexe.

M. Majo

incre  
mions

"GRAND JURY"  
RTL-Le Monde

EDMOND

ALPHANDERY

DEPUIS LES CHÂTEAUX DU MANE-ET-LOIRE

ANIMÉ PAR  
HENRI MARQUE

WES ANDRE PASSEON  
ET ENK ZRALEWICZ (LE MONDE)

ANIMÉ PAR  
ET DOMINIQUE PENNEQUET (RTL)

18 H 30  
DIMANCHE  
EN DIRECT  
SUR  
RTL



# ÉTRANGER

Le sommet européen de Birmingham

## M. Major sur deux fronts

BIRMINGHAM

de notre envoyé spécial

Convoqué par les Britanniques, censé venir en aide à M. John Major, le conseil européen a été éclipsé par les conséquences politiques et économiques des licenciements massifs opérés dans les mines, et par une nouvelle baisse des taux d'intérêt, de 9 à 8 %.

« Nous espérons que ce sommet lui facilitera les choses », avait souligné, vendredi matin, M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes. L'intention lousbe des onze partenaires de la Grande-Bretagne, soucieux d'aider M. Major à convaincre le parti conservateur et l'opinion publique britannique des bienfaits du traité de Maastricht, n'aura pas eu l'effet escompté. Les problèmes « domestiques » du premier ministre ont pris une ampleur telle ces derniers jours que les bonnes paroles de la « déclaration de Birmingham » risquent fort d'apparaître comme un caillou sur une jambe de bois. M. Major traverse en effet la crise la plus grave depuis qu'il est entré au 10, Downing Street.

La journée de vendredi aura été singulière à plus d'un titre : alors que, à Birmingham, le conseil européen se livrait à des échanges

diplomatiques sur la « subsidiarité », M. Major, tout en participant à cet exercice, se battait sur un autre front, tentant de restaurer son autorité personnelle et la confiance en son gouvernement. L'annonce précipitée et quasi-simultanée d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt et d'un ensemble de mesures pour venir en aide aux 30 000 mineurs dont le licenciement a été récemment annoncé (Le Monde du 15 octobre), a irrésistiblement accru l'impression d'un gouvernement agissant sous la pression, si ce n'est la panique.

Pris de court par l'ampleur du mouvement de protestation et de solidarité en faveur des mineurs, par le soutien que celui-ci a provoqué parmi les parlementaires du parti conservateur, confronté, d'autre part, à de nouveaux indices qui soulignent une aggravation de la crise économique, le gouvernement essaie de soulager ces multiples pressions. La baisse des taux d'intérêt a une justification aussi bien économique que politique. Les échéances sont en effet incertaines : mercredi, un débat est organisé à la chambre des Communes sur l'industrie minière et, pour la première fois, l'éventualité d'une crise politique majeure ne peut plus être écartée.

Les Conservateurs disposent d'une courte majorité (21 voix) au Parlement, et il n'est pas exclu qu'un certain nombre de parlementaires du parti Tory approuvent une motion déposée par l'opposition en faveur d'une commission d'enquête sur les licenciements dans les mines.

### Un curieux ballet

À Birmingham, la tension que faisait peser ces incertitudes s'est manifestée sous la forme d'un curieux ballet lors de la conférence de presse finale, donnée conjointement par MM. Major et Delors. Après une première partie, rapidement expédiée, consacrée au conseil proprement dit, le président de la Commission européenne a quitté la tribune, laissant le premier ministre britannique répondre à des questions plus brûlantes sur la situation politique. Celle-ci a largement éclipsé, au moins en Grande-Bretagne, la « déclaration de Birmingham », que M. Major, de toute façon, peut difficilement exciper comme un succès diplomatique pour la Grande-Bretagne.

La question d'une évolution du mécanisme de change du système monétaire européen (SME) a été

évoquée : il n'est donc plus question d'en corriger les « défauts » dont se plaignait M. Major. Un moment, les Britanniques ont espéré convaincre leurs partenaires de faire pression sur la France pour que celle-ci assouplisse sa position dans les négociations du GATT, permettant ainsi d'aboutir à un accord : Londres avait fait de cette question l'une des priorités du mandat britannique à la présidence de la CEE. Or personne n'a voulu s'engager dans une telle querelle. Restait la « subsidiarité ». La première ébauche de la déclaration des Douze montre assez à quel point les Britanniques ont tenté, en vain, d'obtenir une stricte limitation des pouvoirs de la Commission européenne.

Les partenaires de la Grande-Bretagne n'ont pas été dupes et le texte final a été dûment modifié. Au-delà de la satisfaction générale un peu rituelle sur la « réussite » de l'esprit de Maastricht, le texte définitif risque fort d'apparaître en Grande-Bretagne comme une déclaration de bonnes intentions, et ce sommet comme un exercice coûteux qui n'aura pas atteint l'un des objectifs qu'il s'était fixés : persuader à M. Major de calmer le camp des « eurosceptiques » du parti conservateur. « Le coup était

parti, reconnaît un membre de la délégation française, on ne pouvait plus annuler le sommet. Mais ce sont les Britanniques qui ont fait naître des espoirs injustifiés, pas nous ».

Le premier ministre a gagné un répit en lâchant du lest sur le front de la situation économique : nul doute que la baisse des taux d'intérêt comble en partie l'attente des milieux économiques et celle des millions de Britanniques qui sont pris à la gorge par le remboursement de leurs échéances hypothécaires.

Le parti conservateur, pour sa part, ne se satisfait pas des mesures d'« accompagnement » pour atténuer le licenciement de 30 000 mineurs, qui doivent être annoncées lundi. Sir Marcus Fox, le président du « comité de 1922 », une instance qui représente un réel contre-pouvoir des parlementaires conservateurs face au gouvernement, ne s'embarrasse plus désormais de précautions oratoires : « l'ampleur de ces propositions (les licenciements) est inacceptable. Je suis sûr qu'il y aura des réponses à nos préoccupations. Il vaudrait mieux ».

LAURENT ZECCHINI

Lire également l'article d'Erik Israelowicz page 17

## La déclaration finale

Voici les principaux points de la déclaration adoptée vendredi 16 octobre par les dirigeants européens :

- « 1. Nous réaffirmons notre attachement au traité de Maastricht ; nous devons le ratifier pour avancer sur la voie de l'Union européenne si nous voulons que la Communauté reste un pôle de stabilité et de prospérité dans un continent en mutation rapide (...) »
- « 2. Nous ne pouvons progresser qu'avec le soutien de nos citoyens (...) Nous devons : »
- « - démontrer à nos citoyens les avantages de la Communauté et du traité de Maastricht ; »
- « - rendre la Communauté plus ouverte, afin qu'un débat public sur ses activités puisse avoir lieu en toute connaissance de cause ; »
- « - respecter l'histoire, la culture et les traditions de chacune des nations, en ayant une idée plus claire de ce que doivent faire les États membres et de ce qui doit être fait par la Communauté ; »
- « - faire comprendre que la citoyenneté de l'Union confère à nos citoyens davantage de droits et de protection, sans se substituer en aucune manière à leur citoyenneté nationale. »

« 3. Les ministres des affaires étrangères proposeront, avant le conseil européen d'Edimbourg, les moyens de rendre les travaux des institutions de la Communauté transparents (...) Nous nous félicitons que la Commission soit disposée à procéder à des consultations plus larges avant de proposer des textes législatifs (...) Nous demandons à la Commission de mener à bien d'ici le début de l'année prochaine ses travaux sur l'amélioration de l'accès du public aux informations communautaires. »

« 4. Nous soulignons le rôle important du Parlement européen dans la vie de la Communauté et nous nous félicitons des contacts croissants entre Parlements nationaux et le Parlement européen (...) Nous nous félicitons que la Commission soit disposée à répondre favorablement à des demandes d'explications sur ses propositions émanant des Parlements nationaux. Nous soulignons l'importance que nous attachons à la Conférence des Parlements et au Comité des régions. »

« 5. Nous réaffirmons que les décisions doivent être prises aussi près que possible du citoyen. Une plus grande unité est possible sans centralisation excessive. Il appartient à chaque État membre de décider comment ses pouvoirs doivent être exercés chez lui. La Communauté ne peut agir que lorsque les États membres lui en ont donné le pouvoir dans les traités. Des actions au niveau communautaire ne devraient être prises que lorsque c'est approprié et indispensable : le traité de Maastricht fournit le cadre approprié à cet effet. (...) »

## Convaincre les opinions

Suite de la première page

C'est vrai de la stratégie à pratiquer dans la phase finale de l'Uruguay Round, ces négociations commerciales multilatérales qui butent sur l'obstacle agricole. Ce n'est encore dans le cas du débat sur la « subsidiarité », dont l'objet est de préserver les compétences des États et, par voie de conséquence, de limiter à ce qui est nécessaire les interventions des institutions communautaires, et en particulier de la Commission de Bruxelles.

M. Major a accepté finalement les conceptions de ses partenaires, soucieux d'éviter l'instauration d'un véritable droit de veto au nom de la subsidiarité. Mais il n'est pas certain qu'il ait totalement désarmé, d'autant que la subsidiarité est avant tout un état d'esprit qui laissera place à une certaine marge d'interprétation. Le souhait de la Grande-Bretagne de regagner le pouvoir de la Commission demeure entier. Il a d'ailleurs trouvé sa traduction symbolique dans la façon dont le bureau de la Commission a été installé au sein du grand centre de presse. Les collaborateurs de M. Delors ont dû se contenter d'une pièce étroite d'une dizaine de mètres carrés, perdue dans un coin. Du jamais vu dans ces sommets européens.

Pour l'heure, la déclaration finale de Birmingham (voir ci-contre) trace un cadre pour la mise au point, à la fin de l'année à Edimbourg, d'une définition précise de ce principe de philosophie politique. La Commission va donc poursuivre son travail d'élaboration d'une sorte de corps de doctrine et d'un mode d'emploi, en évitant le piège de la liste des compétences de la Communauté et des États. Signe des temps, le terme de « proximité » devrait petit à petit se substituer à celui de « subsidiarité » pour réduire l'aspect élitiste du concept. Pour la France, le chef de l'État l'a dit et répété, il n'est pas question que l'on touche, par ce biais, aux acquis communautaires, même si la Commission

devra présenter en décembre les résultats du passage de la législation européenne déjà existante au crible du principe de « proximité ».

« Il faut donner un contenu positif au principe de subsidiarité sans créer une sorte de droit de veto permanent qui risquerait de paralyser la Communauté », a souligné M. Mitterrand, en sachant que, sur ce point, il bénéficie, notamment, de l'appui des « petits » pays, inquiets des risques de débordements nationaux des « grands » pays. Si le principe de « proximité » tient ses promesses, il devrait donc faire partie intégrante du processus décisionnel et concerner toutes les institutions (Commission, conseil des ministres, Parlement). La Commission de Bruxelles, qui fait ces derniers temps figure de bon émissaire, ne manque d'ailleurs jamais de rappeler que c'est au nom de ce principe qu'elle a, plusieurs fois dans le passé, fait la sourde oreille aux demandes du conseil des ministres.

### Transparence et contrôle

La transparence du processus de décision communautaire et l'amélioration du contrôle démocratique ont constitué les deux autres volets clés du travail de Birmingham. Ici encore, les Douze veulent convaincre leurs opinions publiques que leur message d'inquiétude et de défiance a été entendu. Dans la mesure où une renégociation du traité est totalement exclue par les Douze (y compris le Danemark), ces questions prennent une ampleur toute particulière.

S'agissant de la transparence, l'idée est de permettre de développer au maximum les consultations et les débats avant la prise de décision. La déclaration prévoit la possibilité d'une consultation préalable des États membres et la multiplication des « livres verts ». En outre, la Commission devra faire des propositions, à la fin de l'année, pour améliorer l'information du public afin que la législation européenne



« devienne plus simple et plus claire ».

Quant au contrôle démocratique, il passe tout particulièrement par une association plus étroite des Parlements nationaux à la vie et au travail de la Communauté. M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes, a précisé que l'Assemblée nationale et le Sénat devront s'organiser pour mettre en œuvre son droit de regard sur les projets de loi européens. Il faudra savoir, notamment, comment s'articule le travail en commission et en séance plénière sur ce thème. D'autre part, M. Jacques Delors a annoncé que, dans un souci de rapprochement, chaque Assemblée parlementaire nationale aura, au sein de la Commission de Bruxelles, un commissaire « jumelé », chargé de l'écoute et de l'information.

### Une réponse incertaine

Le texte approuvé par le conseil européen à propos du GATT demeure ambigu, si bien qu'il est difficile de mesurer la compréhension dont sont capables de faire preuve les pays partenaires à l'égard de l'impossibilité où se trouve la France d'accepter un arrangement agricole qui serait perçu comme déséquilibré au profit des États-Unis et alourdirait encore les contraintes imposées aux paysans. Les conclusions que la présidence consacre à l'Uruguay Round évoquent les « progrès réels » enregistrés lors des récentes conversations euro-américaines à Bruxelles (voir l'encadré ci-dessous).

Vendredi soir, M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures, qui avait rendu compte des pourparlers menés avec l'équipe ministérielle américaine, interprétait ce texte comme un encouragement à aller de l'avant et, si possible, à « boucler » la négociation. Il devait retrouver M<sup>me</sup> Carla Hills, la principale négociatrice américaine, dimanche à Toronto. M. Ray Mac Sharry, le commissaire chargé des affaires agricoles, rencontrera de son côté à nouveau M. Edward Madigan, le secrétaire américain à l'Agriculture.

Dans l'hypothèse où les Améri-

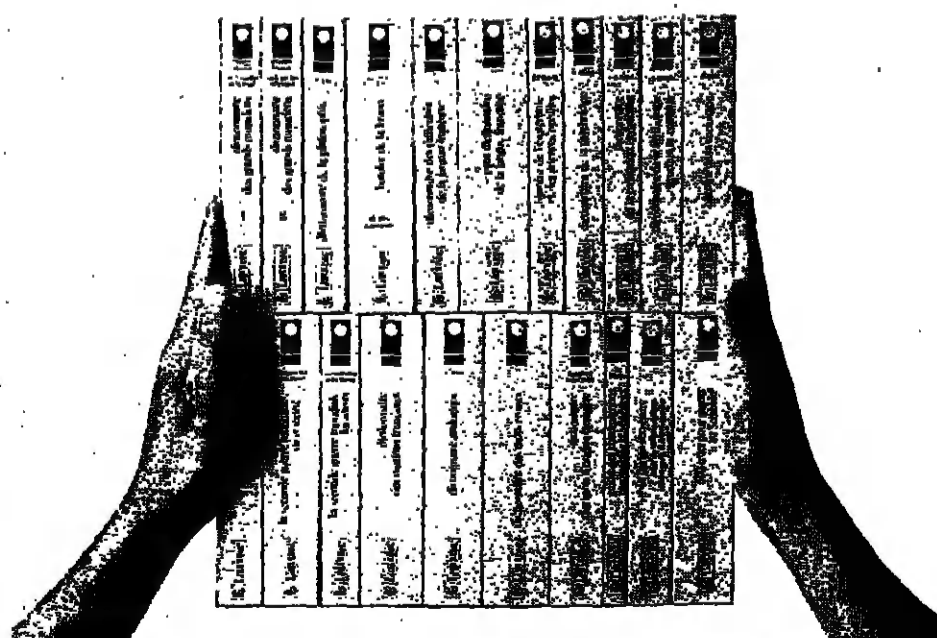
## GATT : les Douze veulent un accord « juste et fructueux »

Les Douze ont insisté, vendredi, sur « l'importance d'aboutir à un accord juste et fructueux sur le GATT » (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et ont souligné y parvenir « d'ici à la fin de l'année ». « Un tel accord aurait un effet de relance non inflationniste sur l'économie mondiale et il profiterait tant aux pays industrialisés qu'aux pays en développe-

ment », estiment les pays membres de la CEE. Le Conseil européen a donc « invité la Commission à poursuivre ses travaux, dans le cadre de son mandat actuel, pour aboutir rapidement à un accord GATT global et équilibré d'ici à la fin de l'année, dans l'intérêt de la Communauté et de l'économie mondiale, ainsi qu'au règlement de la question des graines oléagineuses ».

COLLECTION « RÉFÉRENCES » LAROUSSE

70 OUVRAGES DE RÉFÉRENCE



COMPLETS, COMPACTS !

Sur des sujets essentiels et passionnants, des ouvrages complets, précis, accessibles et compacts qui mettent le savoir à portée de main ! De 66 F à 84 F.

COLLECTION « RÉFÉRENCES » LAROUSSE, UNE SÉRIEUSE RÉFÉRENCE.

**RÉFÉRENCES Larousse**  
HISTOIRE  
LANGUE FRANÇAISE  
GÉOGRAPHIE  
SCIENCES DE L'HOMME  
ARTS ET LITTÉRATURE  
VIE PRATIQUE



## EUROPE

Evocant le risque d'une guerre civile en Serbie

### Le président fédéral demande la démission de M. Milosevic

Le président de la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) M. Dobrica Cosic, a réclamé, vendredi 18 octobre, la démission de l'homme fort de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, et évoqué le risque d'une guerre civile dans cette République. D'autre part, le premier ministre de la nouvelle fédération, M. Milan Panic, a mis en garde les Serbes de Bosnie contre les conséquences « très graves » qu'aurait le non-respect de l'accord qui avait été conclu à Genève sur le retrait de l'aviation serbe de Bosnie. Cet accord a été remis en question jeudi par le commandant de cette aviation, le général Ninkovic. M. Panic devait s'entretenir, samedi à Genève, de ce contentieux avec le dirigeant de la communauté serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic.

BELGRADE

de notre correspondant

A la tête d'une Yougoslavie mise au ban des nations et ébranlée par un embargo international, le père

spirituel de M. Milosevic et l'un des principaux promoteurs du nationalisme serbe, M. Dobrica Cosic, a réclamé, vendredi, une motion de censure contre le gouvernement Panic, tandis que les représentants du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir en Serbie ont réclamé l'annulation des accords tendant à une réconciliation entre Belgrade et Zagreb. Ces efforts de détente, M. Milosevic les avait dénoncés, il y a une semaine, en soulignant son « devoir absolu » de défendre et d'aider les Serbes de Croatie et de Bosnie. Il avait refusé d'envisager — même à long terme — la reconnaissance de la Croatie et de la Bosnie dans leurs frontières internationales.

#### Pour le démantèlement des milices

Estimant que la population « redoutait, avec raison, de voir éclater une guerre civile » en Serbie et au Monténégro, M. Dobrica Cosic a affirmé, vendredi, devant le Parlement fédéral qu'il y avait, dans la nouvelle Yougoslavie, « plus de civils armés que de policiers et de soldats ». Pour empêcher une criminalité qui a pris ces derniers temps « des proportions inquiétantes » dans tout le pays, M. Cosic a réclamé le démantèlement des formations paramilitaires et appelé les partis politiques

disposant de milices privées à « déposer les armes ». Cet appel, qui vise notamment le député ultranationaliste Vojislav Seselj et le fureur commandant Arkan — deux alliés de M. Milosevic — risque de provoquer de vives réactions au gouvernement serbe qui n'a depuis des mois l'existence de paramilitaires en Serbie.

S'en prenant directement au gouvernement de M. Milosevic, le président de la Yougoslavie a violemment attaqué les détracteurs de la politique d'ouverture de son premier ministre, M. Milan Panic. Déterminé à sortir son pays de l'isolement international, il a assuré que le seul moyen d'y parvenir était « la paix et les négociations ». « Si nous ne voulons pas la guerre (...), si nous aspirons à la levée des sanctions nous devons répondre aux exigences de la communauté internationale », a-t-il ajouté alors que les partisans de M. Milosevic refusent toujours « le diktat de l'étranger ».

Constatant que ces divergences vont en s'accroissant, M. Cosic estime indispensable la démission de M. Milosevic. Le départ du président de Serbie entraînera pas automatiquement la levée des sanctions mais il devrait néanmoins, estime-t-il, contribuer à desserrer l'étau.

FLORENCE HARTMANN

Selon l'armée fédérale yougoslave

#### Dix mille Serbes ont été tués en Bosnie

Selon la revue officielle de l'armée fédérale yougoslave, publiée vendredi 16 octobre à Belgrade, environ 10 000 Serbes ont péri dans la guerre de Bosnie-Herzégovine tandis que 50 000 autres, essentiellement des femmes et des enfants, sont détenus dans des camps. Antérieurement, M. Solomovskij, chef de la communauté islamique de l'ex-Yougoslavie, avait estimé à 130 000 le nombre de victimes musulmanes dans la guerre qui fait rage depuis sept mois en Bosnie-Herzégovine. D'autre part, 150 000 personnes, civiles pour la plupart, seraient détenues dans des camps serbes et croates. Les organisations humanitaires s'accrochent à dire que 75 % des victimes sont des civils. — (Corresp.)

Les Douze veulent créer des zones de sécurité pour les réfugiés. — Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze ont demandé, vendredi 16 octobre à Birmingham, à la communauté internationale d'accroître son aide aux réfugiés dans l'ex-Yougoslavie. Insistant sur l'urgence de ce problème, ils ont souligné l'importance de « fournir des abris pour l'hiver et des zones de sécurité pour les réfugiés et d'assurer l'acheminement des secours ». Le Conseil européen s'est dit prêt à envoyer une mission pour « soutenir les efforts du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ».

#### ALLEMAGNE

#### Un ancien prisonnier politique chinois demande des réparations au PDS

Un Chinois établi en Allemagne, M. Xin-Hu Kuo, porte tous les espoirs des dizaines de milliers de prisonniers politiques ex-allemands toujours dans l'attente de dédommagements. Il a entrepris, jeudi 14 octobre, de faire payer au Parti communiste renoué (PDS), héritier du SED d'Erich Honecker, les injustices du régime nazi-socialiste. Arrêté en 1965, M. Xin-Hu Kuo, qui était à l'époque traducteur à l'ambassade de Chine à Berlin-Est, avait été contraint de signer des aveux, après plusieurs mois d'intimidation et de violence dans les locaux de la Stasi. Il avait ensuite été condamné à sept ans et demi de prison pour « espionnage ».

La justice allemande, qui était pour la première fois saisie d'une affaire de ce type, a rendu un jugement mitigé.

Elle a d'un côté rejeté sa plainte, estimant qu'aucun document prouvant une intervention directe du parti dans sa condamnation n'avait pu être retrouvé. Mais elle a dans le même temps jugé que les prisonniers politiques étaient en droit de réclamer des dommages-intérêts au PDS si la responsabilité du SED était clairement établie. — (AFP)

RUSSIE : estimant la démocratie en danger

### Les amis de M. Eltsine crient au loup

MOSCOU

de notre correspondant

Les « revanchistes » renforcent leurs positions, la démocratie, la réforme et Boris Eltsine sont en péril : ce genre de scénario catastrophe semblait passé de mode à Moscou, mais qu'en penser si des ministres eux-mêmes sonnent l'alarme ? Et pas n'importe quels ministres — la fine fleur de l'aile la plus réformatrice du gouvernement et de l'entourage de M. Eltsine : Mikhaïl Poutine, vice-premier ministre, chargé de l'information, Andreï Kozirev, ministre des affaires étrangères, Anstoli Tchoubakov, ministre des privatizations, et Guennadi Bourboulis, proche conseiller du président, qui, pendant des heures, devant un groupe de correspondants étrangers, décrivent la vaste conspiration ourdie par leurs adversaires et, le plus explicitement du monde, demandant l'aide de la presse internationale.

La situation est-elle vraiment subitement devenue si grave, alors qu'il y a quelques semaines encore Boris Eltsine proclamait une sorte d'amnistie avec l'opposition parlementaire ? Ou bien ce signal d'alarme est-il lancé par un cercle de dirigeants qui sentent que l'équilibre des forces est en train de pencher en leur défaveur, que leur voix est de moins en moins entendue par Boris Eltsine lui-même ? Ou tout simplement s'agit-il d'un exemple de plus de cette obsession de la « conspiration » qui empoisonne toute la vie politique russe ?

Le plus prolix est, comme d'habitude, M. Bourboulis, longtemps considéré comme l'ennemi juré de M. Eltsine, et qui s'apprête à partir représenter les autorités russes aux obsèques de Willy Brandt. Lui-même évite de trop verser dans la catastrophe, mais il énumère longuement les places fortes des « revanchistes », « cyniques et rusés », qui ont profité de la pause de ces derniers mois pour s'organiser et consolider leurs positions : dans les assemblées élues, les soviets, et cela à tous les niveaux, mais aussi au ministère de l'intérieur, au parquet, dans les établissements d'enseignement supérieur de province et dans des structures procommunistes comme la Fédération des syndicats indépendants de Russie qui préparent « des manifestations politiques » pour le 24 octobre.

Sans oublier « les généraux de l'industrie et de l'agriculture » — ceux qui cherchent à représenter l'Union civique de M. Arkadi Volsky, une formation pour laquelle M. Eltsine lui-même avait pourtant eu des propos fort amicaux lors de sa récente intervention devant le Parlement. Mais une formation que M. Bourboulis tient à démasquer : « Il est incorrect de considérer Volsky et ses amis comme des contristes. Il faut décrypter leurs professions de foi en faveur de la réforme... »

Bref, le danger vient aussi de là. Et il vient, bien entendu, aussi du président du Parlement, M. Rouslan Khasboulatov, qui « torpille » méthodiquement la réforme pour bâtir son propre pouvoir.

#### « Formations armées »

Sur ce thème — les sombres machinations de M. Khasboulatov, — c'est le ministre de l'information, M. Poutine, qui fait le plus frémir : à l'en croire, le président du Parlement, qui « abrite sous son aile ceux qui préparent un coup d'Etat », dispose de « formations armées » (il s'agit d'une allusion au service de sécurité du Parlement, qui compterait de 1 500 à 5 000 hommes, selon un article des Izvestia publié à la suite d'un obscur incident opposant un « cousin » de M. Khasboulatov, membre du cas service et porteur d'une arme, à un chauffeur de taxi).

Devant un auditoire de plus en plus interloqué, les ministres (parmi lesquels seul M. Kozirev semble prendre une ombre de distance par rapport à ces scénarios alarmistes) exposent la tactique de leurs adversaires : réunir, à partir du 1<sup>er</sup> décembre, le Congrès des députés, qui mettra un terme à l'existence du gouvernement Gaidar et un coup d'arrêt aux réformes, tandis que se développeront des manœuvres visant à paralyser l'action de M. Eltsine lui-même en obtenant du Tribunal constitutionnel qu'il déclare illégaux les décrets réformatifs du président.

L'objectif immédiat est donc d'obtenir le report de ce Congrès de tous les dangers au printemps prochain : M. Eltsine lui-même vient d'en faire la demande aux députés. D'ailleurs, à en croire M. Sergueï Filatov, vice-président du Parlement et tête de pont des « démocrates », est prévue, également pour le 24 octobre, l'appel à l'aide adressé à la presse internationale, de toute évidence, dans cette même stratégie.

C'est une question de rapport de forces, répondent les « démocrates ». Si l'adversaire sent qu'il ne sort pas décidé à se laisser faire, alors il va reculer. D'ailleurs, annonce M. Filatov, une mobilisation populaire, organisée par les partis « démocrates », est prévue, également pour le 24 octobre. Et l'appel à l'aide adressé à la presse internationale, de toute évidence, dans cette même stratégie.

#### De nouveaux documents sur M. Gorbatchev

Une telle conversation ne pouvait se terminer sans que l'on parle de M. Gorbatchev, un « homme qui ment sans arrêt », qui, lorsqu'on le prend la main dans le sac, dit que ce n'est pas sa main : sur ce thème, M. Poutine est à nouveau le plus offensif. Et, alors qu'on vient de révéler des documents sur le massacre de Katyn qu'il accuse une fois de plus M. Gorbatchev d'avoir dissimulés, le ministre fait savoir que d'autres documents sont tenus en réserve : entre autres, le compte rendu d'une intervention de M. Gorbatchev, alors secrétaire du comité central, à propos de la décision d'intervenir en Afghanistan.

Cela dit, l'examen des archives sacrées poursuit tout de même des objectifs plus nobles que celui de compromettre un peu plus l'ex-président. Parmi les documents découverts dans ce dédale de coffres-forts où se trouvent sans doute, explique M. Poutine, les restes de l'histoire, certains prouvent par exemple que le marchand Tchoukatchevsky a eu recours à des armes chimiques pour réduire la révolte de Cronstadt en 1921.

D'autres exposent la soignée préparation de l'opération destinée à affaiblir l'Ukraine, au moment de la campagne de dékoulakisation. En somme, il s'agit de révéler, dès que possible, la monstruosité des crimes du parti, et cela, explique M. Poutine, « avant qu'on nous fusille... » C'est dit avec le sourire, et devant une table fort bien garnie, mais c'est dit tout de même. La démocratie, décidément, est en danger.

JAN KRAUZE

Visite du directeur de la CIA. — Le directeur de la CIA, M. Robert Gates, a été reçu vendredi 16 octobre au Kremlin par le président russe M. Boris Eltsine. Rien n'a filtré du contenu des entretiens de M. Gates à Moscou — les premiers du genre. Plus tôt dans la semaine, le chef de la CIA s'était rendu à Varsovie et à Budapest. — (AFP, Reuters, UPI)

### Les Bosniaques ont fermé le couloir humanitaire vers Sarajevo

Le seul corridor humanitaire ouvert dans toute la Bosnie-Herzégovine — la route conduisant de l'aéroport de Sarajevo au centre de la ville assiégée, — fermé depuis jeudi 15 octobre par les Bosniaques, n'avait toujours pas été rouvert dans la nuit de vendredi à samedi, malgré les négociations menées par la FORPRONU.

Vendredi soir 16 octobre, des discussions ont eu lieu entre les autorités civiles et militaires bosniaques, d'une part, et des responsables de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), d'autre part, pour que des « casques bleus » puissent évacuer sur le bas-côté de la route un conteneur placé jeudi en travers de la chaussée par des soldats bosniaques.

Les hommes de la FORPRONU avaient tenté de déloger la route dans l'après-midi, mais en avaient été empêchés par des combattants

bosniaques. En début de soirée, une grande tension était perceptible entre les hommes de l'ONU et les Bosniaques. Des « casques bleus » renforcés, avec des sacs de sable, le quartier général de la FORPRONU, tandis que les sentinelles manifestaient une nervosité certaine à l'écoute des tirs qui résonnaient un peu partout dans la ville.

Le porte-parole de la Force des Nations unies, Mik Magnusson, a estimé vendredi que la FORPRONU jouait sa crédibilité dans cette affaire. L'enjeu était, à ses yeux, « la liberté de mouvement » de la Force et surtout la poursuite de la distribution de l'aide humanitaire qui arrive à Sarajevo par pont aérien.

Les responsables militaires bosniaques ont expliqué qu'ils avaient pris cette mesure en raison du fait que les Serbes, qui assiègent la ville

depuis six mois, utilisaient cette route, depuis quelque temps, pour infiltrer des chars de combat dans la zone de l'aéroport et donner l'assaut à certains faubourgs, dont celui de Stup, déjà quasiment coupé du reste de la ville. Ils ont suggéré que les convois d'aide humanitaire empruntent une autre route. Mais, selon l'ONU, il n'y en a qu'une possible, encore plus dangereuse et impraticable pour des gros camions.

Si la présence des chars serbes était prouvée, elle serait contraire à l'accord qui a permis la réouverture de l'aéroport aux vols humanitaires, fin juin, et qui prévoyait le retrait de toutes les armes lourdes, y compris des chars de combat, hors de portée de l'aéroport. M. Mik Magnusson n'a ni confirmé ni démenti ces infiltrations de chars. — (AFP)

## AFRIQUE

#### AFRIQUE DU SUD

#### Le gouvernement a déposé un projet de loi d'amnistie

Le gouvernement sud-africain a déposé au Parlement, vendredi 17 octobre, un projet de loi visant à amnistier les crimes et délits politiques commis par les partisans comme par les adversaires de l'apartheid. Le texte propose de donner au président De Klerk le droit d'amnistier les auteurs de crimes politiques commis avant le 8 octobre 1990, sur recommandation d'une commission spéciale nommée par le chef de l'Etat. Le texte bénéficiera aux personnes déjà condamnées, comme à celles qui sont actuellement poursuivies. Il concerne aussi ceux qui n'ont jamais fait l'objet d'une inculpation, à condition qu'ils avouent — confidentiellement — leurs crimes devant la commission spéciale qui demeurera seule juge.

Le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela s'est déclaré totalement opposé à une telle mesure, la qualifiant d'« immoral ». Sans être hostile au principe même de l'amnistie, l'ANC estime qu'elle ne peut être l'œuvre d'un nouveau gouvernement d'unité nationale qui ne soit pas jugé et puni. — (AFP, Reuters)

GUINÉE : le président Conté a échappé à une tentative d'assassinat. — Des sources proches des services de renseignement guinéens, on a indiqué, vendredi 16 octobre, que le président, M. Lansana Conté, avait échappé à une tentative d'assassinat, mercredi à Conakry. Des hommes armés, qui n'ont pas été identifiés, ont tiré sur sa voiture alors qu'il se rendait à Minère, un quartier résidentiel de la capitale. — (Reuters)

#### SOMALIE

#### Les Douze demandent le « déploiement rapide » des troupes de l'ONU

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE ont appelé, vendredi 16 octobre, lors du sommet de Birmingham, « au déploiement rapide des troupes des Nations unies » dans les régions de la Somalie où « leur présence est nécessaire ». Le Conseil européen a demandé à la présidence britannique de la Communauté européenne « de consulter le secrétaire général de l'ONU sur les moyens d'accélérer ces déploiements », et a lancé « un appel aux belligérants à observer un cessez-le-feu immédiat pour permettre la distribution rapide de l'aide ».

A New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a lancé un avertisse-

ment aux groupes armés qui contrôlent le port de Mogadiscio, affirmant qu'ils prendraient « la responsabilité d'aggraver » la situation s'ils continuaient à empêcher le déploiement du personnel de l'ONU. « Ceux qui entraveraient la mise en place de l'ONUSOM (Opération des Nations unies en Somalie) prendraient la responsabilité d'aggraver une catastrophe humanitaire déjà sans précédent », a déclaré le président en exercice du Conseil de sécurité, l'ambassadeur de France, M. Jean-Bernard Mérimée. — (AFP)

Une journée des enfants de France pour la Somalie. — Le mardi 20 octobre 1992 sera l'occasion d'un geste à la fois symbolique et concret pour les enfants français, auxquels il est demandé d'apporter, dans leur école un sac de riz d'un kilogramme. Rassemblés de la santé et de l'action humanitaire et de l'éducation, de La Poste, de la SNCF et de France 2, les paquets de riz seront distribués depuis Mogadiscio par l'UNICEF. Les 6 000 tonnes de riz espérées devraient permettre de nourrir un million d'enfants somaliens pendant un mois. Des dons peuvent être envoyés par chaque libellé à l'ordre de « Pour la Somalie » soit à la BNP — Pour la Somalie, 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris (compte 0010006376), — soit à La Poste — Pour la Somalie, BP 1 000, 75326 Paris Cedex 07 (compte 2224 Y PARIS). Un numéro vert est également ouvert au 05-12-40-55.



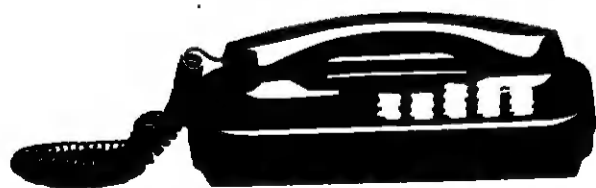
هكذا من الاميل

• Le Monde • Dimanche 18 - Lundi 19 octobre 1992 5

Message de Cortal à l'attention de ses clients

**Cher client,  
nous aimerions vous expliquer  
la nouvelle réglementation  
et vous dire pourquoi  
votre Compte Optimal vous  
rapportera 8%\*.**

**Vous pouvez appeler  
votre conseiller Cortal.**



**05.10.15.20**

**CORTAL**  
B A N Q U E

\*Taux de rendement minimum escompté de la Sica Optimal en rythme annuel du 1<sup>er</sup> novembre 1992 à la fin de l'année.



## AMÉRIQUES

## L'attribution du prix Nobel de la paix à Rigoberta Menchu

Le prix Nobel de la paix 1992 a été attribué, vendredi 16 octobre à Oslo, à la dirigeante d'opposition guatémaltèque, M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu, pour « sa contribution à la justice sociale et à la réconciliation entre différents groupes ethniques ». Dans ses attendus, le jury d'Oslo souligne avoir récompensé M<sup>me</sup> Menchu en raison de « son combat pour la défense et le respect des droits des populations indigènes ».

M<sup>me</sup> Menchu, qui est âgée de trente-trois ans, vit en exil au Mexique depuis 1981 et dirige la CUC, une organisation de gauche guatémaltèque,

à la limite de la clandestinité. « Comme de nombreux autres pays en Amérique centrale et en Amérique du Sud, le Guatemala a été le théâtre de vives tensions entre descendants d'immigrants européens et population indigène. Pendant les années 70 et 80, cette tension s'est transformée en une répression à grande échelle de la population indienne. Mais M<sup>me</sup> Menchu a su jouer le rôle d'avocate des droits des indigènes », indique le communiqué. M<sup>me</sup> Menchu est le premier lauréat guatémaltèque d'un prix Nobel de la paix. Auparavant, le Guatemala avait obtenu un

seul prix Nobel, celui de littérature, attribué en 1967 à l'écrivain Miguel Ángel Asturias.

La décision du jury d'Oslo a été généralement bien accueillie à travers le monde. Amnesty International, dont le siège est à Londres, a salué l'événement. L'organisation humanitaire a rappelé qu'elle était intervenue jadis en faveur du frère de M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu, torturé puis assassiné en 1979 lors de la répression, au nom de la lutte antiguerilla, contre les Indiens guatémaltèques. M. Pierre Bérégovoy a envoyé un message de félicitation. Le premier ministre français souhaite que

« cette haute distinction renforce les progrès de la paix et de la réconciliation entre tous les Guatémaltèques ». Le gouvernement du Guatemala, profondément hostile à M<sup>me</sup> Menchu, a fait contre mauvaise fortune bon cœur. Il a, lui aussi, « félicité » l'intéressée en espérant que celle-ci « userait de son influence et de son autorité morale pour rechercher des solutions pacifiques aux problèmes qui existent dans tout le continent américain et en particulier au Guatemala ». Le gouvernement du Salvador a, pour sa part, bizarrement félicité... celui du Guatemala. — (AFP, AP, UPI.)

## La revanche de l'Indienne

Suite de la première page

Divers ministres, mais aussi le président de la République, M. Jorge Serrano, ont souligné à maintes reprises que Rigoberta Menchu était « liée à des groupes qui ont porté préjudice [au] pays ».

L'intéressée n'a jamais démenti qu'elle entretenait des liens avec les mouvements de guérilla, la plus ancienne d'Amérique latine, puis qu'elle occupait même une fonction officielle au sein de la Représentation de l'Union d'opposition guatémaltèque (RUOG), considérée comme le « bras diplomatique » des rebelles. Dès la fin des années 70 (elle n'avait pas encore vingt ans), son activisme au sein du Comité d'unité paysanne (CUC, en espagnol) l'avait mise inévitablement en contact avec les groupes qui avaient choisi la lutte armée pour rétablir l'embryon de régime démocratique renversé en 1954 par un coup d'État appuyé par les États-Unis.

Dans un ouvrage (1) en forme d'entretien avec l'éthnologue Elisabeth Burgos, publié en 1983, Rigoberta Menchu se décrit elle-même comme une « chrétienne

révolutionnaire » et s'appuie sur la Bible pour défendre le principe de la « violence juste » contre l'oppression. « Dans le Quiché (son département natal), raconte-t-elle à l'époque, beaucoup de curés ont abandonné l'Eglise. Ils ont vu qu'il ne s'agissait pas de communisme, mais d'une juste lutte du peuple (...). C'est l'image de tous les chrétiens qui se retrouvent aujourd'hui dans la montagne, motivés par leur foi chrétienne. La hiérarchie chrétienne n'a pas de place pour se mêler à la lutte du peuple. Ça signifie qu'elle disparaîtra du Guatemala. »

## Un parcours exemplaire

Une décennie plus tard, son discours est devenu beaucoup plus modéré. Les circonstances ont changé (deux élections relativement démocratiques ont permis le retour des civils au pouvoir), et elle a mûri au cours des dix ans passés en exil au Mexique et des nombreuses tournées effectuées à l'étranger, notamment en Europe, pour expliquer la tragédie de son peuple. Dans un entretien accordé

au magazine guatémaltèque *Cronica* lors d'un voyage effectué dans son pays en juillet, elle s'est prononcée très fermement en faveur d'une « solution politique au conflit armé ». « Ce sera certainement un processus lent, ajoutait-elle, car il faut faire des gestes



concrets pour rétablir la confiance entre tous les Guatémaltèques. »

Elle s'est également expliquée sur son engagement et sa révolte. « La mort de mes parents fut déterminante et m'obligea à prendre certaines décisions qui ont renforcé mes convictions. Le plus grave des péchés commis contre notre pays est d'avoir affirmé que

la lutte du peuple guatémaltèque était l'œuvre des communistes. Cette vision étroite et schématisée a permis d'assassiner au nom de la lutte contre le communisme sans même savoir de quoi il s'agissait. »

Cette jeune femme, qui semblait destinée à l'anonymat et à une vie misérable sur les hauts plateaux guatémaltèques, a eu un parcours politique exemplaire jusqu'à la consécration du prix Nobel. Elle a tenu à apprendre la nouvelle au milieu des siens à l'approche de son quatrième voyage au Guatemala depuis son départ en exil. Très émue, elle a dédié son prix à « ceux qui ont donné leur vie pour que le pays soit meilleur ».

## La cueillette du café des îles de huit ans

Rigoberta Menchu est partie de loin. Comme l'immense majorité de ses compatriotes, elle est née (en 1959) dans une famille de paysans sans terre qui survivaient grâce à une de ces minuscules parcelles plantées de maïs sur un flanc de montagne abrupt, la milpa. Ballottée, avec ses cinq frères et sœurs, d'une finca (grande exploitation terrienne) à l'autre, elle participait dès l'âge de huit ans à la cueillette du café et à divers travaux agricoles. C'est l'époque où l'écrivain guatémaltèque Miguel Ángel Asturias reçoit le prix Nobel de littérature

(1967). Par ses romans, en particulier *Les Hommes de maïs*, il a fait connaître au monde entier la tragédie du peuple maya. Son fils, Rodrigo Asturias, est aujourd'hui un des principaux dirigeants de la guérilla sous le nom de « Gaspar Ilom », un des personnages créés par son père.

La petite Rigoberta n'a pas treize ans quand ses parents décident de l'envoyer travailler comme domestique « pour un riche » afin de rapporter un peu d'argent à la famille. Elle ne sait bien sûr ni lire ni écrire et ne parle pas non plus l'espagnol. L'expérience sera très pénible mais, reconnaît-elle, également enrichissante, car elle va lui permettre de découvrir de plus près le fonctionnement de cette forme d'apartheid qui ne dit pas son nom. Dans son entretien avec Elisabeth Burgos, elle raconte qu'elle était moins bien nourrie que le chien, « un chien bien gros, bien beau, blanc ». Elle n'est pas payée pendant plus de quatre mois mais elle apprend « la langue de l'oppression ». C'est un premier pas pour commencer à se défendre et, plus tard, à défendre les siens.

Puis, c'est l'engagement aux côtés de son père, Vicente Menchu, dans le combat pour la terre au sein de la CUC, jusqu'à la tragédie de l'ambassade d'Espagne, le 31 janvier 1980. Plus d'une vingtaine de paysans, dont son père, périssent carbonisés dans un incendie délibérément provoqué par les forces de répression. Ces événements terribles font progresser la lutte, soutient-elle, car la communauté internationale se rend compte alors de la barbarie du régime en place dans son pays.

Ces propos donnent une idée de la réactivité de ce petit bout de femme au visage rond, qui tient à porter le costume indien, le *huipil* et le *corte*, corsage et jupe aux couleurs vives, différentes selon les villages d'origine, pour défendre la culture de ses ancêtres. « Ce qui nous fait le plus mal, à nous autres les indigènes, c'est que notre costume, ils le trouvent joli, mais la personne qui le porte, c'est comme si elle n'était rien. »

BERTRAND DE LA GRANGE

(1) *Moi, Rigoberta Menchu*, Gallimard.

## LOIN DES CAPITALES

## El Maiten, halte de l'Old Patagonian Express

EL MAITEN

de notre envoyée spéciale

A l'heure du mat, autour de la salamandre, qui est le refuge des gauchos et des voyageurs égarés par le froid et le vent, Percy Jones ne refuse jamais de partager la traditionnelle infusion, que l'on boit avec une pipette dans une cabasse qui passe de main en main.

C'est la meilleure façon, en Patagonie comme dans le reste de l'Argentine, de faire oublier qu'on est étranger, même si le village continue à vous appeler « le Gallois ». Maigre, avec ses cheveux blancs en désordre et un profil d'oiseau, il fait penser à Samuel Beckett. Il gère la seule auberge d'El Maiten : huit chambres, une salle de restaurant pleine au vent qui fait aussi office d'épicerie avec un énorme frigidaire à moitié vide et, sur le comptoir, un manchot empalé ramené de Puerto Madryn, emblème de la province du Chubut.

Au pied de la Cordillère et de ses sommets éternellement enneigés, entourés d'un océan de broussailles épineuses ocre et grises, à 1800 kilomètres de Buenos-Aires, El Maiten est l'un des bouts du monde du grand Sud patagonien. Quelques rues en terre battue qui s'allongent de chaque côté de la voie ferrée, et un vent incessant qui oblige à une drôle de démarche inclinée. Deux fois par semaine, passent la locomotive à vapeur et les wagons miniatures de l'Old Patagonian Express, ainsi baptisés par l'écrivain américain Paul Theroux (bien qu'il n'ait rien d'un express, et mette quatorze heures pour parcourir les 400 kilomètres qui séparent la station Ingeniero Jacobacci de celle d'Esquel, via El Maiten).

Jadis prospère grâce au commerce de la laine, le petit train menace de disparaître, et, avec lui, le village. « La Patagonie a toujours été oubliée par les fonctionnaires de Buenos-Aires », se plaint Percy Jones. L'an dernier, les cendres provoquées par l'éruption du volcan Hudson au Chili ont fait table rase des moutons et des pâturages dans la province de Santa-Cruz et jusqu'au Chubut. Les vieux fétiches de frontières avec le Chili font partie des fantasmes quotidiens, tout comme l'érosion des sols, qui semble inéluctable.

Avec un territoire de 1 million de kilomètres carrés, la Patagonie a moins d'un habitant par kilomètre carré, et l'exode des jeunes vers les grandes villes s'accroît. El Maiten ne compte plus que trois mille habitants, avec ceux des collines environnantes, quelques familles d'Indiens mapuches qui célèbrent encore leur fête du Camaruce pour demander

de bonnes récoltes au dieu Nguenchen. « La Patagonie est une terre de légendes et de prédictions », dit en bougonnant Percy Jones. Ici, il n'y a qu'une seule école et cinq églises évangélistes ! »

Ce sont ces immensités désertiques qui poussèrent un Français, Amélie-Antoine de Tournes, avoué du Périgord, à se proclamer roi de Patagonie en 1859 avant de se faire expulser par les autorités argentines. C'est là aussi que Charles Darwin vint chercher l'inspiration pour sa théorie sur l'origine des espèces. Un paysage de Far West et le fibre de l'or expliquent que, dans les années 1870, Butch Cassidy et la Sundance Kid, les hors-la-loi du Wyoming, soient venus chercher refuge



dans la région pour fuir la justice américaine. « Il n'y avait que des Indiens. Personne ne voulait venir de Buenos-Aires. Ma grand-mère a été la première femme blanche à naître dans le Chubut. Mon arrière-grand-père fut un

des premiers colons », dit fièrement Percy Jones.

C'était en 1865. Ils étaient cent cinquante-trois Gallois à débarquer dans le port de Puerto-Madryn à bord du brick *Mimosa*. « C'étaient des pauvres gens originaires de vallées minières surpeuplées à la recherche d'un nouveau pays de Galles où se réfugier après l'échec des mouvements d'indépendance et le vote par le Parlement (britannique) d'une loi interdisant l'enseignement du gallois dans les écoles », écrit Bruce Chatwin dans son livre *En Patagonie*.

## Gallois et Indiens mapuches

Désireux de peupler ce qu'il considérait comme « un espace vide et inhospitalier » peuplé d'Indiens, le gouvernement argentin leur donna des terres le long du fleuve. L'austérité et un climat parmi les plus rigoureux du monde n'effrayèrent pas les Gallois, qui se consacraient à l'agriculture et édifièrent une quarantaine de chapelles où ils pouvaient perpétuer leur religion et leur amour pour le chant chorale.

Leur esprit de tolérance leur permit de vivre en paix avec les Indiens. Les Mapuches échangeaient la viande du guanaco et du renard contre le pain et le beurre salé des Gallois. Les deux communautés avaient le même idéal : préserver leur langue et leur culture. La majorité des localités du Chubut ont des noms d'origine indienne, comme El Maiten, qui désigne un arbre sacré pour les Mapuches, ou galloise, comme Trevelin, qui signifie « le village du moulin ».

Les Indiens ne sont plus que quelques centaines. Ils ont été massacrés par milliers en 1879 par les troupes venues de Buenos-Aires sous les ordres du général Julio Roca. L'immigration galloise, elle, cesse au début du siècle. Si le nationalisme des Gallois a perdu de sa virulence et s'ils se sont intégrés au melting-pot argentin, leurs coutumes restent vivaces. Tous les ans, Percy Jones se rend à Gaiman, « la capitale de la patrie galloise », dans le centre du Chubut, pour assister au festival de l'Estadoford (*être assés* en gallois).

Il s'agit d'un concours de chant et de poésie où le vainqueur reçoit un faucon en bois sculpté. Éduqué dans la langue galloise, Percy Jones préfère parler en espagnol avec sa fille, Sylvia, vient de passer six mois au pays de Galles. Ce qui l'a le plus étonné ? « On m'a accueilli avec du maïs. Ils le font venir d'Argentine. Pour eux, dit-elle en riant, la Patagonie reste une terre promise. »

CHRISTINE LEGRAND

## La mauvaise conscience de l'Eglise latino-américaine

Au cours de la conférence des évêques latino-américains à Saint-Domingue, Mgr Geraldo Flores Reyes, président de la conférence épiscopale du Guatemala, très applaudi, a rendu hommage, vendredi 16 octobre, à sa compatriote, M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu.

## SAINT-DOMINGUE

de notre envoyée spéciale

Bien que militante chrétienne, ce n'est pas une partenaire commode de l'Eglise que le jury du Nobel de la paix vient de couronner en la personne de M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu. Dès 1983, dans son livre *Moi, Rigoberta Menchu*, l'ancienne catholique écrivait : « Nous, c'est la réalité qui nous enseigne que nous devons faire une Eglise de pauvres. Qu'on ne vienne pas nous imposer une Eglise qui ne sait même pas parler de la faim. » Elle avait accueilli avec réserve la décision de l'épiscopat de célébrer le cinquième centenaire de l'évangélisation de l'Amérique latine : « Celui qui s'approprierait cet anniversaire commettait une erreur (...). Le pape peut vouloir honorer ceux qui se sont consacrés au service de l'Eglise ; dans le même temps, elle n'est pas capable de réagir aux conflits, aux violations, aux injustices subies par le peuple » (1).

## Des chrétiens de deuxième catégorie

Les évêques latino-américains ne sont pas rancuniers. L'attribution à M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu du prix Nobel de la paix a été accueillie avec satisfaction à la conférence de Saint-Domingue, où la question indienne est l'une des plus brûlantes. Si cette quatrième assemblée générale, comme l'a promis le président des évêques boliviens, Mgr Edmundo Flaco, prendra une « option claire » en faveur des communautés indiennes, son contenu est loin de faire l'unanimité.

Les représentants des communautés indiennes estiment, en effet, qu'en demandant pardon, le pape et l'Eglise n'ont fait que la moitié du chemin. Pour eux, l'exigence pressante du repentir passe par un aveu détaillé des fautes passées, par la reconnaissance d'une oppression spécifique et par des engagements précis en faveur de leur lutte pour le respect des terres, des langues, des cultures dont les Indiens ont été spoliés. Sur ce point, l'attitude est grande. « L'Eglise est la seule institution dans laquelle ils ont confiance et capable de discuter avec les gouvernements », dit

M. Jose Manuel Cachimbol, responsable de la « pastorale indigène » de l'Eglise équatorienne.

Dans la préparation du cinquième centenaire, les interventions épiscopales en faveur des populations indiennes ont été rares. La plus marquante a été un document, en date du 15 août 1992, des évêques du Guatemala, le pays de M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu, où la population est aux deux tiers composée de Mayas. La hiérarchie de ce pays fait des aveux complets pour les fautes commises par les missionnaires de la « première évangélisation » et se dit solidaire de la lutte des Indiens, « qui subissent dans leur chair les effets de la voracité et des agressions de ceux qui profitent de leur humble condition, de leur besoin de survie et de leur manque d'instruction ».

Les fidèles indiens se sentent des « chrétiens de deuxième catégorie ». « On nous a imposé, dit encore M. Cachimbol, un modèle de catholicisme autoritaire de type espagnol, inspiré par le concile de Trente » aux antipodes de la conception indienne de la religion, où la foi et la vie ne se distinguent pas. A Saint-Domingue, on a entendu Mgr Julio Cabrera, guatémaltèque, souligner que « l'Eglise ait un cœur indigène, une théologie indigène, des prêtres et des ministres indiens ». Mais outre que le propos n'est pas neuf, il n'est guère suivi d'effet. Dans toute l'Amérique latine, les prêtres indiens sont peu nombreux. Quatre seulement sont devenus évêques. Il n'existe qu'un séminaire indigène, celui de Rioabamba en Equateur, fondé par Mgr Práxedes, l'évêque des Indiens, aujourd'hui disparu.

HENRI TINCO

(1) *Les Rendez-vous de Saint-Domingue. Soixante ans d'une célébration*, Le Centauro, 1991.

□ CUBA : défection d'un danseur. — Le danseur cubain Jorge Esquivel a confirmé, vendredi 16 octobre, avoir demandé l'asile politique aux États-Unis, par l'entremise de leur ambassade à Rome. M. Esquivel, qui a été premier danseur dans la compagnie nationale de danse cubaine, a expliqué son geste par « l'absence de liberté » dans son pays et a exprimé son inquiétude sur le sort de sa fille restée à Cuba. Si sa requête est rejetée, le comité italien pour les droits de l'homme à Cuba l'aidera à demander l'asile politique en Italie, où M. Esquivel craint cependant pour sa vie. Le département d'État à Washington s'est refusé à tout commentaire. — (AFP, UPI.)

les socialistes adopte

Les socialistes adopte

Les socialistes adopte

Les socialistes adopte

Les socialistes adopte

Les socialistes adopte



# POLITIQUE

Le financement des activités politiques et la transparence de la vie économique

## Seuls les socialistes ont voté le projet de loi anti-corruption adopté par 272 voix contre 256

M. Pierre Bérégovoy n'a pas eu à utiliser l'article 49-3 de la Constitution. Les députés ont en effet adopté, samedi 17 octobre au matin, à l'issue d'un débat marathon commencé mardi 13 octobre, le projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique. Adopté par 272 voix contre 256, le projet de loi a bénéficié de l'abstention du groupe communiste. Il n'a été voté que par les députés socialistes. Les députés ont voté contre après avoir indiqué par avance qu'ils soumettraient le texte au Conseil constitutionnel.

Ce projet, profondément modifié au cours des débats, autorise notamment la participation au financement des activités politiques par les personnes morales (entreprises et sociétés) que M. Bérégovoy se proposait pourtant d'interdire contre l'avis du Parti socialiste.

Les députés de l'opposition ont dénoncé tout au long des débats un texte qu'ils jugeaient bâclé et examiné dans des conditions « scandaleuses ». M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a d'ailleurs souligné au moment du vote qu'il ne se soit pas opposé avant la fin de la législature. « Si on était autrement, le RPR braverait cette loi pour y substituer une véritable loi de transparence », a ajouté M. Toubon, qui a reçu le soutien de MM. Pierre-André Wiltzer (UDF, Essonne) et Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne).

Après les échauffés de la veille sur le financement des activités politiques, la discussion reprenait, vendredi matin 16 octobre, avec un sujet qu'on annonçait tout aussi explosif : la réforme du marché publicitaire.

Dans la matinée, un débat courtisé permettait à M. Jean-Paul Charité (RPR, Loiret) de faire adopter un amendement technique. Mais celui-ci n'avait pas suivi dans la tentative de muscler un peu le premier chapitre du titre III, qui impose des barèmes de prix et des conditions de vente à la publicité et un contrat écrit aux prestataires de services. Ce qui permettait à M. Sapin de se présenter inopinément comme le « défenseur de l'ordonnance sur la concurrence de 1986 due à M. Balladur, que M. Charité veut modifier ». L'Assemblée écartait ensuite divers « cavaliers » avancés, côté UDF, par M. François d'Aurillac et François Delattre, sur l'information du Parlement en matière de contrats d'assurance, d'assurances à l'exportation ou de subventions au sport, en particulier au sport automobile.

L'article 13 du projet, premier du chapitre sur la publicité, était consacré aux critiques dans l'après-midi. Il imposait le statut de mandataire aux intermédiaires de la publicité et une situation directe à l'annonceur des achats d'espace. Sans nuances, M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure) dénonçait ce texte « bâclé », « totalement franco-français », qui vise à « porter atteinte aux centrales d'achat », et défendait « la négociation, qui représente actuellement la moitié d'urgence des petits médias ». Quant à M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), il n'avait de cesse de savoir où était passé l'argent de la campagne gouvernementale en faveur du « oui » au référendum.

« Si l'on a un malade dans cette profession, n'en soignez pas les porteurs », lançait M. Bernard Scherrier (PS, Vendée), se félicitant de la clarté qu'il établissait la confiance des annonceurs. Les députés souhaitaient ensuite l'extension au « hors-médias » (radio, télévision) du texte, au nom de l'égalité de concurrence. Le débat s'animait alors au sein du PS. L'amendement de M. Jean-Marie Le Guen (PS, Paris), très général et approuvé par l'opposition, le gouvernement préférait la version de la commission des lois, beaucoup plus limitée car ne s'appliquant qu'aux intermédiaires acheteurs d'espace. Quant aux tentatives de l'opposition pour interdire le cumul des mandats, elles échouèrent.

M. Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, avait l'écoulement de rassembler les élus communistes à propos du pluralisme de la presse. M. Sapin précisait, sur le même mode rassurant, que les petites annonces étaient exclues du texte. Mais surtout, il amendait son texte, en réintroduisant une forme « transparente » de rémunération des agences par les supports, via les annonceurs. Tout rabais doit figurer sur la facture délivrée à l'annonceur « et ne peut être versé en tout ou en partie par l'intermédiaire d'un tiers d'une stipulation expresse ».

du contrat du mandataire. « Un rabais librement déterminé, figurant dans les barèmes, qui ne puisse être discriminatoire », explique M. Sapin.

M. Ladislav Poniatowski (UDF, Eure), qui avait plaidé pour la défense des petites agences et pour « qu'on ne tourne pas le dos à l'Europe », saluait cette « porte de sortie pour rétablir la commission d'urgence ».

Ce point essentiel acquis, tout pouvait dès lors s'accélérer. Car le président de séance M. Pascal Clément (UDF, Loire), constatant vers 18 heures qu'il restait vingt-cinq heures de travaux sur le projet, s'efforçait de pointer de ce « travail de convention ».

Le vote à la hussarde des articles 14, 15, 16, 17 et 18 qui précèdent les conditions de vente d'espace et amènent à l'interdiction de régie et de support. Interdire ce cumul, comme le souhaite M. Le Guen ? « M. Sapin enlevait le haut », M. Le Guen veut enlever le bas !, s'opposait en souriant M. Poniatowski. Seule une petite moitié des socialistes présents soutenaient M. Le Guen, la loi n'imposera que la transparence des lieux publicitaires.

MM. Charité et Poniatowski reconstruisent les « propriétés dans la transparence » de la loi, tout en soulignant qu'elle s'applique encore par plus de concertation et plus de liberté des acteurs. Bref, acceptant l'amendement de M. Clément prévoyant un bilan de la loi dans trois ans, M. Sapin pouvait conclure sur les « principes posés » d'une loi qui vient passer du « doit-être » à la réalité et « laisse à la publicité tout ce qu'il lui faut pour réussir », à partir du 31 mars 1993.

Enfin débarrassé du dossier publicitaire, le gouvernement décidait, en début de soirée, d'aller au bout de l'examen du texte. Il était alors 21 h 30. Il restait aux députés présents près de dix heures de discussion.

Les députés s'étaient tout d'abord le gouvernement sur le dispositif relatif à l'urbanisme commercial qui modifie en profondeur la composition des commissions départementales d'urbanisme commercial (CDOC) de la loi Royer, réhabilitées commissions départementales d'équipement commercial (CODEC), qui attribuent les autorisations d'ouverture des grandes surfaces. Ces commissions comptent désormais sept membres au lieu de vingt (quatre élus directement concernés par le projet, le président de la chambre de commerce et un représentant des associations de consommateurs).

Le gouvernement était, en revanche, obligé de recourir à la procédure du vote bloqué pour faire adopter la modification de la composition de la commission nationale auprès de laquelle les CODEC peuvent adresser des recours. Composée de sept membres, au lieu de vingt actuellement, qui seront tous des hauts fonctionnaires, la commission nationale dispose d'un plus grand pouvoir de décision puisqu'elle statue définitivement sur les appels qui sont formulés devant elle. L'UDF et le RPR étaient favorables à la suppression de cette commission nationale alors que le PC était attaché à la présence d'élus dans cette commission, comme c'est le cas dans la composition actuelle.

Après le chapitre des marchés publics et des délégations de service public, qui tendent à élargir le champ d'application des règles de publicité et de mise en concurrence applicables aux marchés publics, les députés décidaient que les délégations fassent l'objet d'un appel public de candidature à

l'issue duquel les assemblées délibérantes exerceraient leur pouvoir de désignation, y compris pour les renouvellements, trop souvent tacites.

Toutefois, à l'occasion d'une seconde délibération, les députés revenaient au texte du gouvernement qui avait été modifié au cours de la discussion. Le texte du gouvernement précise que ces dispositions générales des délégations de service public ne s'appliquent pas lorsque le service est confié à une société d'économie mixte, à un établissement public dont le capital est détenu majoritairement par la collectivité publique déléguante, et lorsque la loi institue un monopole au profit d'une entreprise.

Cette décision était particulièrement appréciée par les communistes, qui s'étaient émus des « dangers énormes » que le dispositif soulevait par la commission des lois pouvait éventuellement faire passer sur les monopoles de la loi de 1946. Plus tard, à l'instant du vote, M. Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne) indiquait d'ailleurs que le maintien du système actuel avait justifié pour une large mesure l'abstention de son groupe sur l'ensemble du projet.

« Gaston Defferre réveille-toi ! »

A propos de la transparence soulevée par le gouvernement pour les transactions immobilières, et plus précisément pour les obligations de publicité des cessions foncières ou immobilières des collectivités locales et des sociétés d'économie mixte locales, le gouvernement, en recourant une nouvelle fois à la procédure du vote bloqué, s'opposait au souhait de la commission des lois d'exclure de la procédure les zones d'aménagement concerté et les programmes d'aménagement d'ensemble.

Le gouvernement, en revanche, ne pouvait repousser les modifications soulevées par l'ensemble des députés à propos des dispositions relatives aux collectivités locales. L'opposition et la majorité estimaient en effet que les mesures souhaitées par le gouvernement contrevenaient au principe de libre administration des collectivités locales qui est la pierre de touche de la décentralisation. M. Jacques Toubon (RPR, Paris) se félicitait même à cette occasion d'un sursis « Gaston Defferre réveille-toi ! » qui était peu goûté par M. Jean-Pierre Suez, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.

Les députés décidaient donc de supprimer la possibilité donnée au préfet ayant délégué au tribunal administratif un acte jugé illégal d'une collectivité locale d'obtenir devant celle-ci la lecture de son décret. Ils supprimèrent également la faculté pour le préfet d'informer directement, en cas de carence du maire, les membres du conseil municipal des avis des chambres régionales des comptes et des arrêtés préfectoraux intervenus en matière de contrôle budgétaire ou d'examen des marchés et des conventions de délégation de service public passés par la commune. Incidemment, la majorité adoptait, contre l'avis de la droite, un amendement défendu

par M. René Dosière (PS, Ain) qui stipule que les « jugements, avis, propositions, rapports et observations de la Cour des comptes », tout comme ceux des chambres régionales des comptes, « sont délibérés à la suite d'une audience contradictoire ».

Les députés revenaient également, lors des derniers articles, sur l'effet suspensif donné à la demande de sursis à exécution adressée par le préfet au tribunal administratif, dans le cadre du contrôle de légalité des actes des autorités locales. Sur proposition de M. Suez, cette fois-ci coopératif, ils décidaient de limiter la durée de cette suspension à trois mois. L'absence du texte donnait enfin aux députés, une dernière fois unanimes, l'occasion de s'opposer à la possibilité donnée au préfet de provoquer des enquêtes de l'inspection générale de l'administration sur la gestion des collectivités locales, que le gouvernement avait inscrite dans son texte.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA  
et GILLES PARIS

par M. René Dosière (PS, Ain) qui stipule que les « jugements, avis, propositions, rapports et observations de la Cour des comptes », tout comme ceux des chambres régionales des comptes, « sont délibérés à la suite d'une audience contradictoire ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA  
et GILLES PARIS

L'analyse du scrutin

L'ensemble du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques a été adopté, samedi matin 17 octobre, par 272 voix contre 256.

Ont voté « pour » : 264 socialistes sur 287 ; 8 non-inscrits sur 24 : MM. Jean Chabbonnet, Jean-Claude Chermann, Jean-Marie Dallet, Alexandre Léonoff, Claude Miquel, Yves Vidal, Marcel Wachoux, Aloyse Warhouer.

Ont voté « contre » : 124 RPR sur 125 ; 87 UDF sur 88 ; 34 UDC sur 40 ; 11 non-inscrits sur 24 : M. Léon Bertrand ; M<sup>me</sup> Martine Daugreilh, MM. Jean-Michel Dubernard, Serge Franchis, Auguste Lagros, Michel Noll, Alexis Pota, Jean Royer, Maurice Sargis, Christian Spiller, M<sup>me</sup> Marie-France Strohle.

Se sont abstenus : 28 communistes sur 28 ; 2 non-inscrits : MM. Elie Hourau et André Thier-Ah-Koon.

N'ont pas participé au vote : 3 PS : M. André Billard (devenu membre du gouvernement), M<sup>me</sup> Denise Cacheux, M. Jean-Pierre Kuchelide ; 1 RPR : M. Dominique Perben ; 1 UDF : M. Gérard Longuet ; 6 UDC : MM. Jacques Barrot, Bernard Bosson, Loïc Bouvard, Georges Chavennes, Pierre Méhaignerie, François Rochelobion ; 3 non-inscrits : MM. Jean-Michel Boucheron, Jean-Marie Cambarès, Jean-Pierre de Parati della Rocca.

conseil régional de Rhône-Alpes. Sa défection entraînera une élection partielle dans le canton de Montbrison. Au Sénat, M. Poireux a décidé d'adhérer au groupe de l'Union des républicains et des indépendants.

M. André Soulier nouveau président du Parti républicain dans le Rhône. M. André Soulier, député européen, a été élu, vendredi 16 octobre, président du Parti républicain dans le Rhône. Il succède à ce poste à M. Alain Mayoud, député, qui avait démissionné de ces fonctions en juin dernier parce qu'il était opposé à la ratification du traité de Maastricht. Lors de ce vote, il affrontait M. Jean-François Mermel, premier adjoint au maire de Lyon, M. Michel Noir. Aux élections régionales, M. Soulier avait présenté, sans succès, une liste dissidente à celle menée par M. Charles Millon.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle accepte la démission du maire de Brécy. Le préfet de Meurthe-et-Moselle a accepté la démission de M. Guy Vattier, vice-président UDF-PR du conseil régional de Lorraine, qui a décidé d'abandonner « provisoirement » son mandat de maire de Brécy afin de clarifier la situation au sein du conseil municipal où il est entré en conflit avec deux de ses adjoints RPR à l'issue de sa candidature malheureuse aux élections sénatoriales. M. Vattier espère être reconduit dans ses fonctions de maire et remplacer ces adjoints. (Corresp.)

### Une idée neuve en publicité

par Michel Colonna d'Istria

DES concessions, mais un équilibre conservé : au terme d'un débat moins houleux que ne le laissent penser les menues des dernières semaines, le ministère de l'économie et des finances a fait passer sans encombre en première lecture son texte sur la publicité.

Cette future « loi Sapin » soumise au tri croisé des publicitaires, chacun défendant sa chapelette, son auteur a accepté de la modifier sur un point essentiel, en éliminant un « repère » à la rémunération des agences, c'est-à-dire en rétablissant, de facto, une forme de commission d'agence. Il a aussi précisé des dispositions techniques et des règles (assimilées dans le texte à des vendeurs d'espace) soit les journaux et agences de publicités

annonces (celles-ci sont exclues du texte). Il a, enfin, refusé d'interdire le cumul des mandats par un intermédiaire, préférant que l'ordonnance sur la concurrence s'applique désormais aux éventuels abus de position dominante.

Ces modifications ne remettent pas en cause l'essentiel du texte, c'est-à-dire la transparence, qui doit mettre fin à l'obscurité clarté qui rendait les étoiles de la pub. La transparence serait une réalité neuve, sinon une idée neuve en publicité... C'est bien elle que beaucoup d'élus - de tout bord, malgré l'inévitable rhétorique politique - ont approuvée, se montrant ainsi plus courageux que certains annonceurs ou médias à qui va pourtant bénéficier le texte. La transparence est décidément une idée neuve...

Dans un « souci d'apaisement »

### L'enquête sur l'« achat » d'un conseiller général RPR de Dordogne est classée sans suite

PÉRIQUEUX

de notre correspondant

L'enquête judiciaire ordonnée à la suite de l'élection controversée de M. Alexis Félix (PS) à la présidence du conseil général de la Dordogne le 3 avril dernier vient de faire l'objet d'un classement sans suite. M. Claude Laplaud, procureur de Périgueux, a pris cette décision dans un « souci d'apaisement », l'actuelle majorité du conseil général soutenant apparemment en rester là. Il semblait bien que le PS et le RPR se soient entendus pour passer l'éponge. Ce que confirme implicitement M. Gérard Fayolle, l'actuel président RPR du conseil général : « Il était nécessaire de tourner la page, s'est-il dit. Cette histoire n'est pas bonne pour l'image de marque de la Dordogne ».

Au lendemain des élections cantonales, les socialistes périgourdins avaient tenté une manœuvre désespérée pour conserver le conseil général que la gauche détenait depuis près d'un siècle. La veille de l'élection du président de l'assemblée départementale, ils avaient « retourné » M. René Barou, conseiller général RPR du canton

d'Issigeac. Grâce à sa voix, M. Félix, PS, avait été élu au bénéfice de l'âge. Les chefs de file de la droite avaient aussitôt déposé plainte (Le Monde des 5-6, 7, 8, 10 et 17 avril).

M. Barou, qui affirmait avoir agi sous « hypnose » après avoir absorbé une drogue versée dans son café, la veille du scrutin, accusait en effet, sans preuve tangible, un conseiller socialiste, M. Jean Burg, de lui avoir proposé quatre cent mille francs en échange de son suffrage, somme assortie de promesses d'emplois pour ses enfants au chômage. M. Burg ne niait pas avoir rencontré M. Barou de nuit, dans le quartier de la gare, à Bergerac, et cela dans le but avoué de le « faire changer de couleur ». Mais selon lui l'« élu d'Issigeac » avait tout compris de travers. L'argent dont il était question ne correspondait pas à une enveloppe honteuse mais à une vice-présidence du conseil général enrichie de quelques vacations. Et les offres de travail destinées à ses enfants n'auraient été abordées que très vaguement.

En fait, le seul élément solide que possédaient les policiers ne concernait ni M. Barou ni M. Burg. Il s'agissait d'une cassette

contenant une conversation enregistrée par M. René Barde, conseiller général du canton de Belvès. Ce dernier, qui exerce la profession d'assureur, avait été contacté par un proche de M. Bernard Bioulac, ancien président socialiste de l'assemblée départementale, qui lui offrait le portefeuille des assurances du département en échange de sa « trahison ».

Cette affaire, éclatant au moment où Pierre Bérégovoy lançait sa croisade anti-corruption, avait été prise très au sérieux par les instances nationales du PS. Après une intervention de Laurent Fabius, M. Félix acceptait finalement de démissionner, rendant à la droite une victoire qu'elle avait acquise au fond des urnes. Le 15 avril, M. Fayolle était élu président du conseil général.

Les différents protagonistes de cette histoire savaient que l'article 106 du code électoral punissait bien ceux qui influencent un vote que ceux qui se laissent influencer. Cela n'est sans doute pas étranger à la conclusion d'un épisode qui n'aura pas grandi les élus du département.

DOMINIQUE RICHARD

### La grève générale en Guyane

#### Les négociations ont repris

CAVENNE

de notre correspondant

Le cinquième jour de la grève générale lancée en Guyane par le Mouvement syndical unitaire (MSU) et soutenue par les syndicats patronaux et les partis politiques, a été marqué, vendredi 16 octobre, par la levée partielle des barrages. Plusieurs piquets de grève ont toutefois refusé de relâcher leur pression, notamment à Kourou, en disant qu'ils ne se disperseraient qu'à la fin effective de la grève.

Les négociations entre les délégués des manifestants et les autorités publiques, reprises vendredi après-midi, se sont poursuivies durant toute la nuit de vendredi à samedi à la préfecture de Cayenne. Les directions syndicales, « sermonnées » par leur base, ont proposé aux représentants de l'Etat une nouvelle méthode de travail, chaque revendication étant traitée en présence de tous les partenaires concernés (région, Etat, syndicats, élus politiques et chambre de commerce et d'industrie). Un protocole d'accord entre les syndicats du bâtiment et des travaux publics et le MSU, relatif à des problèmes de sous-traitance et d'embauche, a déjà été signé vendredi.

Pendant les négociations, plusieurs centaines de manifestants ont veillé en dansant et en chantant au son des tambours traditionnels sur la place des Palmiers, mais aussi en prenant tout à tour la parole dans une ambiance de kermesse politique comme Cayenne n'en avait encore jamais connue. On a ainsi entendu une mère de famille au chômage appeler les Guyanais à « souffrir pour sortir leur pays de la crise », mais aussi à « renoncer à leurs voitures de luxe, à consommer les produits locaux, à s'entraider au lieu d'attendre la manne de l'Etat français ».

EDMOND FRÉDÉRIC

### erta Menchu

Le 17 octobre 1992, à 14 heures, à la suite d'un débat marathon commencé mardi 13 octobre, le projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique. Adopté par 272 voix contre 256, le projet de loi a bénéficié de l'abstention du groupe communiste. Il n'a été voté que par les députés socialistes.

Ce projet, profondément modifié au cours des débats, autorise notamment la participation au financement des activités politiques par les personnes morales (entreprises et sociétés) que M. Bérégovoy se proposait pourtant d'interdire contre l'avis du Parti socialiste.

Les députés de l'opposition ont dénoncé tout au long des débats un texte qu'ils jugeaient bâclé et examiné dans des conditions « scandaleuses ».

M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a d'ailleurs souligné au moment du vote qu'il ne se soit pas opposé avant la fin de la législature.

« Si on était autrement, le RPR braverait cette loi pour y substituer une véritable loi de transparence », a ajouté M. Toubon, qui a reçu le soutien de MM. Pierre-André Wiltzer (UDF, Essonne) et Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne).

Après les échauffés de la veille sur le financement des activités politiques, la discussion reprenait, vendredi matin 16 octobre, avec un sujet qu'on annonçait tout aussi explosif : la réforme du marché publicitaire.

Dans la matinée, un débat courtisé permettait à M. Jean-Paul Charité (RPR, Loiret) de faire adopter un amendement technique. Mais celui-ci n'avait pas suivi dans la tentative de muscler un peu le premier chapitre du titre III, qui impose des barèmes de prix et des conditions de vente à la publicité et un contrat écrit aux prestataires de services.

Ce qui permettait à M. Sapin de se présenter inopinément comme le « défenseur de l'ordonnance sur la concurrence de 1986 due à M. Balladur, que M. Charité veut modifier ». L'Assemblée écartait ensuite divers « cavaliers » avancés, côté UDF, par M. François d'Aurillac et François Delattre, sur l'information du Parlement en matière de contrats d'assurance, d'assurances à l'exportation ou de subventions au sport, en particulier au sport automobile.

L'article 13 du projet, premier du chapitre sur la publicité, était consacré aux critiques dans l'après-midi. Il imposait le statut de mandataire aux intermédiaires de la publicité et une situation directe à l'annonceur des achats d'espace. Sans nuances, M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure) dénonçait ce texte « bâclé », « totalement franco-français », qui vise à « porter atteinte aux centrales d'achat », et défendait « la négociation, qui représente actuellement la moitié d'urgence des petits médias ».



## POLITIQUE

Devant les jeunes de son mouvement

## M. Chirac lance la campagne pour les élections législatives

M. Jacques Chirac, président du RPR, devait clore, dimanche après-midi 18 octobre à Port-Marly (Yvelines), les dixième universités des jeunes de son mouvement, ouvertes la veille par M. Alain Juppé, le secrétaire général. Le président du RPR devait lancer la campagne des élections législatives en indiquant, notamment, que « la France est malade de toutes les réformes que les socialistes n'ont pas faites ».

Le jour de gloire de M. Hervé Mocheré est arrivé. Ceinture noire de karaté et ancien éducateur de jeunes en difficulté, M. Mocheré veille sur les moins de trente-cinq ans du RPR. Secrétaire national chargé de la jeunesse et, à ce titre, adjoint du maire de Paris, ce vice-président du groupe RPR du conseil régional d'Ile-de-France devait accueillir, samedi 17 et dimanche 18 octobre à Port-Marly (Yvelines), quelque deux milliers de jeunes sur les trente-trois mille recensés officiellement dans son mouvement. Ces privilégiés devaient participer à leurs dixième universités organisées sur le thème « Ensemble, l'avenir nous appartient ». A l'occasion du quinzième anniversaire de la création de la jeune filiale du RPR, M. Jacques Chirac devait donner, pour son mouvement, le coup d'envoi de la campagne des élections législatives.

Avant l'intervention du président du RPR et en dehors des travaux en forum, MM. Alain Juppé, secrétaire général, Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie, et Charles Pasqua, président du groupe du Sénat devaient aller à la rencontre des jeunes. M. Philippe Séguin, député des Vosges et maire d'Épinal, n'était pas annoncé. Selon son entourage, l'invitation à intervenir, lui aussi, en séance plénière lui était parvenue trop tardivement.

Estimant que son mouvement est reconstruit par la force des faits « après la période agitée » de la campagne référendaire qui a vu s'opposer les tenants du « oui » à la ratification du traité de Maastricht, dont il était le chef de file, et les tenants du « non » conduits par MM. Pasqua et Séguin, l'ancien premier ministre devait résolument se tourner vers l'avenir en présentant le RPR comme le parti de « la réforme ». M. Chirac, qui refuse d'accepter comme « fatalités », le chômage, l'insécurité, l'injustice, les problèmes de l'éducation ou de l'agriculture, devait féliciter ses jeunes militants de s'être « engagés » et les encourager à « mettre fin » à « l'expérience socialiste » qui, selon lui, « n'a que trop duré ».

Devant ces jeunes qui, pour la plupart d'entre eux, n'ont pas connu le général de Gaulle ou son vivant, M. Chirac voulait faire appel à raison plutôt qu'à la pas-

sion, au cœur plutôt qu'à l'égoïsme et à la conviction de l'idéal plutôt qu'à la flatterie des corporatismes. Selon les proches du président du RPR, un maître-mot est aujourd'hui au centre du dispositif chiracien : « vérité ». L'ancien candidat à la présidence de la République estime, en effet, que les Français, plus qu'auparavant, sont aptes à entendre un « discours de la réforme » même si ce dernier doit bousculer. Pour ce faire, le discours de M. Chirac renoue avec des termes qui avaient été laissés en déshérence. Il est vrai que son ambition est, non seulement d'attirer à lui les « déçus du socialisme », mais de regagner ceux qui ont été captés par « tel ou tel extrémisme ». Ce double objectif nécessite, contrairement, la tolérance et la fermeté.

## Les « vraies solutions »

Faisant le constat que « la France est malade de toutes les réformes que les socialistes n'ont pas faites », M. Chirac devait, devant son jeune auditoire, se pencher sur le cas du système éducatif - décentralisation, assouplissement, autonomie et qualité sont les lignes de force - et sur celui de l'immigration, en proposant de « vraies solutions » tout en tentant d'éviter l'écueil de l'intolérance. Sur ce terrain, le maire de Paris devait souligner que soit mis fin, selon lui, au détournement du droit d'asile et mis en place un contrôle plus strict des conditions autorisant le regroupement familial. Si le RPR, comme cela avait été avancé aux États généraux de l'opposition sur l'immigration, est favorable à l'attribution de prestations en contrepartie du seul versement de cotisations, M. Chirac, pour sa part, devait ajouter un mot sur l'intégration des étrangers qui repose, elle aussi, sur une « volonté politique ».

Même s'il comprend les irritations qui peuvent voir le jour, ici ou là dans son mouvement, l'union de l'opposition devait aussi être évoquée par le président du RPR car, pour lui, la poursuite des querelles avec son partenaire serait « dérisoire » ou même « irresponsable ». « Pour le combat contre le socialisme, ce qui nous unit à l'UDF », devait notamment déclarer M. Chirac, « est beaucoup plus important que ce qui nous en sépare ». Il devait réaffirmer son attachement à l'organisation des « primaires » pour l'élection présidentielle, bien qu'au RPR on ne se fasse aucune illusion sur la volonté identique de M. Valéry Giscard d'Estaing, et il devait également se prononcer en faveur de l'établissement rapide de la plate-forme de gouvernement de l'opposition qui servirait de « référence » au législatives.

OLIVIER BIFFAUD

## LIVRES POLITIQUES

Il y a tout lieu de penser que, du point de vue des hommes et, peut-être, de celui des dinosaures en leur temps, le monde n'a jamais tourné rond. Tous les efforts produits pour le ramener à un cours harmonieux n'ont pas suffi. Il continue de tourner mal et, comme il se donne en spectacle à lui-même, on a davantage conscience, même si l'on n'en est pas toujours conscient, de toute l'étendue du mal. La sorte commun balanceraient entre la désillusion et le malaise, s'il ne restait pas l'espoir de surmonter l'une et de soigner l'autre.

Ce préambule sibyllin n'a d'autre objet que le rapprochement de deux ouvrages qui, chacun à sa manière, portent un regard sur notre société, et dont les auteurs ont, en commun, le talent de s'expliquer avec verve. On dira du premier qu'il donne à voir ce qui n'est pas évident à tous, du second, qu'il dénonce ce qui paraît évident à plus de gens qu'on ne l'imagine. Justement, il s'agit d'imaginer, d'inventer, proclame André Bercoff dans sa Lettre ouverte à ceux qui ne sont rien et qui veulent être tout. Autant dire qu'il s'adresse à presque tout le monde. Il est curieux de constater qu'André Bercoff fonde sa démarche procrétaire sur un constat que l'on attendrait plutôt de Gérard Miller, psychanalyste porté à s'interroger

## Du malaise à la cure

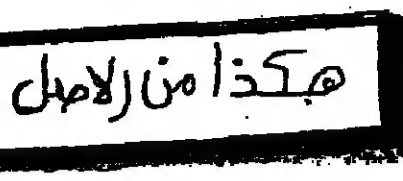
sur l'actualité, puisque c'est le premier qui écrit : « Aujourd'hui autant que jamais, le désir mimétique fabrique à la chaîne les frustrations. » Le rapprochement n'est donc pas si artificiel et, au demeurant, d'autres convergences se justifieraient si besoin était.

Gérard Miller regarde le monde à travers ses rêves, ses scories, tout ce qui cloche et qui fait tilt dans son esprit formé à repérer des significations qui ne relèvent pas du simple bon sens. Malaise est un recueil d'instantanés, pris dans l'air du temps et traités comme des symptômes. Cela donne des résultats troublants. Bernard Tapie apparaît ainsi en « sergent recruteur de sa propre libido », dans la mesure où il cultive son désir comme une idée fixe et qu'il exerce sur ses semblables la fascination d'un sujet qui réussit à se mobiliser lui-même. Le succès de Cyrano est dans la jouissance masochiste qu'incarne le héros, celui de Laurent Fabius dans sa capacité à se reproduire, à faire des petits... La manière dont fut reçue la nomination d'Edith Cresson à la fonction de premier ministre ne pouvait que révéler l'attention du psychanalyste : « Quand

elle n'est pas supposée faire l'homme, la femme n'a guère le choix : ou mère ou pute ! », écrit-il à la lumière de certaines réactions.

L'exercice dévoile bien des paradoxes : celui de la télévision, que nous croyons regarder « alors que c'est elle qui nous regarde » ; celui de l'ordinateur qui, en réduisant notre marge d'erreur humaine, l'exalte. Il permet de souligner le vrai danger du discours lepéniste, qui est moins dans ses provocations et excès, que dans l'utilisation de l'implicite, du « comprenez qui voudra », à partir d'images ou d'annonces renvoyant à un racisme non dit, mais bien perçu comme tel. Gérard Miller ne fait pas découvrir un autre monde, il le montre autrement.

André Bercoff voudrait, lui, qu'il change, du moins là où c'est possible. Son manifeste s'adresse aux pays nantis, qui sont en mesure de procéder aux changements nécessaires pour en finir avec des schémas politiques dépassés et sclérosés. Il lui paraît que les socialistes ont tué le socialisme et les libéraux l'ultralibéralisme. Le temps est donc venu de gérer la société en l'ab-



## CARNET DU Monde

## Naissances

Bérénice, Sophie et Chrif ALOUINI sont heureux d'annoncer la naissance de

Astrid, Shirine,

le 12 octobre 1992, à l'île Maurice.

## Décès

Julie Farené Déramond, Frédérique Farené, ont la tristesse de faire part de la mort de leur père,

Jacques FARENC,

journaliste-cameraman.

Elles rappellent le souvenir de

Marcel PÈRES,

comédien,

leur grand-père.

L'inhumation a eu lieu le 15 octobre 1992, au cimetière de La Selve-sur-Bied (Loiret).

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Ravignan,

75018 Paris.

M<sup>me</sup> Henry Granjon,

son épouse,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry GRANJON,

le 15 octobre 1992.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Un service d'action de grâce se tiendra le 20 octobre, à 15 heures, en l'église réformée de l'Annonciation, rue Coubertin, Paris-16.

16, rue Eugène-Manuel,

75116 Paris.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-55-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 96 F

Abonnés et actionnaires : 85 F

Communications diverses : 100 F

Thèses étudiants : 35 F

□ Mariage de Brigitte Bardot avec un proche de M. Le Pen. — M<sup>me</sup> Brigitte Bardot et M. Bernard d'Ormal, chargé de mission du Front national pour les Alpes-Maritimes, se sont mariés le 16 août en Norvège, a confirmé, vendredi 16 octobre, le mari de l'actrice dans une interview accordée au quotidien le Parisien. C'est le quatrième mariage de « BB », qui a interrompu sa carrière cinématographique en 1973 pour se consacrer à la défense des animaux. Brigitte Bardot avait épousé en 1952 le réalisateur Roger Vadim, en 1959 l'acteur Jacques Charrier et en 1966 l'industriel allemand Fritz Gunther Sachs. M. Bernard d'Ormal, ami de M. Jean-Marie Le Pen, a assuré notamment l'organisation de la campagne du FN lors des dernières élections régionales à Nice. Le couple s'est marié en Norvège à l'occasion d'une visite rendue au fils de Brigitte Bardot, M. Nicolas Charrier, qui réside dans ce pays.

La faculté de médecine de Strasbourg. — Et le centre de neurochimie, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. le professeur Paul MANDEL,

professeur émérite à la faculté de médecine de l'université Louis-Pasteur, membre de l'Institut de France, membre de l'Académie nationale de médecine.

Officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, chevalier de l'ordre de la Santé publique, directeur honoraire du centre de neurochimie du CNRS.

(Le Monde du 13 octobre.)

M<sup>me</sup> André Revert, née Françoise Vallée, son épouse, Thierry et Catherine Marais, Véronique et Bernard Erb, Christine et Robert Marchetti, ses enfants,Valdick, Mikela, Georges, Garry, Guillaume, Anne et Caroline, ses petits-enfants, M<sup>re</sup> Jehan Revert, chanoine de Notre-Dame de Paris, Paul et Jacqueline Revert, Philippe et Bernadette Revert, ses frères, belles-sœurs et leurs enfants, Les familles Depieppe, Billard et Rodicq, ses parents,

Ainsi que Tony Pia, son fidèle ami, ont la douleur de faire part du décès de

M. André REVERT, officier des Palmes académiques, inspecteur de français au Maroc, principal honoraire du collège de Langais, citoyen d'honneur de la ville de Langais.

dans sa soixante-quatrième année, survenu à Pierrelatte (Drôme), le 16 octobre 1992, après une longue et douloureuse maladie supportée avec courage.

Ses proches religieux auront lieu à Orange le lundi 19 octobre, à 15 h 30, au centre funéraire d'Orange, 933, rue des Chènes-Vers, Le Coudoulet, 84100 Orange.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence « Le Moulin » 8 20/1, place Edouard-Lalo, Sack nord, 26700 Harnettville, France. Tél. : 75-96-31-12.

— Nous apprenons la mort de

Jean-Louis VIGIER, ancien sénateur de Paris, survenue le 8 octobre.

(Né le 25 décembre 1914 à Comella-del-Varco (Pyrénées-Orientales). Jean-Louis Vigier a d'abord été journaliste, assurant les fonctions de président-directeur général du journal l'Époque (mai 1945-juillet 1947) puis de directeur général de l'Agence française d'information (1947-1953). Conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine (1947-1959), il fut président du conseil municipal de Paris de juin 1958 à mars 1959. Député de la Seine de 1951 à 1958, il fut ensuite sénateur indépendant de la Seine (1959-1968), puis de Paris (1968-1988). Il a signé de 1976 à 1978 sur les bancs du groupe du RPR du palais de Luxembourg. Ancien résistant, il fut président du groupe d'amitié France-URSS du Sénat et a collaboré à l'histoire de la Résistance en France d'Henri Nogelin.)

## THÈSES

Tarif Étudiants

55 F la ligne H.T.

ANDRÉ LAURENS

sence de ces caricatures idéologiques et des leaders charismatiques, en se fondant sur la loi du marché mais sans renoncer au pluralisme, à la solidarité, à l'autonomie des individus, à la régénération de la planète, qui en a bien besoin. Une sorte d'éco-capitalisme en somme. A cette fin, il faut inventer de nouvelles règles du jeu et établir « l'absolue priorité de l'être vivant » dans une « Déclaration des droits et devoirs de la personne ».

L'auteur en a rédigé une abécédaire à forte connotation libertaire, individualiste, solidariste et écologique : qu'on ne croie surtout pas que c'est la conclusion utopique d'un pesant pensum politique ! Au contraire, c'est, au terme d'une belle charge contre ce qu'on vit, un résumé de ce qu'on aimerait vivre. André Bercoff ne prétend pas délivrer un message : il tente, puisque les politiques ne le font pas, de répondre à la question : « Mais pourquoi les gens font-ils si souvent la queue ? » Il doit bien y avoir, en effet, une raison.

► Lettre ouverte à ceux qui ne sont rien et qui veulent être tout, d'André Bercoff. Albin Michel, 206 pages, 79 F. ► Malaise, de Gérard Miller. Seuil, 225 pages, 89 F.

Le capitaine de vaisseau (H) Michel de Vernejoul, M<sup>re</sup> Jacques Laury, Le professeur et M<sup>re</sup> Pierre de Vernejoul, M. et M<sup>re</sup> Dominique de Vernejoul, M. et M<sup>re</sup> Jacques de Vernejoul, Le docteur et M<sup>re</sup> Florent de Vernejoul, M<sup>re</sup> Anne-Marie Bianchi, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Le professeur Robert de VERNEJOL, grand-croix de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, membre de l'Institut (Académie des sciences), président d'honneur de l'ordre national de médecine.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'abbaye de Saint-Victor, à Marseille, le mardi 20 octobre, à 10 h 45, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière Saint-Pierre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

96, rue Sylvabelle, 13006 Marseille.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Le président, Le vice-président, Et les secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences, ont la profonde tristesse de faire part du décès, le 14 octobre 1992, de leur confrère,

Robert de VERNEJOL, pionnier de la chirurgie cardiaque, et en particulier de l'utilisation du cœur-poumon artificiel.

La cérémonie religieuse aura lieu le 20 octobre, à 10 h 45, en l'église Saint-Victor, à Marseille.

(Le Monde du 17 octobre.)

## Anniversaires

Il y a un an, le 18 octobre 1991, disparu prématurément

Jean-Jacques HEUDE.

Son immense désir de vivre et ses souffrances dernières demeurent en nous.

Denise Burgo-Heude, Sa famille.

## Manifestations du souvenir

La réunion annuelle à la mémoire de nos chefs et de nos camarades disparus aura lieu le jeudi 22 octobre, à 19 heures, au siège des

Eclaireuses et Eclaireurs Israélites de France.

27, avenue de Ségur, 75007 Paris.

## LETTRES

## Deuxième sélection du prix Interallié...

Le jury du prix Interallié a établi une liste de huit ouvrages en vue du prix qui sera décerné le mardi 24 novembre :

Julius et Isaac, de Patrick Besson (Albin Michel) ; Malika, de Dominique Bona (Marecure de France) ; L'Afrique, de Franz-Olivier Giesbert (Grasset) ; Laissez-moi le temps, de Ramdane

Issaad, (Denoël) ; Les Vieilles Blessures, de Jacques Peuchmuraud, (Robert Laffont) ; Le Diable et le condottiere, de Jean-Olivier Tédesco, (Grasset) ; Par un si long détour, de Yves Viollier (Robert Laffont) ; Charles et Camille, de Frédéric Vitoux, (La Seuil).

## ... et seconde des prix Médicis

La seconde et dernière sélection des prix Médicis, roman français, étranger et essai, qui seront décernés le lundi 16 novembre au Cercle Interallié, a été rendue publique.

## Romans français :

La Traversée des monts noirs, de Serge Rezvani (Stock) ; l'Horloge universelle, de Patrick Roegiers (La Seuil) ; Le Feu d'artifice, de Patrick Deville (Minuit) ; Hygiène de l'assassin, d'Amélie Nothomb (Albin Michel) ; La Suite lyrique, de Guy Scarpetta (Grasset) ; Taxaco, de Patrick Chamoiseau (Gallimard) ; La Terrasse des ombres, de Bruno Gay-Lussac (Gallimard) ; Tlacuilo, de Michel Rio (La Seuil) ; et Madame X, de Gilles Leroy (Marecure de France).

## Romans étrangers :

Le Superbaby, de Ferdinando Camon (Gallimard) ; Une éducation polonaise, de Louis Begley (Grasset) ; Le Réve, de Mircea

Cartarescu (Climats) ; Monsieur Mari, d'Abraham Yehoshua (Calmann Lévy) ; Le Pavillon du jardin, de Thomas Hurlimann (Gallimard) ; Dans la maison, les histoires se défont, de Paul Nizon (Actes Sud) ; Frère Jacob, d'Henrik Stangerup (L'Olivier) ; Amour et ardeurs, d'Ivan Klime (Seuil) ; L'île du lézard vert, d'Eduardo Manet (Flammarion).

## Essais :

Tchekhov, de Roger Grenier (Gallimard) ; Le Souffle de la langue, de Claude Hagège (Odile Jacob) ; A la recherche de Gaudi en Cappadocia, de Juan Goytiso (Fayard) ; Hôtel d'Alsace, de Kasimir Brandys (Gallimard) ; Le Nouvel Ordre écologique, de Luc Ferry (Grasset) ; Faut-il brûler Dumézil ?, de Didier Eribon (Flammarion) ; Les Règles de l'art, de Pierre Bourdieu (Seuil) ; et l'École du désenchantement, de Paul Bénichou (Gallimard).

Directeur délégué du groupe livre

## M. Laurent Perpère quitte Hachette

La direction du groupe Hachette a annoncé, vendredi 16 octobre, que M. Laurent Perpère, directeur délégué du groupe livre Hachette et directeur de la branche de littérature générale, quittait Hachette. Agé de quarante et un ans, M. Perpère, qui avait rejoint le groupe en 1987, avait d'abord été nommé PDG du groupe de presse « Le Provençal » dont il avait opéré le redressement. Appelé en mai 1991 auprès de M. Jean-Louis Lisimachio, directeur général du groupe livre Hachette, il avait été nommé il y a un an à la tête du groupe de littérature générale (Hachette-littérature, Grasset, Fayard, Stock). Bien qu'aucune raison n'ait été donnée à son départ, dont le bruit

courait depuis plusieurs semaines, il apparaît que cette éviction, qui intervient après de multiples remaniements opérés depuis deux ans chez Hachette, soit liée aux difficultés du groupe livre - le chiffre d'affaires de ce secteur a reculé de 3 % au premier semestre - et aux divergences qui se manifestent quant aux stratégies de redressement : politique éditoriale, relations avec les libraires, structures commerciales.

Ces divergences expliqueraient notamment le fait que son remplaçant n'a pas encore été choisi. C'est M. Jacques Firmin, secrétaire général du groupe livre, qui assurera l'intérim de la direction de la branche littérature générale.



Stratégie et développement d'image de marque

STRATÉGIE DE MARQUE  
STUDES DE POSITIONNEMENT  
EXPERTISE ET DÉPÔT JURIDIQUE  
CRÉATION DE NOM DE MARQUE  
CRÉATION D'IMAGE DE MARQUE  
LIFTING D'IMAGE INSTITUTIONNELLE  
DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS  
CRÉATION PACKAGING ET DESIGN  
SEMINAIRES DE FORMATION I.E.M.

Tél. (1) 40 28 00 92



## JUSTICE

A la cour d'assises de l'Hérault

## Yves Dandonneau condamné à vingt ans de réclusion criminelle

La cour d'assises de l'Hérault, présidée par M. René Gadel, a condamné, vendredi 16 octobre, Yves Dandonneau, quarante-six ans, à la peine de vingt ans de réclusion criminelle. Il a été déclaré coupable de l'assassinat de Joël Hipeau, un marginal mort à sa place à Joncels (Hérault) le 7 juin 1987, dans un accident de voiture simulé pour escroquer des assurances de près de 11 millions de francs. Accusé de complicité d'assassinat, Daniel Blouard, quarante-huit ans, a été condamné à quatorze ans de réclusion criminelle, et François Meunier, trente-trois ans, à neuf ans de la même peine. Poursuivies pour complicité d'escroquerie, Marie-Thérèse Héroult, quarante-cinq ans, la compagne de Dandonneau, et Danièle Simonin, trente-sept ans, son amie, ont été condamnées à quatre ans de prison avec sursis. M. Marc Gregori, quarante ans, a été condamné à huit mois de prison avec sursis pour recel.

## MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Si le crime commis par Yves Dandonneau est exceptionnel, son procès ne l'est pas moins. Habituellement, les faits, les preuves, les expertises sont épluchés, discutés tant par l'accusation que par la défense, et une vérité se dégage peu à peu du débat pour finir par s'imposer. Ici, rien de tel, car, vu du côté de l'accusation ou de celui de la défense, le dossier, même après le verdict, ressemble à ces tableaux impressionnistes qui font naître par petites touches une foule de sentiments sans jamais former un ensemble cohérent.

Yves Dandonneau avait besoin d'un cadavre pour prendre sa place dans un accident de voiture afin d'obtenir les compagnies d'assurance à verser 10 900 000 F. Le 6 juin 1987, Dandonneau et Blouard emmenaient vers le sud de la France un marginal recruté par Meunier. Ils ont dit à cet homme,

Joël Hipeau, qu'il irait voir la tombe de Georges Brassens à Sète, et il a donc tenu un recueil des chansons de ce poète qu'il admirait. Le 8 juin, une voiture brûle au col de l'Homme mort, à Joncels. Entre-temps, rien n'est sûr. Il y a bien du valium qui aurait été donné à Hipeau, sans autre effet que de le faire dormir un peu. Du pénitencier, auquel personne ne croit plus, et de l'alcool en grande quantité. Mais rien ne permet d'affirmer qu'il s'agit là de la cause de la mort.

## «De quoi est mort Joël Hipeau?»

L'avocat général Jean-Claude Plantard n'a donc pas cherché à argumenter l'accusation sur les éléments du dossier. D'ailleurs, il ne croit pas aux explications des accusés. Pour le magistrat, ils se sont concertés dès qu'ils ont su que Joël Hipeau était en grande détresse. Mais rien ne permet d'affirmer qu'il s'agit là de la cause de la mort.

La défense elle-même ne se sert pas du dossier, et seul M. Raphaël Chailé exploite les procès-verbaux pour tenter de montrer que Meunier ignorait le destin fatal réservé au marginal «au bout du rouleau» qu'on lui avait demandé de trouver. M. Marcel Bezzoli a discuté pas un instant que Blouard est «responsable». Et, au ton de la conversation tranquille plutôt que de la plaidoirie, l'avocat est parvenu à convaincre le jury que son client vivait dans le remords à cause d'une «responsabilité morale». Le langage est semblable chez M. Martine Figueroa-Julien. Elle aussi, par petites touches, parvient à faire naître des impressions troublantes. «Il est responsable de ne pas avoir aidé Hipeau à vivre, mais pas de sa mort», soutient l'avocat, avant d'ajouter : «De quoi est mort Joël Hipeau? nous ne le savons jamais.» Une opinion partagée par M. Alain Furbury qui demande : «Qui a fait quoi? C'est à l'accusation de le dire.» Et pour l'avocat, l'affaire se réduit à une phrase : «Ils ont eu l'intention de tuer un homme qu'ils ont laissé mourir.»

Dans ce procès singulier, il fallait sans doute que figure une plaidoirie insolite. Conseil de la compagnie de Joël Hipeau, M. Eric Dupont-Moretti, tout en soutenant la culpabilité des accusés, ne rejoint pas ces parties civiles qui se rapprochent du parquet. Selon lui, Joël Hipeau, poète amoureux de Brassens, n'aurait pas voulu de quelque chose qui ressemble à la vengeance. Et se tournant vers les jurés, M. Dupont-Moretti murmure : «Avec le tautisme des gens qui aiment vivre, Hipeau vous attendait dit-elle et à la fois chan-» La voix s'élève, vibre, devient musique, et pas un sourire n'apparaît dans la salle bondée d'étudiants lorsque l'avocat chante :

«Toi l'étranger qui sans façon,  
D'un air malheureux, m'a souri  
Lorsque les gendarmes m'ont pris.»

MAURICE PEYROT

Un gendarme condamné pour avoir brutalisé un jeune homme en garde à vue. — Le cour d'assises de Lyon a condamné à six mois de prison avec sursis et 4 000 francs d'amende, vendredi 16 octobre, un gendarme de la brigade de Rillieux (Rhône) pour coups et blessures volontaires sur un homme de vingt ans qui était placé en garde à vue. Le 14 avril 1991, le gendarme avait frappé le jeune homme à coups d'annuaire téléphonique et de règle, avant de lui envoyer un coup de pied dans le visage. Il voulait obtenir de la sorte des aveux du jeune homme, soupçonné de vol. En première instance, le gendarme avait été condamné à trois mois de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende. Estimant la peine trop légère, le parquet avait interjeté appel.

## MÉDECINE

Après les succès français dans le décryptage du génome humain

## Les Américains s'interrogent sur leur stratégie de recherche en génétique moléculaire

La quatrième conférence internationale de l'association Hugo (Human Genome Organization), qui réunit à Nice du 14 au 17 octobre plus de quatre cents spécialistes de génétique moléculaire, est marquée par la récente découverte de l'équipe dirigée par le professeur Daniel Cohen (CEPH-Généthon), qui va accélérer les recherches menées à travers le monde visant à décrypter l'ensemble du patrimoine héréditaire (génom) de l'espèce humaine. Cette découverte, obtenue grâce à la génétique publique française, via les «Téléthon», va bouleverser les stratégies de recherche adoptées, notamment aux États-Unis, dans ce domaine.

## NICE

de notre envoyé spécial

Le paradoxe surprend. Alors que tout devrait — scientifiquement — inciter à l'enthousiasme, la quatrième conférence internationale sur le projet «Génome humain», pour la première fois organisée en France (1), offre un curieux spectacle. Paradoxe par le magazine américain *Science*, cette rencontre a été désignée par quelques grands témoins étrangers. Comme si plusieurs responsables — américains notamment — de la recherche en génétique moléculaire avaient pris ombrage de l'éclatant succès que vient d'obtenir une équipe française, en collaboration avec des chercheurs de l'université Yale de New-Haven (Connecticut), dirigée par le professeur Daniel Cohen et groupant des chercheurs de deux structures françaises privées : le Centre d'étude sur le polymorphisme humain (Paris) et le Généthon (Evry) qui emploient, au total, près de deux cent cinquante personnes.

Ce travail, publié il y a quelques jours dans les colonnes du mensuel scientifique américain *Cell* (le Monde du 19 septembre), devrait permettre une très forte accélération des recherches sur la cartographie du génome humain. Cette gigantesque

entreprise, lancée à la fin des années 80 aux États-Unis, vise au décryptage, à des fins médicales, de la structure et de la fonction de l'ensemble du patrimoine héréditaire de notre espèce. Les chercheurs français annoncent ainsi pouvoir révéler une première analyse de 97 % du génome humain d'ici au début de l'an prochain, alors que, jusqu'à ces derniers temps, les prévisions les plus optimistes fixaient la réalisation de cet objectif à quatre ou cinq ans.

Pour autant, cette découverte ne fournit qu'une première analyse de la complexité du génome humain. Pour reprendre l'image géographique, elle fournira en 1993 une carte au 1/1 000 000 alors que la compréhension biologique impose un relevé au 1/25 000 000. Il restera un long et patient travail de décryptage beaucoup plus fin pour identifier tous les gènes humains, analyser leurs structures et leurs fonctions.

Certains commencent à craindre que, une fois l'ensemble des données disponibles, on ne soit pas en mesure de les comprendre et de les exploiter. L'acquisition des lettres (enchaînement des bases de l'ADN humain) n'impliquera pas forcément qu'on sache lire — décoder — l'ensemble découvert. La découverte française risque de bouleverser les stratégies adoptées à l'étranger, en particulier aux États-Unis, qui pensent dominer toutes les perspectives de recherche dans ce domaine.

## Des Généthons à l'étranger?

Plusieurs personnalités américaines envisagent même la prise de brevets sur ce qui appartient sans conteste, du point de vue français, au patrimoine de l'humanité. C'est-à-dire ne pouvant donner lieu à un quelconque profit financier. La quasi-totalité des chercheurs avaient abandonné l'approche systématique de la cartographie globale du génome humain pour adopter une démarche différente, chronométrée par chromosome, chaque équipe s'intéressant à une fraction très réduite et bien spécifique du patrimoine héréditaire de notre espèce.

Or, «les résultats obtenus par l'équipe de Daniel Cohen bouleversent tout le dispositif et obligent à repenser nombre de programmes existants», explique ainsi le professeur

Jean-Louis Mandel (INSERM-Strasbourg), l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de cette nouvelle discipline. Ils posent clairement par ailleurs le problème de l'organisation de la recherche en biologie et de son financement, en démontrant que certains sujets ne peuvent être traités qu'en réunissant un puissant outillage d'informatique et de robotique dont les laboratoires traditionnels ne peuvent disposer, compte tenu de l'énormité des coûts, et que le financement public ne peut leur assurer.

C'est le succès de toute une équipe : scientifiques, animateurs, techniciens, administratifs, manutentionnaires, téléscripteurs...



Déjà, la question se pose de la création, à l'étranger, d'équivalents du Généthon français. «Il faut, à mon sens, parvenir à créer trois ou quatre structures étrangères équivalentes à travers le monde, notamment pour le séquençage de l'ADN humain. Pour notre part, nous avons des liens très étroits avec le professeur Eric Lander du Whitehead Institute de Cambridge-Massachusetts (États-Unis). Ce scientifique avait, au départ, les mêmes idées que nous, mais il n'a pas été suivi par la communauté scientifique et politique

américaine. Il était alors hors de question de confier à une seule équipe toutes les sommes nécessaires», confie le professeur Cohen.

La découverte française et les très nombreuses publications qui signent depuis peu — et que signent prochainement — dans la presse scientifique internationale les équipes du CEPH et du Généthon, mettent aussi un terme aux multiples critiques formulées à l'encontre d'une entreprise tout à fait atypique dans le paysage de la recherche biologique dans la mesure où elle se fonde sur la création d'un espace industriel et dispose de considérables moyens financiers d'origine privée (100 millions de francs cette année).

«Beaucoup de nos collègues voyaient d'un très mauvais œil cette entreprise, les uns croyant pouvoir annoncer que nous allions nous casser la figure, les autres que tout cela ne mènerait à rien», confie le professeur Jean Weissenbach (Institut Pasteur de Paris-Généthon). En réalité, nous démontrons aujourd'hui toute l'efficacité qu'il y a à concentrer d'importants moyens financiers. L'argent, beaucoup plus facilement disponible que celui accordé par les organismes publics, nous donne une fantastique marge de manœuvre. Avec les sommes réunies lors des «Téléthon», l'Association française contre les myopathies (AFM) avait le choix : soit, comme l'ont fait par exemple les responsables américains, «soutenir» les équipes spécialisées déjà existantes, soit créer et financer une lourde infrastructure de recherche. C'est la seconde solution qui a été retenue. Je crois que c'était le bon choix et que cette association est en train de gagner son pari.

C'est si vrai que certains des grands noms de la génétique médicale, comme le professeur Jean Frézal, après avoir hier critiqué la stratégie adoptée par l'AFM et son président, M. Bernard Barraud, ont aujourd'hui le courage de reconnaître, au vu des résultats scientifiques obtenus, qu'ils avaient tort.

JEAN-YVES NAU

(1) Sous la présidence des professeurs Walter Bodmer (Imperial Cancer Research Fund, Londres), Charles R. Cantor (université de Californie-Berkeley) et Jean-Louis Mandel (INSERM-Strasbourg).

## HISTOIRE

La fin du colloque «Résistance et mémoire» à Lyon

## Le partage et le pardon

## LYON

de notre bureau régional

Après avoir mis en question la Résistance en France (le Monde du 17 octobre), le colloque de Lyon a proposé une réflexion plurielle sur «Les leçons de la mémoire». Cette seconde journée, très internationale, a donné lieu à une série de discours parallèles, souvent pastoraux, mais qui n'ont pas débouché sur le dialogue israélo-palestinien que les Amis du manuel Passages, co-organisateurs, espéraient voir se nouer en public.

Le délégué de M. Shimon Pérès, retenu par sa nouvelle charge de ministre des affaires étrangères, et la défection, tardive, de M. Fayyad Hussein, membre de la délégation palestinienne aux négociations de paix, sont pour beaucoup dans ce rendez-vous manqué.

M. Haim Barlev, ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, et M. Chrif El Shoubhy, directeur du journal égyptien *Al-Ahram* à Paris, expriment bien, l'un et l'autre, l'espoir d'une solution pacifique et non seulement nécessaire mais possible, tandis que M. Mohamed Abdelhal, président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée du peuple en Égypte, saluait «les rescapés d'une période terrible de l'histoire de notre siècle».

Malin, assez vite, l'évocation d'autres problèmes — la mort du fondamentalisme et du fanatisme, les séquelles du colonialisme, le retour de l'irrationnel dans la politique et de l'ethnocentrisme nationaliste — se substituent à ces timides approches de la question judéo-arabe.

## Souffrance, courage et dignité

«Chacun a sa mémoire, mais n'a pas sa mémoire. Il faut partager nos mémoires pour en tirer les leçons», avait souligné M. Peter Leuprecht, directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe. On partagea donc. L'expérience de lutte «contre une dictature rétrograde mais non totalitaire» du président Mario Soares, qui attend «un nouvel élan des Nations unies». La farouche détermination et l'appel à l'aide contre le régime castriste de l'écrivain Armando Valladares, qui a passé vingt-deux années de sa vie dans des prisons cubaines. Les craintes d'Alexandre Yakovlev, inspirateur de la Perestroïka, d'une dérive vers un néofascisme quasi planétaire et multiforme.

On tomba généralement d'accord pour tenter de pratiquer le pardon, qui ne suppose pas l'excuse ni l'amnistie, et, avec Pierre Messier et Claude Cheysson, on se demanda, gravement,

comment on pourrait éviter que l'histoire soit toujours écrite par les vainqueurs, «surtout s'ils sont totalitaires», observa le premier, «et qu'ils disposent de la télévision, ce médium sans mémoire, ni perspective», ajouta le second.

Sans mémoire le petit écran? Et si l'on y diffusait, sans attendre, les principaux témoignages extraits de l'enregistrement vidéo du procès Barbie? L'expérience menée en marge du colloque, avec la projection d'un montage de «réfiguration» de quarante-cinq minutes, plaide fortement pour un tel choix.

Aucun risque de voyeurisme ni d'ambiguïté à la vision et à l'écoute de ce concentré de souffrances, de courage et de dignité. Deux jours durant, la petite salle de projection n'a pas désempli. On en sortait livide, les yeux rouges, «endoloris», comme cette collégienne, «secouée», comme ce jeune avocat honnête, pourtant présent au procès. «Durant les audiences, j'avais un écran de contrôle mais j'étais pris par ma fonction», nous confiait M. André Cardini, président de la cour d'assises lors du procès historique, qui était anonymement venu revoir en gros plans le défilé des victimes. «Là, j'ai été profondément ému.»

ROBERT BELLERET

## ENVIRONNEMENT

Le trafic de produits radioactifs

## Nouvelle saisie d'uranium en Allemagne

La police allemande a saisi, mardi 13 octobre, 2,2 kilos d'uranium qui auraient été passés en contrebande des pays de l'Est. Selon le parquet de Munich, qui a révélé l'affaire vendredi 16 octobre, il pourrait s'agir d'uranium enrichi entrant dans la fabrication d'armes nucléaires.

Le procureur Heinz Stocker, qui a dirigé l'enquête amorcée par les inspecteurs des douanes de Munich et de Sarrebruck, n'a, quant à lui, rien voulu préciser sur la valeur et la provenance de l'uranium, déclarant seulement : «L'expérience montre que ce genre de marchanderie vient d'Europe de l'Est.» Sept personnes ont été arrêtées dont deux ressortissants tchécoslovaques.

Le week-end dernier, la police de Francfort avait arrêté cinq Polonais à la suite d'une saisie de césium 137 et de strontium 90, deux substances hautement radioactives utilisées dans l'industrie (le Monde du 13 octobre). Selon le président de l'office criminel allemand, M. Hans-Ludwig Zachert, la contrebande de produits radioactifs en provenance de l'Est a considérablement augmenté cette année, au cours de laquelle plus de cent cas ont été enregistrés contre vingt-neuf en 1991. — (Reuters, AFP, AP)

Remise en marche d'un réacteur de Tchernobyl. — Le troisième réacteur de Tchernobyl a été remis en marche, vendredi 16 octobre, et un autre devrait fonctionner à partir de novembre afin d'assurer à l'Ukraine une production d'électricité suffisante pour affronter l'hiver. Selon M. Viktor Vashchenko, ingénieur en chef des installations, la centrale de Tchernobyl, où s'est produit en 1986 l'accident le plus grave de l'histoire du nucléaire civil, ne devrait pas moins être définitivement mise hors service en 1993, ainsi que l'avait décidé en 1991 le gouvernement ukrainien. — (Reuters)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde L'ÉCONOMIE

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
46-62-72-67





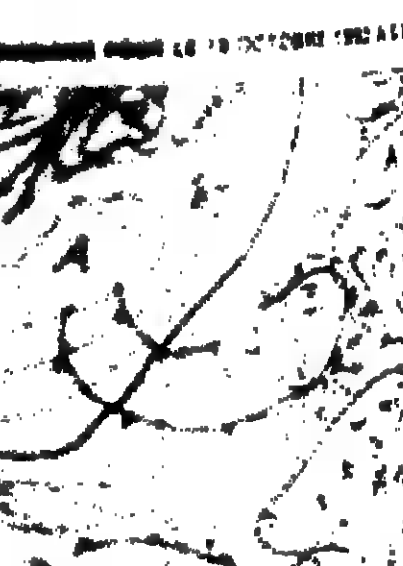




PROGNOSTIC POUR LE 18 OCTOBRE 1992



PROGNOSTIC POUR LE 19 OCTOBRE 1992



PROGNOSTIC POUR LE 20 OCTOBRE 1992

Prévisions	Température	Précipitations	Vent
Nord	10-15	0-1	0-1
Centre	12-18	0-1	0-1
Est	14-20	0-1	0-1
Sud	16-22	0-1	0-1

Source : Météo France

## Le Monde

# HEURES LOCALES

## Les grands chantiers de Chambéry

Pour réconcilier le centre ancien avec un quartier abandonné par l'armée, la cité savoyarde multiplie les équipements culturels

CHAMBERY.

de notre envoyé spécial

La capitale de la Savoie n'en finit pas de régler ses comptes avec les militaires. Au siècle dernier, Chambéry reconnaissait avoir fait ériger une statue en l'honneur du général de Boigne, qui, fortune faite aux Indes, en avait fait profiter sa cité natale. Du haut de sa colonne, veillant sur les quatre coins de la Savoie. Et pourtant, on bâtit une caserne en carré, un «verrou» entre les montagnes, au pied d'une falaise. Napoléon a laissé un héritage controversé. Pendant cent cinquante ans, les militaires ont pris position, sur 8 hectares et demi, à quelques centaines de mètres de l'hôtel de ville et du centre ancien, aujourd'hui en grande partie restauré. Depuis leur départ, intervenu en 1981, le quartier Curial - encore le nom d'un général - est en chantier. Un chantier par trois fois remis en cause siècle comencé.

Sur cet obstacle, considéré par l'Association des vieux Chambéry comme «l'opération d'urbanisme du siècle», trois municipalités ont débattu. Mais à l'inverse de MM. Francis Arpe (PS) et Pierre Dumas (RPR), ses prédécesseurs, M. Louis Besson (PS), maire et ancien ministre de l'équipement, du logement, compte bien cette fois réussir. Lors des élections municipales, en 1995, les habitants, après-il, auront approuvé l'architecture moderne de la nouvelle bibliothèque-médiathèque Jean-Jacques-Rousseau, qui a ouvert ses portes samedi 17 octobre, le jour de «La furie de lire».

Il aurait suffi de franchir les portes de cet espace de 6 300 mètres carrés - l'ancienne bibliothèque n'en comptait que 2 500 - pourvu de soixante-dix mille documents. Jusqu'ici, les entrepreneurs dans des conditions parfaites, les travaux se sont enfin accélérés dans ce temple du patrimoine ouvert également aux technologies du futur : la bibliothèque d'apprentissage, les langues, manuel à l'informatique ou la destination des mal-voyants.

### Querelle des anciens et des modernes

Sur ce point au moins, majorité et opposition municipale paraissent partager le même avis, fondé sur l'accroissement de la population universitaire, passée de trois mille à près de huit mille étudiants. Ce projet n'a pourtant pas échappé à une de ces querelles des anciens et des modernes que, tous chavages politiques confondus, la ville affronte. Non pas tant à propos de la nature de cet équipement, le deuxième de cette importance en Rhône-Alpes, que sur sa forme et son emplacement. Ce bâtiment de 11 000 mètres carrés, œuvre de l'architecte Aurelio Galfetti, est armé sur 120 mètres de la façade du «Carre», il y a peu restauré, en grande partie, l'ancien en cité administrative. Dans le prolongement



visuel de la Maison de la culture, accroché sur une autre face par Mario Botta, à l'origine un projet lui aussi très contesté, l'équipe des deux architectes tendra à retenir des modèles bruts et des figures géométriques simples. Des formes qui, selon M. Besson, «assurent la continuité et la confrontation entre le centre ancien et la modernité du nouveau quartier».

Ce choix ne s'est pas imposé de lui-même. Lorsque M. Besson accède à la mairie, en 1989, le dossier Curial est à l'état de panne. Son bureau, il découvre le plan d'urbanisme confié par M. Dumas à un architecte savoyard, M. Maurice Novarina, membre de l'Institut. Mais les promoteurs privés ne se pressent pas pour concrétiser leurs projets. Quelques commerces du Carre sont au bord du dépôt de bilan. Comme si un sort s'acharnait sur cette partie de la ville, les Chambériens boudent ce secteur, proche du centre. Seule la Maison de la culture connaît une affluence, en soirée. Des palissades cachent des terrains en friche, utilisés en parkings. «La ville a déjà investi 200 millions de francs sur le site. Non seulement il n'est pas achevé, mais, en plus, il ne fonctionne pas», constate le maire.

A peine élu et dans la foulée nommé ministre de l'équipement et du logement, il réussit à insérer Chambéry dans le processus de préparation des Jeux olympiques, état d'urgence, en faisant valoir ses atouts culturels et sa vocation touristique d'accueil pour les

congrès. Le label des «grands chantiers du président de la République» lui assure 50 % de subventions. A la bibliothèque incluant un futur centre de culture scientifique et technique, pour un coût total de 150 millions de francs, s'est ajoutée la transformation d'un ancien manège de cavalerie en centre de congrès, orné - coquette de l'architecte Jean-Jacques Morisseau - de trois palmiers plantés sous une façade de verre.

### Urgence pour la ville haute

«Sur 150 millions de francs de travaux, nous avons obtenu 102 millions de subventions, avec les apports du département et de la région», rétorque M. Besson à tous ceux qui s'inquiètent de cette politique de «fuite en avant». D'équipements surdimensionnés pour le centre d'une agglomération de cent cinquante mille habitants, comptant quand même un peu plus de 10 % de chômeurs. «Nous ne devons avoir honte de cet investissement pour le futur. L'accès à la lecture et à la connaissance est un facteur d'inégalité sociale que nous nous devons de corriger», rétorque M. Aurèle Frasson-Martin, adjointe à la culture. «Sans contester l'utilité d'une bibliothèque, je crains que l'on n'ait pas pris la mesure de la crise économique, des difficultés de rentrées fiscales et du recul des investissements immobiliers», M. Michel Bouvard (RPR), conseiller municipal.

est le dernier adjoint au logement. Tout en regrettant l'abandon du projet initial, il admet toutefois qu'il faut en finir. Curial a été victime de choix politiques. Même si cela doit rendre service à l'actuelle municipalité, l'État de la ville veut que cette opération soit achevée avant les prochaines élections.

«La difficulté n'est pas de réaliser pas l'ensemble privé pour parachever l'ensemble. Surtout pour boucler un bilan financier sérieusement alourdi du poids des revirements et des volte-face. Et, sur deux dossiers au moins, il risque d'en faire l'amère expérience. Le projet de deux tours de bureaux paraît actuellement gelé, à la fois pour des complications fiscales et surtout parce que le promoteur intéressé est le groupe de M. Christian Pellerin.

Quant au transfert sur le site de l'École supérieure de commerce, il laisse la chambre de commerce et d'industrie dans une profonde incertitude, sous la pression du conseil général de la Savoie, qui souhaite l'intégrer au la compétence scientifique et Technolac, à la périphérie. Un completat pour la réalisation ou les projets de résidences étudiantes, les cinq ans à dix cents ans prévus sur le site. La municipalité ne compte encore deux ans pour qu'enfin Curial soit un objet de polémique. Et surtout qu'elle cesse de grever les finances communales, déjà passablement basses. Car, dans les autres quartiers de la ville, les demandes affluent pour rénover un habitat social vétuste, créer des équipements de proximité, bref, rattraper le retard.

L'urgence, d'un autre côté, avant tout la cité de Chambéry le haut, une ZUP excentrée de treize mille habitants qui, au titre des opérations de développement social urbain, doit bénéficier d'un plan de 250 millions de francs d'investissements. Là, le maire n'a pas hésité à faire acte d'autorité pour éviter que ce quartier de tours et de barres ne se transforme en ghetto, image acquise depuis sa création dans les années 60. La direction de gendarmerie du groupement de Chambéry, à l'étroit dans le centre-ville, a été prise de 50 millions. Les deux cents millions de la direction départementale de l'équipement quitteront, aussi, la ville haute.

On ajoute deux autres opérations d'urgence : deux cents logements justifiés par quatre mille demandes de logement social, le projet qui s'est emparé de Chambéry ne poursuit, dans l'esprit du maire, qu'un seul objectif. «La ville et son agglomération nous confronte des changements considérables». Comme si la tâche était loin d'être terminée.

A mi-chemin de Genève et de Grenoble, le département de la Savoie s'est rapproché d'Annecy, un voisin et rival, pour conforter le des du Sillon alpin. Surtout, elle attend l'arrivée du TGV transalpin, qui aura à Turin et des heures de Paris avant, espère-t-on, l'an 2000. Une véritable révolution économique, prédit M. Michel Bouvard. Avec la perspective d'un contournement autoroutier, Chambéry redécouvre ses origines du temps où elle était le siège de la Maison de Savoie, au point de passage obligé entre la France et l'Italie.

MICHEL DELBERGHE

## Renforcer les régions

LES régions ont reçu, avec les lois Defferre de décentralisation, une première planification et d'aménagement du territoire. La négociation des prochains contrats de plan quinquennaux et la composition du futur conseil des régions, prévu par le traité de Maastricht, font naître que le gouvernement se leur laisse pour exercer leurs compétences.

En ce qui concerne le plan, le gouvernement affirme que les régions auront une responsabilité. Mais il encourage, dans le même temps, la signature de contrats parallèles avec les départements ou les villes, pour des objectifs qui n'auraient pas été atteints par les régions, sous l'égide de l'aménagement du territoire. M. Jean-Pierre Dupont, le 14 octobre à Colmar, devant les présidents de conseils généraux.

Ce qui comporte une évidente contradiction. En cas de désaccord entre une région et le conseil, la majorité de droite ou une minorité dirigée par des socialistes, celle-ci pourrait toujours faire valoir son point de vue auprès du gouvernement.

### Considérations hexagonales

Le traité des régions, prévu par le traité sur l'Union européenne, prévoit vingt-quatre régions aux collectivités françaises. Comment seront-elles représentées ? Les régions possèdent la taille, et surtout les compétences nécessaires pour siéger aux côtés des Länder allemands ou des régions espagnoles. Néanmoins, M. Jean-Pierre Sueur, ministre d'Etat chargé des collectivités locales, a été prononcé récemment pour une «représentation équilibrée» des régions. Une représentation commune, départementale, régionale, M. Jacques Jaurès (UDF), président de l'Association nationale des régions, cite du traité qui ne revendiquent que trois sièges.

Or partager le pouvoir des régions revient à les affaiblir. Un complot d'un gouvernement centralisé ne peut pas donner à ces collectivités de l'Hexagone, détenues, à quelques exceptions près, par l'opposition, la possibilité d'exercer un contre-pouvoir puissant. Mais, à l'échelle européenne, ces considérations sont-elles parfaitement justifiées ?

R. Ra.

## Départements dans la tourmente

Perspectives financières alarmantes et nouvelle distribution des rôles inquiètent les présidents de conseils généraux, qui viennent de tenir leur congrès

COLMAR.

de notre envoyé spécial

Devenus, depuis les lois de décentralisation de 1982, les patrons des départements, les présidents de conseil général sont inquiets. Le congrès de leur principale assemblée (APCG, à majorité UDF), qui vient de se tenir à Colmar (Haut-Rhin), les 13 et 14 octobre, a révélé ce pessimisme. Cette humeur morose est due à la conjonction de deux facteurs : la dégradation des perspectives financières et une certaine remise en cause de l'existence des départements, par le biais de l'intercommunalité et du développement régional.

Après avoir vécu des années de «vaches grasses», selon l'expression de leur principal banquier, M. Pierre Richard, président du Crédit local de France (CLF), les départements vont

connaître une période de turbulence. Les élus, qui bouclent en ce moment leurs prévisions pour l'année 1993, en font déjà le constat. Les droits de mutation, enregistrés sur les transactions immobilières, réduits comme une peau de chagrin, sous l'effet de la crise qui sévit dans le secteur. Pourtant, les dépenses d'aide sociale ne cessent d'augmenter, qu'elles soient liées à des assistantes maternelles, à la dépendance ou à l'application des accords Daurfour dans la fonction publique territoriale.

Si les tendances actuelles se confirment, les départements vont subir un «effet de ciseaux», selon l'usage d'un consultant, M. Victor. Les dépenses augmenteront plus vite que les recettes. Les premiers touchés devraient être, dès 1996, les départements les plus peuplés (en dessous

de 250 000 habitants). Cette situation est nouvelle pour les finances départementales, qualifiées de «globales» et exemplaires en matière de gestion, par le président du CLF. Les départements commencent à subir, avec un retard de deux ans, dû à leur structure financière, les effets de la crise économique déjà constatés dans les grandes villes.

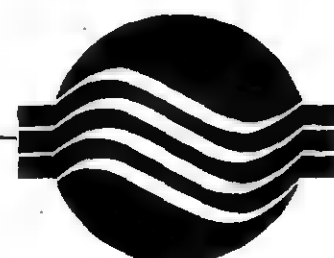
Pour maintenir l'équilibre de leurs budgets, les élus doivent faire de gros sacrifices sur les dépenses d'investissement, estime le Crédit local de France. S'ils ne touchent ni à la pression fiscale ni au fonctionnement, ils devraient diviser leurs programmes d'investissement par cinq, en 1996. Cette perspective alarme les présidents de département qui, depuis la décentralisation, ont fait fort, précisément, de devenir des bâtisseurs. Ils ont construit des collèges et des routes, amélioré la pro-

tection de l'environnement : une action qu'ils jugent certainement plus payante, politiquement, que la simple gestion de la vie sociale (le Monde daté 5-6 juillet). Vont-ils être obligés d'effectuer un virage à 180 degrés ?

Fort de son expérience, le nouveau président du Sénat, M. René Monory (UDF), président du conseil général de la Vienne, les a fermement exhortés à «investir, pour ne pas dégrader», quelles que soient leurs difficultés à réduire les dépenses de fonctionnement. «Créez de la richesse intellectuelle, vous ferez venir des entreprises !» Il leur a conseillé en outre de n'attendre «aucune manne de l'Etat». Ceux qui espèrent encore voir leurs caisses se remplir d'un changement de gouvernement n'attendent plus de miracles.

RAFAËLE RIVAIS

Lire la suite



LYONNAISE  
DES EAUX  
DUMEZ

Un groupe mondial  
de construction et de services  
pour l'environnement.



## « Eau et gaz à tous les étages »

Une exposition, au pavillon de l'Arsenal, retrace l'histoire de la mutation des quartiers populaires de Paris

ment social. Le paysage de la capitale en reste marqué pour longtemps. A la brigade des HLM plantés par petits îlots sur des hauteurs fortifiées durant l'entre-deux-guerres a succédé durant les années 60 le béton des tours et des barres qui ont orgueilleusement ignoré le monde du centre. Alors, les idées de la Corbusier régnèrent sans partage. L'exemple : la rénovation du quartier Italie. Dans le XIII arrondissement, j'avais l'impression d'être au sud, j'avais l'impression d'être au sud. Au haut et la fameuse tour-signal Apogée qui devait atteindre la cime de l'altitude du Mont Eiffel. A ses pieds coulait le monde urbain de deux fois trois voies s'enfonçant dans le cœur de Paris comme un épéu.

De la défilé, stoppé à mi-course par la réaction tardive des habitants et des élus, il reste les quelques sommets incongrus du « quartier parisien ». On doit à l'Atelier parisien d'urbanisme et à l'arrivée de M. Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville, en 1977, le retour à un aménagement urbain plus respectueux de la tradition parisienne. On en est même aujourd'hui à tenter de recomposer des îlots « à visage humain » à partir des grandes machines à habiter des années glorieuses. C'est ce que l'exposition appelle joliment « la rénovation ».

**MARC AMBROISE-RENDU**

► (1) Pavillon de l'Arzenal : 21, boulevard M... Paris. Exposition ouverte jusqu'au 3 janvier 1993, df, de 10 h 30 à 18 h 30, sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures.

(2) « Eau et gaz à tous les étages, Paris... de logement », par Jacques Lucien. Ed. Picard. 280 pages 290 francs.

## AGENDA

désagréables puissent conquies des parts de marché à l'étranger.

■ UNISRAI  
Château d'Ermenas, 75008 Paris  
Tél. (16-1)-43-39-64-65 ou  
43-71-71-43

□ Développement rural. — Les 20, 21 et 22 octobre, les Ateliers ruraux du Centre de la France ont pour occasion de poser le problème de la formation en faveur du développement des campagnes. Ces journées de réflexion sont organisées par le Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective (qui publie la revue "Recherches") et par l'Association pour le développement pour la formation des pays de l'Aveyron, du Tarn, du Lot et du Tarn-et-Garonne. Elles auront lieu à Aubrac, dans l'Aveyron.

■ Renseignements au (16-1)

## par Philippe Laurent

► [Né le 6 mars 1948 à Paris, M. Georges Consolo est un ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique. Administrateur de l'INSEE (1972), il participe à la mise en place du Conseil national de la statistique. De 1979 à 1981, il est directeur de l'Institut de la statistique générale des services.]

Il a consacré deux ans de cabinet de M. Michel Rivirolle, ministre chargé de la famille et de la coordination sociale, puis il revient au cabinet du directeur de l'INSEE, jusqu'en 1982, année où il est nommé directeur du conseil régional. Il est directeur général qu'il est depuis novembre 1982 au cabinet de M. Charles Millon.

► [Né le 22 avril 1934 à Lyon, M. Michel Rivirolle est un ancien élève de l'école M. Coste des travaux publics de l'Etat. Conservateur des arts et métiers de Paris et de l'école nationale des ponts et chaussées de 1970 à 1981, il dirige différents services au sein de l'Etat, notamment au sein des Rhodan-Alpes. Entré à la Communauté urbaine d'Alpes en Lyon en 1981, il devient, en 1989, conseiller technique auprès de M. Michel Noir, maire de Lyon. Il quitte son poste en 1990.]

■ Né le 11 juin 1913 à Nancy, M. Jean Garagnon, docteur en droit, diplômé de l'École nationale d'études politiques de Lyon, a été professeur à la faculté de droit de Rabat (Maroc), puis à celle de Lyon. Après avoir exercé à Abidjan, il est nommé en 1975 recteur de l'université de Coton, puis de Rennes (1979-1981), avant de retrouver l'enseignement à l'université de Metz-Moselle (1981-1983), puis à partir de septembre 1980, M. Garagnon est directeur du cabinet de M. Michel Noir, président de la Communauté urbaine de Lyon.



**Châteauneuf : un ensemble monumental au confluent de la Seine et de la Marne.**

— 354 —

**RENNES ATALANTE**  
11,  du Clos-Courtal  
35700 Rennes  
Tél. : 99-63-28-28















## BILLET

## Déprime salariale

Traditionnellement, les salaires français réagissent à contretemps. Lorsqu'un ralentissement économique se dessine, les rémunérations continuent sur leur lancée. En revanche, lorsque l'activité repart, elles suivent le mouvement avec retard. Cette fois, constate une étude du ministère du travail, les salaires sont à l'unisson de la situation économique. C'est-à-dire déprimés.

« L'année 1992 a inscrit dans la fin d'un cycle initié en 1988. Les hausses de salaires, avec un décalage par rapport à l'activité, sont en phase de ralentissement et se normalisent », relève le ministère. Désormais, l'indice des prix n'est plus une référence absolue dans la fixation des rémunérations. Selon les estimations, on serait passé d'une indexation parfaite à une indexation partielle, les augmentations générales ne représentant plus que 70 % à 80 % du coût de la vie.

Quant aux autres éléments salariaux, dont le développement a été très marqué ces dernières années, ils méritent eux aussi la part. Non seulement le nombre d'accords d'intéressement est en baisse, mais la dégradation de leurs bilans interdit à nombre d'entreprises d'y consacrer quoi que ce soit. Par ailleurs, l'individualisation des rémunérations paraît s'essouffir, bien qu'elle concerne aujourd'hui 57 % des salariés contre 45 % en 1988. Les progressions sont donc plus homogènes (les accords d'entreprise prévoient des hausses comprises entre 2,9 % et 3,2 % en moyenne pour 1992 selon les secteurs), ce qui contribue à réduire légèrement l'éventail des rémunérations.

Le ministère du travail ne relève « aucune tension à la hausse » et prévoit que « la modération salariale esquivée en 1991 se poursuivra au moins jusqu'à la fin de l'année 1992 ». Il s'attend malgré tout à un gain de pouvoir d'achat de 0,9 % cette année pour le taux de salaire horaire. Peut-on au moins espérer que cette réduction du coût du travail pourra contenir la progression du chômage ? Hélas, c'est très improbable. En effet, on constate que, au contraire des salaires, l'emploi s'adapte presque immédiatement aux variations de la conjoncture et réagit davantage à la baisse qu'à la hausse. Si le commerce extérieur de la France engrange les bénéfices de la stratégie de « déflation compétitive », l'emploi et — dans une moindre mesure — les salaires en subissent les conséquences.

JEAN-MICHEL NORMAND

Les pouvoirs publics ont donné leur feu vert

## France Télécom entre dans le capital de Sema Group

Le dossier Sema Group a enfin été bouclé. Après plusieurs semaines d'attente, les pouvoirs publics ont donné, jeudi 15 octobre, leur feu vert à l'entrée de France Télécom dans le capital de la deuxième société de services informatiques française. L'accord est à la fois industriel et financier. Le volet capitalistique est sans surprise. La trame en avait été définie par les deux partenaires dès cet été et le patron de la Sema, M. Pierre Bonelli, en avait d'ailleurs lui-même esquissé les grandes lignes le 10 septembre dernier.

Tout l'édifice repose sur un réaménagement de la participation de Paribas. La banque d'affaires va transférer les 39,1 % du capital qu'elle détient dans la Sema à une société holding, dont France Télécom aura 49,9 % des parts et Paribas 50,1 %. La banque conserve les

droits de vote attachés à sa participation de 39 %. Le montant total de la transaction est de l'ordre de 750 millions de francs. Paribas et France Télécom sont engagés par un pacte d'actionnaires d'une durée de cinq ans. Cap Gemini Sogefi, qui avait acquis une participation dominante de 28,2 % dans le capital de la Sema, sa grande rivale, n'a semblé-t-il pas souhaité se désengager à l'occasion de ce réaménagement.

Dans le domaine industriel, France Télécom et Sema Group ont prévu de créer deux joint-ventures. La première dans le domaine des logiciels liés aux télécommunications, la seconde dans le « facilities management » (gestion de l'informatique pour le compte de tiers).

L'administrateur provisoire d'Air Littoral est notamment chargé d'éviter « toute opération irréversible pouvant mettre en cause la pérennité de l'entreprise et la sécurité des emplois », ce qui comprend l'annulation de l'assemblée générale extraordinaire prévue le 27 octobre.

C. M.

Face à la récession la plus grave depuis les années 30

## La baisse des taux britanniques ne clarifie pas la stratégie économique de MM. Major et Lamont

Face à la brutale dégradation du climat politique, économique et social, M. John Major, premier ministre britannique, et M. Norman Lamont, chancelier de l'Échiquier, ont annoncé, vendredi 16 octobre, une réduction, d'un point, du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre sur le marché monétaire. Déjà ramené de 10 % à 9 % le 22 septembre, après la sortie de la livre sterling du mécanisme de change du système monétaire européen (SME), le loyer de l'argent est désormais outre-Manche de 8 %, au plus bas depuis juin 1991. Il est inférieur à celui pratiqué en Allemagne. Les banques commerciales ont immédiatement répercuté cette baisse dans leurs tarifs, ménages et entreprises bénéficiant ainsi d'un allègement immédiat de leurs charges financières.

Prise et annoncée dans la précipitation, cette décision, combinée à la dévaluation du sterling enregistrée depuis la mi-septembre, devrait, selon M. Lamont, favoriser un retour à une croissance sans inflation. La Grande-Bretagne traverse actuellement la plus profonde et la plus longue récession qu'elle ait jamais connue depuis les années 30.

Ces baisses des taux et de la livre ne risquent-elles pas de relancer l'inflation ? M. Lamont a, dans un communiqué rendu public vendredi, expliqué que « les études sur les anticipations inflationnistes mettent en évidence les pressions continues à la baisse », précisant que « l'indice des prix à la production, hors alimentation, boissons et tabac, n'avait augmenté (en septembre) que de 2,6 % par rapport à l'an dernier. Il n'y a pas eu de taux plus faible depuis 1969 ».

Accueillie favorablement à la Bourse de Londres et dans les

milieux industriels britanniques, cette baisse des taux d'intérêt menace d'affaiblir encore la livre sterling. A ce sujet, M. Lamont estime que « le taux de change (de la livre) a fluctué autour d'un niveau qui, dans les conditions actuelles, ne fait pas peser de menaces sur les objectifs du gouvernement en matière d'inflation ».

Les analystes craignent cependant que la décision des autorités britanniques ne provoque une nouvelle chute de la devise britannique sur les marchés des changes et ne reporte à un délai très lointain la perspective d'un retour de la livre dans le SME. Ils s'inquiètent surtout de la persistance d'un grand flou dans la stratégie économique du gouvernement britannique. D'ores et déjà, certains commencent à parier sur une nouvelle baisse des taux.

E. I.

(Voir page 3 l'article de Laurent Zechin)

Dans une entreprise de porcelaine de Limoges

## L'inspection du travail refuse le licenciement d'une déléguée CGT

L'inspection du travail a refusé, mardi 13 octobre, le licenciement d'une déléguée CGT de l'entreprise de porcelaine Limoges-Castel, M<sup>me</sup> Brigitte Maximilien, accusée par sa direction d'avoir fait une « démarche calomnieuse et diffamatoire » en accusant son entreprise d'estampiller « Limoges » des porcelaines qui auraient été importées d'Allemagne.

Selon lui, les décalquages qui ont alerté la CGT sont toutes en passe d'être licenciés : « Si j'avais voulu faire de la contrefaçon, ce n'est certainement pas à elles que j'aurais confié ce travail ».

Durement frappée par la crise

Limoges-Castel, comme toute la porcelaine limousine, est, depuis plusieurs mois (notamment depuis la guerre du Golfe), durement frappée par la crise. Ses effectifs sont passés de 150 à 110 salariés.

Néanmoins, le 21 septembre, une inspection du travail a constaté qu'une coupelle posée sur un chariot situé dans l'atelier décorait bien la double

estampille, identique à celle photocopiée dans le courrier de M<sup>me</sup> Maximilien. Elle a donc estimé que « le caractère diffamatoire et calomnieux du courrier peut être contesté puisque M<sup>me</sup> Maximilien s'est contentée de décrire des faits constatés par elle » et que l'inspection du travail est « en mesure de confirmer ». L'accusation de fausseté est donc rejetée : l'inspection du travail demande le rétablissement de la salariée dans son poste de travail et sa réintégration lors de la période de mise à pied.

Reste à savoir l'attitude que prendra la direction avant qu'elle soit connue. M. Decoster se déclare « décidé à poursuivre l'affaire en justice » au cas où le licenciement serait refusé.

GEORGES CHATAIN

Ultimatum des entreprises de manutention

## La grève des dockers se durcit à Bordeaux

BORDEAUX

de notre correspondant

La grève qui paralyse le port de Bordeaux depuis le 28 septembre s'est encore durcie, vendredi 16 octobre. Les entreprises de manutention ont en effet adressé un ultimatum aux dockers, ne leur laissant que quatre jours pour arrêter leur grève, faute de quoi les entrepreneurs « retireraient l'ensemble des mesures ajoutées en complément du plan social gouvernemental ».

Près de vingt bateaux sont en attente de déchargement, à quel qu'il soit l'entrée de l'estuaire de la Gironde. Les exportations de vin et de céréales, qui représentent

près de 80 % du trafic du port de Bordeaux, sont interrompues. Selon l'administration portuaire, la perte serait de l'ordre de 150 000 tonnes en comptant les navires qui ont « brûlé l'escalier », préférant accoster à Nantes ou à Rochefort où leur cargaison sera normalement déchargée.

En vue de la fin du début de l'été, le conflit des dockers s'est ramené à propos de la mise en œuvre de la loi limitant leur statut. En juillet dernier, un accord-cadre a été conclu entre les dockers bordelais et les entreprises de manutention. Il fixe les grandes orientations du plan social aux termes duquel 180 des 280 dockers cesseraient leur activité. Parmi les 100 dockers restants, 65 doivent être mensualisés et les autres relever d'un statut d'intérimaires.

Maintenir certaines prérogatives

Les négociations échouent sur les garanties d'emploi de ces derniers et, plus globalement, sur l'organisation du travail sur les quais. Les entreprises de manutention entendent en effet assumer désormais la complète maîtrise de cette organisation. Les dockers CGT s'efforcent, quant à eux, de maintenir une partie de leurs anciennes prérogatives.

Le ton monte actuellement. Il est avéré par un contexte économique particulièrement difficile : le port de Bordeaux est en effet depuis plusieurs années en « sérieuse perte de vitesse ». Outre l'ultimatum des entrepreneurs de manutention, le Syndicat des importateurs de bois a engagé, vendredi 16 octobre, une action en référé dont le jugement sera rendu lundi 19. Les importateurs demandent l'accolade libre à leurs entrepôts situés dans l'enceinte du port actuellement bloquée par les grévistes. Ils veulent en effet pouvoir récupérer les livraisons de bois qui s'y entassent depuis plus de quinze jours.

GINETTE DE MATHA

Baisse de la production et chute des exportations

## L'activité américaine toujours au ralenti

L'économie américaine fonctionne toujours au ralenti. Les deux indicateurs rendus publics vendredi 16 octobre (le commerce extérieur d'août et la production industrielle de septembre) confirment en effet les craintes exprimées par nombre d'économistes outre-Atlantique d'un « troisième plongeon dans la récession ».

Le candidat-président M. George Bush avait expliqué jeudi soir, lors du dernier débat télévisé avec ses adversaires, MM. Clinton et Perot, que la reprise américaine allait être tirée par les exportations. Les statistiques publiées par le département du commerce, vendredi 16, contredisent cette analyse. Les ventes américaines à l'étranger ont en effet connu en août leur plus important recul depuis plus de cinq ans, provoquant un brusque gonflement du déficit commercial.

Les exportations américaines, de 35,3 milliards de dollars, ont en fait chuté de 6,1 % en août par rapport à juillet — une telle baisse n'avait pas été relevée depuis celle de 6,9 % d'août 1987. Cette contraction des ventes à l'étranger — notamment celles des produits aéronautiques, automobiles et chi-

miques — a lieu malgré un dollar extrêmement compétitif. Elle est liée, notamment, au ralentissement de la demande en provenance des pays d'Europe de l'Ouest.

Conséquence de la faiblesse de l'activité aux États-Unis, les importations américaines sont aussi en baisse en août, de 1,3 %, atteignant 44,5 milliards de dollars. Le déficit commercial est, en définitive, à nouveau en forte augmentation : il a été de 9 milliards de dollars en août, le plus mauvais chiffre depuis vingt et un mois, note le département américain du commerce. Le déficit avait été de 7,3 milliards en juillet. Pour les huit premiers mois de 1992, le déficit cumulé atteint déjà 51,9 milliards de dollars, soit 20 % de plus que lors de la même période en 1991.

La Réserve fédérale a par ailleurs indiqué que la production industrielle avait baissé de 0,2 % en septembre, après une diminution de 0,4 % en août. Le taux d'utilisation des capacités de production a baissé de 0,3 point, se situant à 78,4 %, sous les niveaux atteints l'an dernier à la même époque.

Un rapport du GATT

## Le protectionnisme reste une pratique majeure au Japon

Si le Japon « rendable d'efforts pour maîtriser un excédent commercial croissant », il ne jouera pas pleinement le jeu des règles commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), dont il est pourtant signataire. C'est en tout cas ce qui ressort du bilan mitigé publié mardi 14 octobre par le conseil de l'organisation internationale sur les pratiques commerciales nipponnes. Le rapport relève les efforts du Japon pour réduire ses excédents commerciaux en facilitant depuis deux ans l'accès de son marché aux produits étrangers, notamment industriels. Si les effets de cette politique ne sont pas encore très visibles, le GATT souligne que les mesures prises par le gouvernement

nippon pourraient « entraîner un accroissement des achats à l'étranger de 5 milliards de dollars au cours des dix-huit mois à venir ». Mais le GATT s'interroge sur « la raison d'être économique » de ces mesures, car, selon l'organisme, « elles risquent même d'aggraver l'excédent commercial dans la mesure où l'accès à des importations moins coûteuses contribue à stimuler les exportations ». De plus, le rapport accuse la troisième puissance commerciale du monde de maintenir l'une des agricultures les plus protégées du monde industrialisé et de « favoriser le développement d'un commerce enclavé dans certains domaines sensibles » pour éviter les frictions commerciales avec ses partenaires.

Selon l'INSEE

## L'emploi salarié s'est dégradé en 1991

Alors que l'économie française (hors agriculture) avait créé plus de 160 000 emplois en 1990, elle en a perdu 96 800 en 1991, soit une baisse de 0,7 % en un an, selon les statistiques corrigées des variations saisonnières diffusées, vendredi 16 octobre, par l'INSEE. Selon des données encore provisoires, les effectifs salariés auraient de surcroît perdu plus de 31 000 emplois supplémentaires au premier semestre 1992, soit une nouvelle baisse de 0,2 %.

En 1991, cette dégradation de l'emploi salarié a d'abord affecté l'industrie qui a perdu près de 120 000 emplois (dont 43 000 dans le seul secteur des biens de

consommation et près de 37 000 dans celui des biens d'équipement). Avec plus de 23 000 emplois perdus, le secteur du bâtiment a, pour sa part, vu ses effectifs régresser de 1,8 % en un an. À l'inverse, le secteur tertiaire a créé plus de 45 000 emplois l'an dernier, soit une hausse de 0,5 %, essentiellement dans les secteurs des services, des transports et des télécommunications.

Cette révision à la baisse des statistiques de l'emploi est liée, selon l'INSEE, à la prise en compte de la situation des établissements de moins de dix salariés où l'emploi a fortement reculé.

EN BREF

■ Charlie-Hebdo, le Journal des objets et des Roques à nouveaux objets dans les casernes. — Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a supprimé, vendredi 16 octobre, les intentions de suppression de certaines publications dans les encintes militaires, « conformément à l'esprit d'ouverture et de dialogue décidé depuis le début de cette année ». Les trois publications concernées sont l'hebdomadaire satirique Charlie-Hebdo, le Journal des objets et des Roques, organe de presse de la Ligue communiste révolutionnaire, précise le ministre de la défense dans un communiqué. Décidées en 1974 et en 1980, ces interdictions visaient à l'origine neuf publications, mais six d'entre elles ont cessé de paraître depuis.

■ Air France : le plan social rejeté à l'unanimité par le comité central d'entreprise. — Le plan de « retour à l'équilibre » présenté, vendredi 16 octobre (Le Monde du 17 octobre), par la direction d'Air France au comité central d'entreprise (CCE), a été rejeté à l'unanimité, selon des sources syndicales. Le volet social de ce nouveau plan, qui n'épargne aucun secteur de la compagnie, comporte 1 500 suppressions d'emplois supplémentaires (portant à 5 000 les réductions d'effectifs totales de 1991 à 1993) et prévoit une révision du statut du personnel.

■ Pratt and Whitney (moteurs d'avions) accélère le rythme de ses suppressions d'emplois. — Le fabricant américain de moteurs d'avions Pratt and Whitney va accroître le nombre de ses suppressions d'emplois et en accélérer le rythme. En janvier, la compagnie avait annoncé qu'elle voulait supprimer 5 000 emplois d'ici 1995 sur les 44 000 qu'elle comptait alors. Vendredi 16 octobre, elle a annoncé 4 800 suppressions d'emplois d'ici juin 1993, en plus des 2 400 qu'elle réalisera cette année. Ce sont donc 7 200 emplois au total qui seront supprimés avec un an et demi d'avance sur le calendrier initial.

■ Les travaux du métro Météor retardés par une décision de justice. — Le tribunal administratif de Paris a annulé, jeudi 15 octobre, un arrêté du préfet de Paris permettant d'engager les travaux de la ligne Météor dans le quartier du Châtelet et des Halles. Ce jugement, rendu à la demande de révo- cation, « ne conteste pas l'intérêt général de cette opération », il est motivé seulement par la précision, jugée insuffisante par le tribunal, de l'avis d'enquête publique, indique la RATP en annonçant sa décision de faire appel de ce jugement. Météor doit relier la station Tolbiac (13<sup>e</sup> arrondissement) à la place de la Madeleine ; sa mise en service est prévue en 1998.



هكذا من الامم

# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 12 AU 16 OCTOBRE 1992

## PARIS

### Le calme après la tempête

INDICE CAC 40

+0,45%

Il était temps de faire une pause et de tenter de reprendre nos esprits après avoir pris en pleine figure la crise monétaire et avoir perdu plus de 11 % entre le 20 septembre et le 9 octobre. Cette explication d'un boursier résume bien le sentiment général alors que la Bourse de Paris, après trois semaines consécutives de baisse, pour effacer la désillusion des lendemains du référendum, a enregistré une petite hausse de 0,45 % d'un vendredi à l'autre.

Rien de spectaculaire, bien au contraire, car cette reprise est plutôt le reflet d'une grande lassitude des investisseurs que d'un retour à l'optimisme. A preuve, les transactions ont été extrêmement faibles tout au long de la semaine. Mais l'heure n'est plus aux réactions désordonnées. Après avoir été assommées par l'accumulation de mauvaises nouvelles sur l'évolution des taux d'intérêt, des monnaies et la rentabilité des entreprises, les investisseurs tentent de bâtir de nouveaux scénarios et d'établir de nouvelles stratégies.

Le retour à un calme relatif sur les marchés monétaires et la baisse des taux à court terme en France - de 13 % à un peu plus de 11 % - leur en offrent l'occasion. Au-delà des incertitudes électorales aux Etats-Unis et en

France, les analystes soupçonnent les chances d'une baisse significative des taux d'intérêt en Europe, seule susceptible à leurs yeux de redonner un peu de croissance et d'enrayer la constante révision en baisse des estimations de bénéfices des entreprises. La diminution de 1 % vendredi des taux britanniques, le jour où commençait le conseil européen de Birmingham, a pu conforter les plus optimistes, mais ils sont peu nombreux. La majorité des analystes n'attend pas de réelle détente monétaire avant le premier semestre 1993. La Bundesbank n'a d'ailleurs pas modifié d'un iota jeudi, au cours de sa réunion bimensuelle, sa politique monétaire. La banque centrale allemande considère que l'inflation et la croissance monétaire outre-Rhin sont toujours trop élevées. En septembre, l'inflation ouest-allemande a atteint 3,6 % en rythme annuel.

#### Cinq ans après le krach de 1987

Pour les plus pessimistes, le salut des marchés d'actions n'est pas pour demain et il leur faudra faire le gros dos jusqu'aux élections législatives de mars en France. Car si la guerre-éclair contre le franc a échoué, les marchés des changes continueront à exercer une pression, en partant du principe que l'économie française ne pourra supporter longtemps des taux élevés pour soutenir sa

monnaie. Dans cette logique, les marchés monétaires et de changes pourraient être victimes de temps à autre de bouffées spéculatives.

Et puis, à plus brève échéance, la place parisienne va devoir gérer les sautes d'humeur de Wall Street. L'élection présidentielle américaine aura lieu dans un peu plus de deux semaines, et les Bourses européennes, en général, et Paris, en particulier, sont toujours directement influencées par les soubresauts du marché new-yorkais. Finalement, le répit enregistré cette semaine est vraiment le bienvenu pour permettre aux investisseurs de penser les plaies et de reconstruire leurs forces avant de s'attaquer dignement, lundi, l'anniversaire - cinq ans après - du krach du lundi 19 octobre 1987.

A l'image de l'ensemble de la semaine, la séance du lundi 12 octobre s'est caractérisée par une très grande étroitesse du marché. Et comme tous les lundis depuis maintenant plusieurs semaines, la journée a commencé sur une baisse assez nette puis qu'elle a dépassé un moment 1 %. Un accès de faiblesse lié une nouvelle fois à des tensions monétaires, baisse du dollar et hausse du mark, fort heureusement de courte durée. En fin de séance, l'indice CAC 40 finissait la semaine et ne perdait finalement que 0,14 %.

Divine surprise le lendemain, où, dans la foulée de la reprise, la veille au soir de Wall Street, la

Bourse de Paris, bien orientée dès l'ouverture, ne cessait ensuite d'accroître son avance pour gagner finalement en clôture 1,82 %, toujours dans un marché étroit.

Un flagrant déficit d'optimisme qui était corrigé tout de suite mercredi. Avec toujours très peu d'échanges, la Bourse parisienne ouvrait en baisse et accentuait ensuite régulièrement ses pertes, affectée à la fois par la baisse du dollar et plus encore par la publication du rapport mensuel de la Bundesbank dans lequel elle affirmait qu'elle poursuivait sa politique de maîtrise de la croissance monétaire et de lutte contre l'inflation. En clôture, le CAC 40 perdait 1,02 %. Le lendemain, jeudi, la Bourse de Paris cédait à nouveau au découragement devant l'absence, attendue, d'initiative de la Bundesbank et à la suite de nouvelles publications de résultats semestriels décevants. Le recul atteignait 1,07 % en fin de séance.

Enfin, vendredi, la Bourse de Paris semblait bien orientée et, après l'annonce en milieu de journée d'une baisse de ses taux par la banque d'Angleterre, gagnait à un moment plus de 2 %. Les l'ouverture en baisse de Wall Street ramenait les investisseurs à plus de prudence, surtout avant le week-end, et la séance se concluait sur un gain de 0,88 %.

ERIC LESER

## NEW-YORK

### Remontée

Wall Street

+12%

Wall Street a remonté la pente d'un vendredi à l'autre, grâce avant tout aux espoirs d'une nouvelle baisse de ses taux d'intérêt par la Réserve fédérale (Fed) au cours des premiers jours de la semaine. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inscrit vendredi en clôture à 3 174,41 points, en hausse de 37,83 points (+1,2 %).

Une déclaration de M. Alan Greenspan, président de la Fed, le week-end dernier, suggérant une baisse des taux d'intérêt avant les élections présidentielles américaines, et la rencontre de M. Greenspan avec son homologue japonais à Tokyo mardi, ont alimenté la hausse pendant les premiers jours de la semaine. La grande Bourse new-yorkaise s'est toutefois repliée vers la fin de la semaine, lorsqu'il a paru évident qu'une intervention immédiate de la Fed sur sa politique monétaire n'aurait pas lieu.

En outre, un certain nombre de nouvelles défavorables émanant des sociétés ont refroidi l'ardeur des investisseurs. Ce fut le cas après l'annonce par IBM d'une perte nette de 2,8 milliards de dollars au troisième trimestre 1992 et après la publication par Philip Morris de prévisions d'une baisse de 10 % des livraisons de tabac et

de cigarettes aux Etats-Unis au quatrième trimestre.

En revanche, les statistiques économiques de la semaine, bien que peu encourageantes, n'ont pas eu d'impact sur Wall Street. Selon les analystes, le marché est désormais habitué aux mauvais chiffres concernant la croissance et de ce fait presque immunisé. Sur le marché obligataire, le taux moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale valeur de référence, est resté presque inchangé pour s'établir vendredi à 7,52 % contre 7,51 % la semaine passée.

Indice Dow Jones du 16 octobre : 3 174,41 (c. 3 136,58).

	Cours 9 oct.	Cours 16 oct.
Alcoa	64 1/4	64 3/8
AT&T	41 3/4	42 1/4
Bell	38 3/8	38 3/8
Chase Manhattan	21	22 1/2
Du Pont de Nemours	48 1/4	47 1/2
Eastman Kodak	41 1/8	41 1/8
Exxon	61 5/8	63 1/4
Ford	34 3/4	37 1/2
General Electric	75	76 1/4
General Motors	29 1/8	29 3/8
Goodyear	60 1/8	62 1/8
IBM	78 3/8	70 3/4
International Paper	64 5/8	65 3/4
ITT	51 5/8	52
McKee	70 1/2	73 3/4
Schlumberger	67 1/2	68 1/4
Texas	60 1/4	62
U.S. Steel	112 1/8	116 3/4
Union Carbide	12 1/2	13
United Tech.	45 7/8	46 1/2
Westinghouse	14 5/8	11 3/4
Xerox	76 1/2	78 3/8

## TOKYO

### Reprise

Les cours se sont

+1,8%

repris cette semaine à la Bourse de Tokyo malgré un faible volume d'échanges. Le Nikkei a terminé vendredi à 17 369,81 points, en hausse de 310,03 points (1,8 %) sur la clôture de vendredi dernier. La semaine dernière, il avait perdu 264,29 points. Le volume quotidien des échanges a semblé contracté avec 204,9 millions d'actions échangées en moyenne contre 271,9 millions au cours de la semaine précédente.

Lundi et mardi, le marché a été soutenu par des achats d'investisseurs institutionnels japonais et d'opérateurs étrangers, qui estimaient que les prix étaient au plus bas. Par ailleurs, les milieux financiers s'attendaient à ce que le président de la Réserve fédérale américaine, M. Alan Greenspan, en visite à Tokyo de lundi à jeudi, demande à la Banque du Japon de réduire son taux d'escompte. Rien n'indiquait toutefois que ce sujet ait effectivement été abordé. Des achats d'arbi-

trage liés à l'indice ont également contribué à la hausse. Mercredi, les cours ont marqué le pas. Le marché s'est repris jeudi, aidé par des achats liés à l'indice, sur des rumeurs d'une possible baisse du taux de base en Allemagne.

La démission mercredi de l'éminent grise du parti libéral-démocrate (PLD - au pouvoir), M. Shin Kanemaru, impliqué dans un scandale de corruption, a eu son effet sur le marché. Le Nikkei a perdu 111,11 points, pour finir à 17 258,70 points. L'indice a toutefois retrouvé son niveau de la veille au cours de la semaine précédente.

Indices du 16 octobre : Nikkei, 17 369,81 (c. 17 059,78) ; Topix, 1 313,27 (c. 1 303,14).

	Cours 9 oct.	Cours 16 oct.
Alcoa	1 270	1 300
Boeing	1 100	1 110
Canon	1 230	1 260
Fuji Bank	1 750	1 750
Honda Motor	1 240	1 230
Mitsubishi Electric	1 110	1 130
Mitsubishi Heavy	948	963
Sanyo Corp.	3 350	4 080
Toshiba Motors	1 440	1 480

## LONDRES

Grâce aux taux +0,9%

L'anticipation d'une baisse des taux d'intérêt britanniques, qui s'est finalement matérialisée vendredi, a soutenu la tendance tout au long de la semaine à la Bourse de Londres, même si les gains restent modérés du fait de l'aggravation de la crise économique en Grande-Bretagne et des critiques lancées de tous côtés contre le gouvernement.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a enregistré un gain hebdomadaire de 22,7 points (0,9 %) à 2 563,9 points. Les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt avaient été relancés en début de semaine par une diminution des taux d'Abbey National, la deuxième société de crédit immobilier de Grande-Bretagne. Mais ces espoirs s'étaient ensuite dissipés, en raison d'un maintien des taux de la Bundesbank et les valeurs boursières avaient viré à la baisse en milieu de semaine. C'est pourquoi l'annonce, vendredi, d'une baisse d'un point des taux britanniques, à 8 %, a initialement eu un fort impact.

Indices « FT » du 16 octobre : 100 valeurs 2 563,9 (c. 2 541,20) ; 30 valeurs 1 872,3 (c. 1 865,20) ; mines d'or 67,1 (c. 72,60) ; fonds d'Etat 92,03 (c. 89,62).

	Cours 9 oct.	Cours 16 oct.
Allied Lyons	6,05	6,11
BP	2,15	2,22
BT	4,83	4,78
Calsonic	4,38	4,38
De Beers	15,88	15,37
Glaxo	7,72	7,86
GUS	13,38	13,38
Hechtel	10,63	10,27
Kearney	12,34	12,34
RTZ	5,92	5,87
Shell	5,20	5,32
Unilever	10,17	10,53

## FRANCFORT

Sans conviction +1,5%

Petit redressement cette semaine à la Bourse de Francfort qui a renoué avec la hausse dans des échanges peu étonnés et dans un marché toujours très nerveux et incertain. L'indice Dax a progressé de 21,95 points, finissant la semaine à 1 461,61 points, en hausse de 1,5 %, alors que l'indice Commerzbank a gagné 10,1 points à 1 636,90 points (+0,6 %).

Cette relative fermeté est à mettre sur le compte du redressement des autres places internationales et de nouveaux espoirs de voir les taux allemands baisser malgré l'annonce jeudi par la Bundesbank d'une politique monétaire inchangée. Selon la Dresdner Bank, les prévisions économiques défavorables pour l'Allemagne ont conduit les analystes à réviser de nouveau à la baisse les pronostics sur les bénéfices des entreprises.

Si la persistance d'un environnement économique morose laisse augurer un mouvement à venir de baisse des taux d'intérêt, en attendant la cote continuera à réagir avec frilosité à la moindre mauvaise nouvelle, estiment les analystes.

Indice DAX du 16 octobre : 1 461,61 (c. 1 439,66).

	Cours 9 oct.	Cours 16 oct.
AEG	152,80	153,10
SAS	204,80	207,40
Sayer	247,50	246,90
Commerzbank	238,50	261,70
Dresdnerbank	637,20	653
Hochtief	218,70	221
Karstadt	485	507
Mannesmann	215,50	214
Siemens	545,50	548,50
Volkswagen	255,40	268

## Agroalimentaire

	16-10-92	DIF.
Bouygues	3015	+ 84
BSN	385	+ 11
Edisud Bégin	822	+ 22
Forpagriens Bel	3225	+ 34
LYNH	3570	+ 24
Perrier-Bégin	285,10	+ 1
Stylo-Cat	153	+ 4,80
Sol-Les	1016	+ 23

## Assurances

	16-10-92	DIF.
AGF	390	+ 2
AXA	710	+ 20
GAN	280	+ 24,70
Group Vie	750	+ 43
SCOR SA	332	+ 4
UAP	377,70	+ 7,70

## Bâtiment et matériaux

	16-10-92	DIF.
Bouygues	440,90	+ 18,10
Chemin Français	300	+ 5
Colas	670	+ 41
Eurochem	31	+ 0,80
Forpagriens	785	+ 18
GTN Entreprise	275,50	+ 33,10
Inerco Phénix	108,60	+ 2,60
Jean Lefebvre	985	+ 60
Lafarge-Corbeil	287	+ 4,30
Pellat	180	+ 10
Saint-Gobain	470	+ 15,40
SCE	147	+ 7,50
Sole Solagro	234	+ 10

## Chimie

	16-10-92	DIF.
Alc. Liquide	724	+ 9
Alc. Sol	1 010	+ 30
Geac	427	+ 8
Geac	427	+ 8
Geac	427	+ 8
Geac	427	+ 8
Geac	427	+ 8
Geac	427	+ 8
Geac	427	+ 8
Geac	427	+ 8

## Consommation non alimentaire

	16-10-92	DIF.
BNP	983	+ 63
Cheminier Dior	275	+ 18
Cheminier	480	+ 30
DNAC	282	+ 5
EBF	780	+ 10
Embr.	347	+ 33
Group André	692	+ 10
L'Oréal	808	+ 8
Moulinex	81	+ 21,20
Salomon	1300	+ 10
SEL	324,90	+ 35,10
Sonac	1085	+ 22
Yves Saint Laurent	632	+ 47
Zodiac	1182	+ 42

## Credit et banques

	16-10-92	DIF.
Comp. Benoit	356,70	+ 10,10
BNP CI	351,50	+ 1,80
Cheminier	812	+ 15
Comp. int.	198	+ 15
CCF	190,80	+ 1,10
GFF	782	+ 28
CLF	287	+ 1,80
Credit Lyonn.	287	+ 1,50
Credit Nat.	952	+ 78
Société Générale	634	+ 7
SOVAC	775	+ 10
UFG Local	175	+ 27
URC	478	+ 7,80
Via Banque	205	+ 13

## Electricité et électronique

	16-10-92	DIF.
Alcatel-Alsthom	813	+ 21
CESE	35	+ 15
Interactif	470	+ 64
Labinal	538	+ 64
Legend	3 750	+ 80
Micro	1 672,20	+ 2,80
Micro-Gate	401	+ 25
Radotech	280	+ 25
Sagem	1 840	+ 110
Selex	780	+ 8
Stentor	716	+ 8
Thomson CSF	115,80	+ 6,80

## Distribution

	1-10-92	DIF.
Alcatel-Alsthom	1 480	+ 8
Ben Marché	485	+ 27
Carrefour	2 220	+ 27
Carrefour	131,10	+ 6,50
Carrefour	434	+ 14,50
Carrefour	340	+ 1,50
Carrefour	1 084	+ 10
Carrefour	387	+ 10
Carrefour	1 750	+ 10
Carrefour	1 448	+ 83
Carrefour	780	+ 10
Carrefour	581	+ 31

## Immobilière et foncier

	16-10-92	DIF.
Lucie	-	-
Office	-	-
Silva	377	+ 2
Silva	515	+ 3
Silva	350	+ 2,40
Silva	408,50	+ 22

## Investissement et portefeuille

	16-10-92	DIF.
Amis et Assoc.	212	+ 8
Belfort	835	+ 85
Capgem	70,96	+ 11,96
CEP	807	+ 56
CEP	1 025	+ 56
CEP	1 025	+ 56
CEP	1 025	+ 56
CEP	1 025	+ 56
CEP	1 025	+ 56
CEP	1 025	+ 56
CEP	1 025	+ 56

## Métallurgie, mécanique

	16-10-92	DIF.
Commissariat	180	+ 8
Commissariat	355	+ 24
Commissariat	1 400	+ 210
Commissariat	258	+ 4
Commissariat	258	+ 4
Commissariat	188	+ 10,10
Commissariat	88,50	+ 3,50
Commissariat	242	+ 11,50
Commissariat	180	+ 1
Commissariat	180	+ 1
Commissariat	688	+ 41
Commissariat	621	+ 18
Commissariat	125	+ 8

## Mines d'or, diamants

	16-10-92	DIF.
Anglo-American	90	+ 4,20
Anglo-American	22,90	+ 8,50
Anglo-American	54,90	+ 5,40
Anglo-American	38,70	+ 1,05
Anglo-American	11,35	+ 0,55
Anglo-American	37,70	+ 0,70
Anglo-American	12,80	+ 0,70
Anglo-American	18,70	+ 0,55
Anglo-American	32,65	+ 10,55

## Pétrole

	16-10-92	DIF.
BP-France	35,10	+ 1,50
Elf-Aquitaine	351,30	+ 7,30
Elf-France	240	+ 7
Elf-France	714	+ 3
Elf-France	221,40	+ 7,40

## Sicomi on ex-sicomi

	16-10-92	DIF.
Sicomi	636	+ 9
Sicomi	221	+ 3
Sicomi	208	+ 3
Sicomi	370	+ 10
Sicomi	491	+ 7
Sicomi	659	+ 10
Sicomi	118,30	+ 0,70
Sicomi	244	+ 11

## Transports, services

	16-10-92	DIF.
Aer	491	+ 44
BIS	189	+ 13
Comp. Plus	959	+ 22
Comp. Plus	153	+ 8,50
Comp. Plus	250	+ 10
Comp. Plus	247	+ 13,90
Comp. Plus	348,90	+ 1
Comp. Plus	187	+ 1
Comp. Plus	2000	+ 1
Comp. Plus	324	+ 27,60
Comp. Plus	1840	+ 81
Comp. Plus	128,80	+ 10,40



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Les grands emprunteurs paient le prix fort

Très attendu, l'énorme emprunt que la Suède vient d'émettre en Allemagne pour une durée de cinq ans restera certainement comme un des événements marquants du dernier trimestre de cette année, sur le marché international des capitaux. Sa taille, de 2,5 milliards de marks, n'est pas à le mettre en évidence. C'est la plus volumineuse opération européenne jamais lancée outre-Rhin. Sa réussite est incontestable. Les titres ont trouvé preneur dans de nombreux pays, en Europe et en Asie. Ils ont suscité l'intérêt des investisseurs professionnels, mais également du grand public. Pour le comparatisme du mark, l'affaire est importante car elle confirme le rôle éminent que cette monnaie est appelée à jouer sur l'euro-marché des capitaux. Elle justifie les ambitions de Francfort en tant que place financière. Deux établissements étaient chargés de diriger conjointement cette transaction, un allemand, la Dresdner Bank, et un américain, Morgan Stanley. Normalement, les emprunts en marks ne sont gérés que par une seule banque et cette association a été perçue de façon très positive, comme un signe d'ouverture à la concurrence internationale.

Il est probable que, si la transaction avait été effectuée il y a quelques mois, elle n'aurait pas obtenu un aussi large écho. Durant la première partie de l'année les grands Trésors publics, qui cherchaient à lever des fonds en devises pour des montants considérables, avaient le choix entre plusieurs solutions. Or, tout à tour, les différentes sources de financement sur lesquelles ils comptaient se sont amenuisées, ou

même tarées complètement. A la suite du «crise» due au traité de Maastricht, il n'était plus question de se présenter sur le marché de l'écu. Le compartiment de l'euro-franc français a également beaucoup souffert des incertitudes de la construction européenne. Il a ouvert ses portes mais pour l'instant sa mission principale est de fournir des fonds à des entreprises nationales. Quant au dollar, il subit le poids de la campagne présidentielle américaine et se ressent des craintes d'une remontée du niveau de l'inflation.

#### La Suisse toujours très accueillante

La Hongrie devrait bénéficier dans le courant du mois de novembre d'un nouveau prêt des Douze. La Communauté économique européenne, la CEE, est chargée de se procurer les fonds, ce qu'elle fait vraisemblablement en émettant des obligations sur l'euro-marché. Les spécialistes accordent beaucoup d'importance à ce projet car depuis des années la CEE n'emprunte plus que dans un seul compartiment, celui de l'écu, ce qui a fait de la monnaie européenne le seul moyen d'obtenir l'approvisionnement. Or ce compartiment vient de traverser des moments extrêmement difficiles et depuis trois mois il n'a plus accueilli aucune émission nouvelle. Le choix de la devise d'emprunt sera donc très important. Ce pourrait être l'occasion d'une réouverture du marché de l'écu. Mais rien n'est encore décidé et il se peut fort bien que la CEE s'adresse à un autre marché. La transaction sera d'un montant assez peu élevé, équivalent à 80 millions d'écus pour une durée de cinq à six ans.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Rumeurs incontrôlées

Sur des marchés un peu plus calmes que la semaine précédente — on ne peut pas bouillir tout le temps — les rumeurs les plus diverses ont continué de circuler : nouveau réajustement du système monétaire européen (SME), dévaluation de l'escudo, etc. Néanmoins, presque toutes les monnaies qui étaient sorties du SME ces dernières semaines ont réussi peu ou prou à se stabiliser.

La lire italienne, qui la semaine dernière avait poussé sa dépréciation à 30 %, à 1 000 lire pour 1 mark, s'est tout de même raffermie, sa parité revenant à 877 lire pour 1 mark, sans changement sur huit jours, ce qui correspond, toujours, à une dérive d'environ 15 % par rapport à son ancien cours plancher de 765,40 lire et de 18 % par rapport à son ancien cours pivot de 748 lire, toujours pour 1 mark. Cette parité de 880 lire environ n'est pas éloignée de celle que la Bundesbank demandait au début de septembre (860 lire), soit 12 % de dévaluation, au lieu des 7 % obtenus avant sortie du SME, ce qui rendrait possible une rentrée de la lire dans le

SME dans une fourchette de 850-880 lire. Selon le gouverneur de la Banque d'Italie, M. Carlo Azeglio Ciampi, cette rentrée devrait s'effectuer avant la fin de l'année.

La livre sterling, qui, la semaine dernière, était remontée de 2,43 DM à 2,52 DM après une chute à 2,36 DM, est retombée à 2,44 DM (son ancien cours plancher était de 2,778 DM) en raison de la nouvelle diminution des taux directeurs de la Banque d'Angleterre.

La peseta, dont le cours pivot a été dévalué de 5 % mais dont la dérive a été comprise entre 11 % et 13 % depuis le début de l'été, en raison de la marge étendue de fluctuation (6 % de part et d'autre du pivot), a encore dû être soutenue par la Banque d'Espagne, à 71,60 pesetas pour un mark, non loin de son cours plancher de 72,622 pesetas. En septembre, les réserves de la Banque centrale espagnole ont diminué d'une douzaine de milliards de dollars, se situant aux environs de 60 milliards de dollars, dont beaucoup proviennent d'afflux de capitaux flottants attirés par des taux élevés (près

de 13 %) et des investissements étrangers, en net reflux actuellement. On sait que l'économie espagnole va entrer dans une période difficile, au moins jusqu'en 1994, avec le budget le plus austère depuis 1982.

Le franc français se porte plutôt bien vis-à-vis d'un mark dont le cours est resté inférieur à 3,40 francs. Selon M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, une «petite mollette» des 160 milliards de francs qui ont été absorbés contre des marks par l'Institut d'émission — chiffre très proche de celui de 166 milliards de francs que nous calculons la semaine dernière en analysant le bilan de la Banque — ont été en quelque sorte réinjectés dans le circuit.

Le dollar a évolué en dents de scie, un peu déprimé par les propos de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui n'a pas exclu une nouvelle diminution du taux d'escompte officiel avant l'élection du 3 novembre prochain.

F. R.

## COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 12 OCTOBRE AU 16 OCTOBRE 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc suisse	Franc belge	Franc luxemb.	Franc néerl.	Franc ital.	Franc esp.
London	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
New-York	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Paris	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Zurich	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Frankfurt	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Bruxelles	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Asterdam	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Milan	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tokyo	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Mexico	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Sao Paulo	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Buenos Aires	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Santiago	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Caracas	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Medan	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Manila	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Colombo	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Calcutta	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Bombay	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Jaipur	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Delhi	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Kolkata	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Hyderabad	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Bangalore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Coimbatore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Madurai	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Tirunelveli	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Vellore	1.6600	8.3017	1.8211	2.4490	58.3976	2.7548	71.4638	
Chennai	1							



Les élections municipales au Maroc

L'opposition perd plusieurs grandes villes

Les électeurs de 1 544 communes ont élu, vendredi 16 octobre, leurs conseillers municipaux. Les premiers résultats faisaient apparaître, samedi, des succès notables des petits partis, au détriment des deux principales formations de l'opposition, l'istiglal et l'Union socialiste des forces populaires (USFP).

RABAT

de notre envoyé spécial

A son « cher peuple », Hassan II avait demandé de « se mobiliser » pour les élections municipales comme il l'avait fait, le 4 septembre, lors du référendum constitutionnel, souhaitant qu'il se rende aux urnes, « débordant d'enthousiasme ». A-t-il été entendu ? Sans atteindre le chiffre-record de 99,98 % de la précédente consultation, dont plus d'un Marocain s'était justifié, le taux de participation, selon des résultats partiels qui portent sur le tiers des communes, dépasse, cette fois, 75 %.

On estime, néanmoins, dans les milieux de l'opposition parlementaire, que, compte tenu de la désenchantement profond de la population à l'encontre de la classe

politique, le poids de l'abstentionisme paraît encore bien trop faible pour être crédible. La campagne dont beaucoup s'étaient plus à louer la « dignité », malgré quelques violences qui ont fait, officiellement, cinq morts, n'aurait-elle donc pas débouché sur des élections aussi « transparentes, libres et honnêtes » que les avait promises Hassan II ? Si M. Driss Bazi, ministre de l'intérieur, n'a fait état que de trois « incidents » pendant le déroulement du scrutin – des disputes entre candidats à Marrakech, Meknès et Salé, les partis d'opposition, qui sortent affaiblis de cette consultation, ont relevé de nombreuses irrégularités, notamment le trafic, à titre payant, de cartes d'électeur et la confection de faux procès-verbaux de résultats.

Redistribution des cartes

Toujours est-il que le remodelage des communes – dont le nombre est passé, depuis les municipales de juin 1983, de 858 à 1 544 – et l'émiettement des circonscriptions électorales – 22 282 au total – ont favorisé l'émergence de candidats sans étiquette et, surtout, de petites formations politiques qui font partie de l'actuelle majorité parlementaire, comme le Parti national des indépendants (PNI) et l'Union

constitutionnelle (UC). Cette redistribution a joué au détriment des deux principales composantes de l'opposition à la Chambre des représentants, l'istiglal et, davantage encore, l'USFP qui maintiendrait ses positions à Casablanca et à Rabat, reculerait à Agadir et perdrait, notamment, le contrôle de Fès, d'Oujda et de Tétouan.

« Ces résultats sanctionnent surtout la gestion des municipalités sortantes », assure M. Bazi. Ces élections communales dessinent-elles déjà le paysage politique qui sortira des urnes à l'issue des élections législatives dont la tenue devrait avoir lieu d'ici à la fin de l'année ? En tout cas, elles semblent à même de satisfaire Hassan II qui, pour gouverner, entend s'appuyer sur des formations dont aucune n'est en position dominante pour lui imposer ses vues.

L'opposition parlementaire s'inquiète, quant à elle, « d'avoir à rendre des comptes » à une base turbulente qui avait déjà contraint ses dirigeants à choisir la « non-participation » au référendum constitutionnel et souhaitait les voir refuser l'avenir des municipales. Dans ces conditions, l'USFP et l'istiglal ne seraient-ils pas tentés d'obtenir de nouvelles assurances du pouvoir avant de courir leurs chances aux législatives ?

JACQUES DE BARRIN

Obsèques nationales à Berlin

L'hommage de l'Europe à Willy Brandt

BERLIN

de notre correspondant

L'Allemagne et l'Europe entière célébraient, samedi 17 octobre à Berlin, les obsèques nationales de Willy Brandt, le chancelier de l'Ostpolitik, le symbole d'une Allemagne en paix avec ses voisins. En présence de nombreux hôtes étrangers, les cérémonies officielles se sont déroulées, samedi en fin de matinée, au Reichstag, siège du Parlement allemand jusqu'à son incendie en 1933, bastion de l'Occident pendant trente-quatre ans sur la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest, jusqu'à la chute du mur de Berlin, il y a trois ans. La dépouille mortelle de l'ancien bourgmestre de Berlin-Ouest devait être inhumée, dans l'intimité, au cimetière de Zehlendorf.

M. François Mitterrand et le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, l'héritier spirituel de Willy Brandt au sein de la communauté socialiste internationale, arrivaient directement, avec le chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl, du conseil européen de Birmingham. Le président portugais, M. Mario Soares, le chancelier autrichien,

M. Franz Vranitzky, octroyaient le prince Charles d'Angleterre et les plus hauts représentants des sociaux-démocrates de Scandinavie, frères d'armes de Willy Brandt pendant la guerre. M. Mikhail Gorbatchev avait fini par s'échapper de Moscou pour venir rendre un dernier hommage à celui qui fut l'un de ses principaux défenseurs en Europe au début de la perestroïka.

Cérémonies au Reichstag

Les obsèques officielles comportaient une cérémonie dans la salle plénière du Reichstag, où Willy Brandt avait encore présidé, en sa qualité de doyen d'âge, la séance inaugurale du premier Parlement de l'Allemagne réunifiée, élu en décembre 1990 : où l'Internationale socialiste au grand complet avait pris congé en septembre dernier de celui qui avait été pendant seize ans son président et son inspirateur.

Les allocutions devaient être prononcées par le président de la République fédérale, le président du Bundestag et le chancelier, les chrétiens-démocrates Richard von Weizsäcker, Rita

Süssmuth et Helmut Kohl, par le dirigeant du Parti social-démocrate allemand, M. Björn Engholm, et par M. Felipe Gonzalez au nom de l'Internationale socialiste.

Au terme de cette cérémonie, les honneurs militaires devaient être rendus devant le Reichstag à Willy Brandt, dont la dépouille mortelle devait être ensuite acheminée sous escorte, sur un catafalque, vers le cimetière de Zehlendorf. Il y reposera aux côtés, notamment, du premier bourgmestre de Berlin après la guerre, Ernst Reuter, l'un de ses principaux mentors politiques.

Les Berlinois se sont déplacés par milliers, au cours de ces deux jours de cérémonies, pour rendre leur propre hommage au défunt. Enveloppé dans le drapeau allemand, sous un portait en noir et blanc, le cercueil avait été exposé toute la journée de vendredi dans le hall de l'hôtel de ville de Berlin-Ouest, à Schöneberg. Sont venus se recueillir des gens de tout âge, venus de l'Ouest comme de l'Est, mais surtout une grande majorité de jeunes, pour lesquels Willy Brandt restera le symbole d'une Allemagne généreuse.

HENRI DE BRESSON

Au sommet européen de Birmingham

Rumeur...

BIRMINGHAM

de notre envoyé spécial

« Inévitable en ce moment », selon le porte-parole de l'Elysée, M. Jean Mitterrand, une rumeur sur une aggrégation de l'état de santé de M. Mitterrand a donné à certains médias plus de travail que le sommet européen lui-même.

Le chef de l'Etat s'est reposé quelques instants dans sa chambre d'hôtel avant le déjeuner de travail des experts. La rumeur disait, quant à elle, que, escorté par des policiers, il avait dû quitter d'urgence le Conseil européen pour se faire soigner à l'hôpital. L'information aurait été donnée par un collaborateur de la municipalité de Birmingham, répercutée par une radio locale, puis reprise à l'échelon national et international. Le réflexe selon lequel il vaut mieux donner instantanément un scoop, quitte à le démentir quelques instants plus tard, plutôt que

de se faire doubler par un autre média a fonctionné parfaitement durant quelques heures. Interrogé sur les origines de cette rumeur, M. Mitterrand a expliqué, d'un air amusé et ironique, qu'il était « un homme à réanimation rapide ». « Les rumeurs, c'est pire que les papillons pour arriver à les attraper. On bien le sait sur le cas de ce ministre. On a tous essayé et on n'a jamais réussi. Alors, laissez-les courir », a-t-il dit.

A propos de son état de santé, M. Mitterrand a expliqué, d'un ton calme et détaché, qu'il était « dans la situation de toute personne qui a subi une opération assez sérieuse et qui, dans un cadre normal, devrait, paraît-il, disposer d'un certain nombre de mois ou de semaines de repos. Disons que ce repos est quelquefois troublé par les événements qu'imposent mes fonctions. Mais ce n'est pas dramatique. Je le supports. »

P. S.

En prélude au débat budgétaire

Les professionnels du bâtiment réclament des mesures d'urgence

Les principales organisations de la construction ont lancé, vendredi 16 octobre, un appel à des « mesures d'urgence » afin d'enrayer la crise du logement et de l'immobilier. Au cours d'une conférence de presse « solennelle », dans le cadre du Comité de concertation de la construction, les responsables ont haussé le ton. M. Jean Domagay, président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), a notamment

mis en cause « les erreurs graves de pilotage structurel et conjoncturel », estimant que le secteur va perdre 30 000 emplois en 1992.

Alors que le débat budgétaire va commencer mardi 20 octobre, le Comité de la construction réclame la budgétisation de 60 000 prêts à l'accession sociale à la propriété (PAP) ainsi qu'une plus grande égalité fiscale entre épargne mobilière et épargne immobilière.

Crise du secteur public espagnol

L'INI supprimera 20 000 emplois d'ici à 1996

MADRID

correspondance

Après les splendeurs de 1992, il a fallu une dévaluation de 5 % de la peseta et la publication du budget 1993 pour que l'Espagne se rende compte qu'elle entrait en récession. Pourtant, on savait que le déficit public était énorme (75 milliards de francs) et que l'industrie avait besoin d'un remède de cheval pour être adaptée au marché unique.

M. Javier Salas, président de l'Institut national de l'industrie (INI), qui regroupe une quarantaine d'entreprises publiques, a dressé, le 14 octobre, devant la commission du budget du Parlement, un panorama fort sombre. Il a annoncé 20 000 suppressions

d'emplois d'ici à 1996, prévoyant la fermeture prochaine d'entreprises et d'usines, et estimé le déficit de l'INI pour l'année 1993 à 7 milliards de francs.

Ces suppressions d'emplois touchent surtout le secteur de la sidérurgie (10 000 postes), en crise depuis plusieurs années. Les Asturies ont été le théâtre de nombreux incidents et de longues grèves au printemps. Pour la deuxième fois depuis janvier, les employés des grandes entreprises sidérurgiques des Asturies marchent sur Madrid. Et le plan de restructuration élaboré par le gouvernement vient d'être rejeté cette semaine par la Commission européenne.

L'autre secteur le plus affecté est celui des chantiers navals. M. Salas prévoit une réduction de la capacité de ces entreprises, comme Bazan, la plus importante en Espagne dans cette branche, et la fermeture de certains chantiers navals dont ceux de Séville. La compagnie Iberia n'échappe pas à l'austerité. Elle va d'abord réduire ses effectifs. On parle de vente de l'immeuble du siège social madrilène – estimé à 1 milliard de francs, – mais aussi de ceux de Paris et de Rome. (Interim.)

EN BREF

■ M. Salmaan Rushdie sera « le bienvenu » en France. – A la suite de récentes déclarations de M. Salmaan Rushdie selon lesquelles il s'était vu « refuser l'entrée du territoire français » à trois reprises, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a déclaré, vendredi 16 octobre, que l'écrivain britannique était « le bienvenu en France et qu'il y sera protégé ». Paris a simplement fait des « recommandations de prudence dans son propre intérêt » à M. Rushdie, qui souhaitait venir en France en 1991, en pleine guerre du Golfe, a indiqué M. Bernard.

■ ANGOLA : annonce officielle d'un second tour de l'élection présidentielle. – Le président José Eduardo dos Santos a obtenu 49,57 % des voix à l'élection présidentielle du mois dernier et devra disputer un second tour de scrutin, selon les résultats définitifs annoncés, samedi 17 octobre, par la radio angolaise. M. Jonas Savimbi, chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui dénonçait des « fraudes massives » et menaçait de reprendre le maquis, a obtenu 40,07 % des suffrages, a indiqué le président de la commission électorale nationale. (Reuters.)

Par 130 voix pour et 35 contre

La Norvège ratifie l'accord sur l'Espace économique européen

Le Parlement norvégien a ratifié, vendredi 16 octobre, l'accord sur la création d'un Espace économique européen (EEE), qui vise à former un bloc commercial unique de l'océan Arctique à la Méditerranée. A l'issue de deux jours de débats, l'accord a été approuvé par 130 voix pour et 35 contre, obtenant la majorité requise des trois quarts.

L'EEE, qui regroupera dix-neuf

pays – les douze de la Communauté européenne et les sept de l'Association européenne de libre-échange (AELE) – doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1993. Lors du débat, le premier ministre norvégien, M. Gro Harlem Brundtland, a insisté sur la nécessité pour son pays de ratifier l'EEE afin d'être en mesure de se battre à armes égales sur les marchés commerciaux européens.

Mme Aubry et la « fausse radiée » de TF 1

Le 8 octobre, le journal de 20 heures de TF 1 diffusait un reportage sur une jeune chômeuse, radiée selon elle des listes de demandeurs d'emploi de l'ANPE parce qu'elle avait négligé de répondre à une convocation de l'agence. S'appuyant sur cet exemple, TF 1 dénonçait les radiations abusives dont étaient victimes certains demandeurs d'emploi particulièrement désorientés. Ici même, dans la chronique « Images », nous nous faisons l'écho de cet ému reportage (le Monde du 10 octobre).

Le cas de cette jeune femme n'a pas manqué d'éveiller l'attention de Mme Martine Aubry, ministre du travail. Redoutant qu'une « bavure » ait pu être commise par les services de l'agence dont elle a la tutelle, la ministre tentait en vain d'obtenir de TF 1 les coordonnées de la jeune femme.

Cette dernière ayant finalement pu être retrouvée par la bise de l'agence, il s'avère que le témoignage accordé à la télévision était mensonger : elle était bien inscrite au fichier des demandeurs d'emploi depuis février 1992, et n'avait jamais été radiée.

A la rédaction de TF 1, on fait valoir le manque de temps – il fallait absolument diffuser ce reportage le soir même – qui a empêché le journaliste de procéder à toutes les vérifications nécessaires.

Si l'on admet avoir été trompé par une association de chômeurs, proche du PCF, on n'envisage nullement de diffuser un rectificatif à l'antenne : on assure d'ailleurs en réserve de nombreux cas de chômeurs abusivement radiés des listes, authentiques ceux-ci, auxquels TF 1 se propose de consacrer plusieurs sujets dans les prochains jours.

Pour sa part, Mme Aubry s'indigne qu'une grande chaîne puisse ainsi tromper les téléspectateurs. Sans nier que des bavures puissent se produire ici ou là, elle assure souhaiter que tous les cas décelés soient portés à sa connaissance, afin de pouvoir le cas échéant revenir sur d'éventuelles radiations abusives. Quant à la « fausse radiée », que nous avons contactée, elle se refuse à tout commentaire.

D. S.

SOMMAIRE

DATES

Il y a soixante-quinze ans : l'exécution de Mata Hari..... 2

ÉTRANGER

Le sommet européen de Birmingham..... 3  
Le président fédéral yougoslave demande la démission de M. Milosevic..... 4  
Les Bosniaques ont fermé le couloir humanitaire vers Sarajevo..... 4  
L'attribution du prix Nobel de la paix à Rigoberta Menchu..... 6

POLITIQUE

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi relatif à la prévention de la corruption..... 7  
Lancement de la campagne du RPR..... 8  
Livres politiques : « Du malaise à la cure », par André Laurens..... 8

SOCIÉTÉ

A la cour d'assises de l'Hérault, Yves Dandonneau condamné à vingt ans de réclusion criminelle..... 9  
Les Américains s'interrogent sur leur stratégie de recherche en génétique moléculaire..... 9  
La fin du colloque international « Résistance et mémoire » à Lyon 9  
A Briançon (Hautes-Alpes), la peur des séismes des Neiges..... 10  
Selon les experts néerlandais, l'usage des fixations de récepteurs serait à l'origine de l'accident du Boeing d'El Al..... 10

HEURES LOCALES

■ Les grands chantiers de Chambéry ■ Les départements dans la tourmente ■ Le rapport Rigaudat sur la fonction publique territoriale : dans la maquis des

statuts ■ Débat : surendettement et transparence, par Philippe Laurent ■ Chinagora : une vitrine pour la Chine à Alfortville ■ Provence-Alpes-Côte d'Azur et Piémont souhaitent réaliser un vieux rêve : faire passer une autoroute sous le Mercantour..... 11 à 13

CULTURE

Ariane Mnouchkine et le Théâtre du Soleil à New-York..... 14  
Bob Dylan à la porte du paradis..... 14 et 15

ÉCONOMIE

La baisse des taux britanniques ne clarifie pas la stratégie économique de M.M. Major et Lamont..... 17  
Selon l'INSEE, l'emploi salarié s'est dégradé en 1991..... 17  
Le grève des dockers se durcit à Bordeaux..... 17  
A Limoges, l'inspection du travail refuse le licenciement d'une déléguée CGT..... 17  
Revue des valeurs..... 18  
Crédits, changes, grands marchés..... 19

Services

Abonnements..... 2  
Carnet..... 3  
Météorologie..... 10  
Mots croisés..... 15  
Télévision..... 15  
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »

Le numéro du « Monde » daté 17 octobre 1992 a été tiré à 479 076 exemplaires.



Chaque jour dans  
**Le Monde**  
une grande enquête :  
**DÉSARROIS AMÉRICAINS**  
du lundi 19 (daté 20)  
au vendredi 30 (daté 31 octobre)